

Le **Magazine** des

# AFFAIRES

Pour une meilleure information des professionnels



# INFRASTRUCTURE

UNE NOUVELLE ACCÉLÉRATION EN 2022

## Perspective

Les 7 tendances qui vont influencer le « monde » des infrastructures

## Les rencontres d'experts

Plébiscitée par les LPs, l'infrastructure se prépare à une nouvelle accélération

## Analyse

La guerre en Ukraine remet la gestion active à l'ordre du jour



## Combining Regular Yield and Capital Appreciation

Our team of **investment professionals** from the infrastructure industry boasts a strong operational background. We deliver investors unique access to the continental **European infrastructure mid-market** through proprietary transactions, with a **“buy-grow-and-hold” strategy**.



[www.cubeinfrastructure.com](http://www.cubeinfrastructure.com)

Cube Infrastructure Managers  
41, Avenue de la liberté, L-1931 Luxembourg



Le Magazine des  
**AFFAIRES**  
Pour une meilleure information des professionnels

### Coordonnées du Magazine des Affaires

#### Info Eco SAS

**Siège social :**  
8 rue Louis Philippe  
92200 Neuilly-sur-Seine  
**TEL : 01 47 22 63 13**  
<http://www.magazinedesaffaires.com>

**Dépôt légal à la parution**  
**N° de commission paritaire :**  
0922 T 86585  
ISSN : 1770-4103

**Directeur de publication**  
Olivier Bénureau

**Impression :**  
Imprimerie Jouve  
733, rue St Léonard  
53100 Mayenne

**Directeur de la Rédaction :**  
Olivier Bénureau  
([ob@magazinedesaffaires.com](mailto:ob@magazinedesaffaires.com))

**Maquettiste, Infographiste :**  
Maroua, Nadine Chebli  
([m.delenemirouze@magazinedesaffaires.com](mailto:m.delenemirouze@magazinedesaffaires.com))

## La crise ukrainienne comme un électrochoc



La crise Ukrainienne, est dans toutes les pensées. Elle choque, indigné, inquiète et la solidarité envers le peuple ukrainien s'organise comme jamais. A côté de ce drame humain, elle nous oblige à nous interroger sur nos politiques énergétique et notre dépendance au gaz russe notamment. Le chancelier Allemand, Olaf Scholz, a été un des premiers à réagir en annonçant un objectif clair ; mettre fin aussi vite que possible à la dépendance aux hydrocarbures russes de son pays. Mais toute l'Europe est concernée et devrait accélérer la transition énergétique car Moscou est de loin le premier fournisseur de gaz de l'Union européenne, à hauteur de 44%, mais aussi de pétrole, à 25%. La France de son côté s'était fixé l'objectif de 50% de réduction de la consommation énergétique finale d'ici 2050. C'est loin...

La seule question qui vaille est de savoir si l'Europe a les moyens d'aller plus vite ?

Les Etats membres de l'UE peuvent s'appuyer sur le Pacte Vert qui vise 55% de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030. L'Agence internationale de l'énergie suggère aux dirigeants européens "d'accélérer le déploiement des installations solaires et éoliennes". L'Allemagne entend accélérer le passage d'une loi sur l'énergie et qui vise 80% de renouvelables dans le mix électrique d'ici à 2028. Un défi conséquent, alors que la coalition au pouvoir se prépare à rouvrir des centrales à charbon au cas où le gaz viendrait à manquer... L'accélération de la transition dépendra surtout de la volonté politique des Vingt-sept et de la faisabilité technique et juridique. Les fonds n'ont jamais disposé d'autant d'argent pour investir dans la transition énergétique. Selon les experts, ce sont dans les secteurs les plus consommateurs, à savoir l'habitat (45 %) et les transports (33 %) que les efforts doivent porter. De gré ou de force, nous allons devoir faire des économies d'énergie et développer massivement les énergies renouvelables.

Olivier Bénureau  
Directeur de la Rédaction

### TARIFS D'ABONNEMENTS 2022 (TVA à 2,1%)

→ **Abonnement Premium** : 10 numéros dont les guides du CAC 40, SBF 120, ETI et accès à notre base documentaire et aux derniers numéros du MdA à travers un code d'accès personnalisé :  
**Tarif** : 1200 € HT soit 1225,2 € TTC ( TVA = 2,1%).

→ **Abonnement Entreprise** (5 abonnements) : 10 numéros dont les guides du CAC 40, SBF 120, ETI et accès à notre base documentaire et les derniers numéros du MdA à travers des codes d'accès personnalisés :  
Cet abonnement permet également de publier des articles dans le Magazine des Affaires tout au long de l'année:  
**Tarif** : 2000 € HT soit 2042 € TTC ( TVA = 2,1%).

Payer par virement ou chèque à l'ordre de : Info Éco SAS - 8 rue Louis Philippe 92200 Neuilly-sur-Seine

### ACTUALITÉS

#### ■ Capital privé

P6. La guerre en Ukraine remet la gestion active à l'ordre du jour

P8. I Squared Capital lève un fonds record de 15 Md\$

P9. Antin IP acquiert l'opérateur britannique de réseaux intelligents SNRG

P10. Quelles perspectives mondiales pour les infrastructures cotées ?



P12. Antin IP a vu ses encours sous gestion progresser de 23% l'an passé

P14. Infrastructures-Quelles perspectives de développement pour les aéroports de demain ?

### DOSSIER INFRASTRUCTURE

#### ■ Perspective

P19. Les 7 tendances qui vont influencer le « monde » des infrastructures

P26. 3 questions à Xavier Fournet, associé, responsable du secteur Infrastructure et Construction, KPMG France

#### ■ Les rencontres d'experts

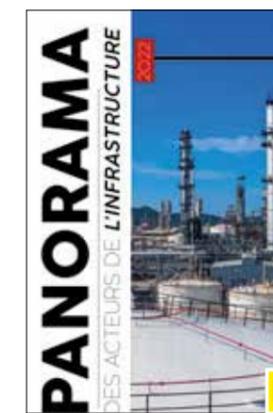
P28. Piébiscitée par les LPs et des besoins grandissants, l'infrastructure se prépare à une nouvelle accélération

#### ■ Guide de l'infrastructure

P42. Panorama des acteurs de l'infrastructure : L'infrastructure connaît une dynamique sans précédent

P72. Les classements d'infrastructure :

- Greenfield
- Brownfield
- Conseil Financier
- Conseil Juridique



## LA GUERRE EN UKRAINE REMET la gestion active à l'ordre du jour

Par Jean Keller, CEO, QUAERO CAPITAL SA



**UN OEIL SUR LA PLACE – Outre ses conséquences sur l'ordre économique mondial, l'invasion de l'Ukraine va accélérer la transition énergétique et forcer les investisseurs à plus de sélectivité. La guerre en Ukraine bouleverse le monde et transforme de manière profonde l'ordre mondial construit patiemment après la deuxième guerre mondiale. Au delà des considérations stratégiques ou militaires - et quelle que soit l'issue du conflit, il paraît évident que cette guerre au coeur même de l'Europe va avoir des conséquences à long terme qui vont durablement modifier l'environnement auquel nous étions accoutumés depuis plus de trente ans. Et les investisseurs vont devoir s'ajuster.**

### RENVERSEMENT DE LA GLOBALISATION

L'une des conséquences les plus profondes sera sans doute un renversement de la tendance à la globalisation et une forte diminution du commerce mondial. En effet, alors que ce conflit a clairement montré l'existence de blocs géostratégiques distincts, il y a fort à parier que les Etats vont tout faire pour réduire leur dépendance à l'étranger. Ils vont radicalement revoir leurs sources d'approvisionnement - une tendance déjà amorcée suite à la pandémie de COVID - et surtout rapatrier la

production de biens indispensables dans leur proximité immédiate. Parallèlement, la compétition pour les ressources essentielles risque également de reconfigurer le monde en zones d'influences distinctes autour de grandes puissances patronnes et d'entraîner le passage d'un commerce à l'échelle mondiale vers des échanges limités à une seule région.

### EN ROUTE POUR L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE

Et cette crise a surtout montré des façon éclatante les inconvénients de

notre dépendance énergétique vis-à-vis d'un petit nombre de pays fournisseurs (en l'occurrence la Russie pour l'Europe) et donc la nécessité accrue d'accélérer la transition énergétique vers une économie décarbonée. Alors que ce mouvement était déjà enclenché en Europe, la mise au ban de la Russie a clairement accentué la pression sur les gouvernements du monde entier, afin de parvenir à une indépendance énergétique que seule la migration vers des sources d'énergie propres peut fournir. Il est donc certain que les investissements dans ce secteur vont rapidement augmenter, de même que la course aux innovations technologiques permettant de le

rendre plus concurrentiel avec les énergies fossiles. L'accélération de cette tendance séculaire va ainsi donner le jour à une multitude de nouvelles possibilités d'investissement aujourd'hui encore insoupçonnées.

### DES CRITÈRES ESG À REVOIR

Par ailleurs, cette crise a démontré les limites extrêmes des politiques ESG qui ont été fortement bousculées par l'attitude agressive de la Russie. En effet, elle a remis sous les feux des projecteurs les questions légitimes des investisseurs sur les investissements dans tous les régimes autoritaires, en plus de la Russie qui s'est rapidement transformée en pariah soumis à une avalanche de sanctions. Dès lors, la question qui se pose est celle de savoir quelle position il faut adopter par rapport aux investissements dans d'autres pays sous le joug de régimes autoritaires qui ignorent les droits humains indissociables de nos valeurs. Après une focalisation sur le E des questions environnementales et énergétiques, la gestion ESG va sans doute devoir se pencher avec plus d'acuité sur les deux autres lettres, en particulier les critères sociétaux, et notamment le respect des valeurs universelles.

### LA GESTION PASSIVE MONTRE SES LIMITES

Dans ce nouvel environnement, dont les contours sont encore mouvants et dont toutes les conséquences sont encore peu lisibles, l'agilité et la sélectivité devraient devenir des valeurs-phares pour tous les investisseurs. Finie l'époque bénie où il suffisait d'acheter un produit indiciaire pour performer ! En effet, les plus grandes sociétés cotées ayant largement bénéficié de la globalisation et ayant donc dominé la cote ces 10 dernières années, les stratégies passives étaient progressivement

#### Biographie



→ **Jean Keller**, a rejoint Quaero Capital SA en 2011, en tant que CEO. Avant cela, Jean Keller était CEO de 3A (Alternative Asset Advisors), la division de gestion alternative du groupe bancaire genevois SYZ. Sous sa direction, 3A a connu un fort développement, passant de USD 1 milliard à plus de USD 4 milliards au plus haut. Jean Keller était également responsable du développement du groupe en Asie, notamment à travers l'acquisition d'Oria Capital à Hong Kong. Avant de rejoindre le groupe SYZ, Jean Keller a assumé pendant 11 ans plusieurs responsabilités au sein du groupe Lombard Odier à Genève, New York et Londres.

devenues la coqueluche des marchés. Aujourd'hui, il est fort probable que cette recette magique a fait son temps et que les investisseurs ne soient forcés à l'avenir de faire preuve de plus de discernement dans leur stratégies de placement. Car si la gestion passive a pendant longtemps offert une solution satisfaisante à moindre coût, elle manque par définition de sélectivité et de jugement, que cela soit sur l'impact du nouvel ordre mondial sur la rentabilité des anciens gagnants de la globalisation ou bien sur les critères ESG que ces grands groupes appliquent dans des régimes autoritaires.

### LE NÉCESSAIRE RETOUR DE LA SÉLECTIVITÉ

De fait, la gestion passive repose essentiellement sur l'idée qu'investir dans un quelconque indice est plus profitable et moins coûteux que de recourir à une gestion active. Il faut avouer que, alors que de nombreuses maisons de gestion active sous-performaient régulièrement leur indice de référence, ce postulat de l'investissement à moindre coût semblait validé par l'expérience. Si on peut largement discuter du biais des études qui confirment cet état de fait (biais de sélection, de taille et de style), tel n'est pas le propos ici. Par contre, à l'avenir, avec l'émergence

d'un monde plus fragmenté, et donc moins globalisé, il sera beaucoup plus difficile de réussir en appliquant une stratégie aussi indiscriminée, focalisée sur les plus grosses sociétés cotées. Cela risque d'être vrai autant pour la performance des différentes stratégies que pour les critères de gouvernance que les épargnants veulent désormais voir appliquer à la sélection des valeurs dans leurs portefeuilles. Après une longue période d'obsession quasi-malade sur les coûts de la gestion plutôt que sur la performance nette de frais, on pourrait bien voir l'analyse fondamentale et la gestion active fondée sur des vrais choix retrouver un lustre terni depuis quelques années. En quelque sorte, ce serait un retour aux vraies valeurs – dans tous les sens du terme ! ■

## I SQUARED CAPITAL LÈVE un fonds record de 15 Md\$



Connu pour ses performances (plus de 20% de TRI brut sur ses deux premiers véhicules) et sa capacité à faire changer d'échelle les actifs de son portefeuille, l'équipe de onze associés emmenée par Sadek Wahba dépasse encore son objectif de levée de 25% pour son troisième véhicule. Retour sur un succès hors norme.

En à peine dix ans, I Squared Capital s'est installé comme un acteur majeur de l'infrastructure à l'échelle mondiale. L'équipe issue pour partie de Morgan Stanley a connu une croissance exponentielle au cours de la décennie.

Basé à Miami, I Square Capital compte aujourd'hui 11 associés et est présent à Hong Kong, Londres, New Delhi, Singapour, Sidney et Taipei. Elle gère plus de 34 milliards de dollars d'actifs et resté focalisé sur les services aux collectivités, les infrastructures numériques, l'énergie, les transports et les infrastructures sociales en Amérique du Nord, en Europe, en Amérique latine et en Asie. Au cours des six derniers mois, 19 professionnels ont rejoint I Squared Capital, dont dix ont été affectés à l'équipe d'investissement et neuf à d'autres postes. Prochainement, d'autres ressources importantes viendront renforcer ces effectifs, notamment des professionnels de l'investissement aux États-Unis, en Amérique latine, en Europe, en Asie et pour les plateformes de crédit et InfraTech. Les noms de certains de ces renforts seront annoncés sous peu.

### UNE PRÉSENCE MONDIALE

Pour mémoire, la société a réalisé des investissements dans le secteur de l'énergie hydroélectrique aux États-Unis, dans le secteur du traitement des eaux usées en Chine et en Inde, y compris une participation majoritaire dans les 109 kilomètres de Jaipur Mahua Tollways dans l'État du Rajasthan, au nord-ouest du pays, ainsi qu'une participation dans la société d'énergie solaire Amplus Energy Solutions Private Limited. Il a aussi repris Lincoln Clean Energy qui développe et exploite des parcs éoliens basé aux États-Unis

En Amérique latine, I Squared Capital a racheté la totalité des actifs de Duke (à l'exception du Brésil) pour un montant de 1,2 milliard de dollars. Cet investissement a permis à I Squared Capital d'acquérir des centrales de production d'hydroélectricité et de gaz naturel, des infrastructures de transport et des installations de traitement du gaz naturel, totalisant 2 300 mégawatts d'énergie. Ces actifs sont situés au Pérou, au Chili, en Équateur, au Guatemala, au Salvador et en Argentine. La transaction d'achat

de ces actifs auprès de Duke Energy a été finalisée en décembre 2016.

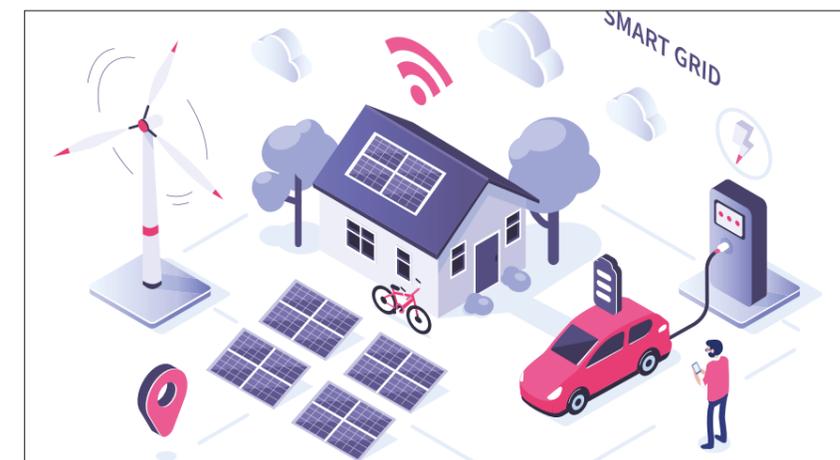
Energia, Rubis Terminal, TIP Trailers, Conrad Energy, EXA, Aggreko, Cube Cold Storage, Cube Green Energy et Domidep en portefeuille en Europe. En Europe, I Squared Capital s'est illustré en rachetant la société irlandaise d'électricité Energia (historiquement Viridian) pour environ un milliard d'euros. Viridian fournit environ 20% de l'électricité à l'Irlande mais aussi entre autres dans l'activité de stockage d'hydrocarbures du groupe pétrolier Rubis et dans les maisons de retraite Domidep.

Fort de cette levée de fonds records, I Squared Capital devrait encore accélérer. Parmi les thématiques privilégiées à l'avenir, les infrastructures nécessaires à la mise en œuvre des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) nord-américain vers l'Europe et l'Asie. Les États-Unis se sont engagés à accroître leurs livraisons à l'Europe d'au moins 50 milliards de mètres cubes par an d'ici à 2030, afin d'aider celle-ci à se sevrer du gaz russe, ce qui nécessitera la construction de terminaux GNL dans des pays comme l'Allemagne. ■ O.B.

## ANTIN IP ACQUIERT L'OPÉRATEUR BRITANNIQUE de réseaux intelligents SNRG

Emblématique de la stratégie d'investissement d'Antin, l'investisseur réalise outre-manche la première acquisition de son nouveau véhicule dédié aux infrastructures « NextGen ». SNRG fournit une solution innovante pour décarboniser les bâtiments tout en réalisant des économies significatives pour ses clients.

Créé en 2018 avec le soutien du distributeur britannique d'énergie Centrica, premier fournisseur de gaz naturel au Royaume-Uni, SNRG a connu une croissance exponentielle ces trois dernières années et devrait encore accélérer avec le soutien d'Antin IP: « SNRG est la bonne entreprise pour lancer notre stratégie NextGen, car elle se concentre sur l'investissement à valeur ajoutée dans des actifs durables, évolutifs et connectés. Nous sommes ravis d'avoir l'occasion d'aider la SNRG à atteindre la prochaine phase de sa croissance, grâce à la construction d'un important pipeline identifié de projets acquis grâce à ses relations avec les principaux développeurs. », explique Anand Jagannathan, Senior Partner d'Antin NextGen. Une des forces de SNRG est d'offrir à ses clients un « guichet unique » pour les solutions de réseaux intelligents comprenant les connexions au réseau, les réseaux de distribution, les panneaux solaires photovoltaïques, les batteries, les pompes à chaleur et la recharge communautaire des véhicules électriques. Cette approche intégrée - conception, financement, construction et exploitation - combinée à la technologie d'optimisation de la SNRG maximisera les économies de coûts initiales et continues et la réduction des émissions de carbone pour ses clients. « Alors que la transition tout électrique et zéro carbone s'accélère dans les secteurs de la construction domestique et non domestique, les clients recherchent des solutions d'infrastructure de nouvelle génération », explique Shane Hussain, PDG de SNRG. Comme l'explique



Antin, les émissions des bâtiments contribuent à environ 20% des émissions totales de CO2 du Royaume-Uni en raison d'une dépendance historique aux combustibles fossiles, y compris le gaz, pour fournir de la chaleur aux bâtiments. Pour que le Royaume-Uni atteigne ses objectifs nets zéro à l'horizon 2050, il devra réduire ces émissions de 40 % d'ici 2030.

### 100 M€ D'INJECTÉS DANS LA SOCIÉTÉ

Evoluant dans un secteur du smart grid en très forte croissance, SNRG va pouvoir bénéficier d'un soutien financier de taille. « Nous allons

progressivement investir plus de 100 M€ sous la forme d'une augmentation de capital, ce qui nous permettra à terme d'avoir plus de 90 % du capital », explique Rodolphe Brumm, Partner au sein du bureau parisien de l'équipe NextGen d'Antin. Dans le même temps, le gérant a structuré 180 M€ d'equity bridge auprès de CACEIS et Crédit Agricole CIB. Les ambitions d'Antin pour cette pépite sont très importantes et l'équipe d'investissement n'exclut aucune piste de développement. Elle regarde d'ailleurs avec attention les sujets des pompes à chaleur, de la recharge de voitures électriques, ainsi que des opérations de recyclage moins traditionnelles, comme le plastique ou les pneus... ■ O.B.

#### Les acteurs clés



Rodolphe Brumm

Antin IP : Rodolphe Brumm ; Conseil juridique d'Antin : White and Case ; Gowling WLG ; Conseil juridique de SNRG : Osborne Clarke a agi en tant que conseillers juridiques auprès de SNRG ; Conseil juridique de Centrica : Freeths LLP

## QUELLES PERSPECTIVES MONDIALES

pour les infrastructures cotées ?

Par **Peter Meany**, responsable du Fonds d'infrastructures mondiales cotées de First Sentier Investors



**Le déploiement des véhicules électriques devrait apporter un coup de pouce supplémentaire aux services publics à moyen terme. Les exploitants de routes à péage devraient enregistrer des résultats relativement bons dans un contexte d'inflation plus élevée. Les infrastructures nord-américaines ont surperformé en raison des revenus réglementés, de la croissance structurelle et/ou de l'effet de l'inflation ; la volatilité du marché de l'énergie a pesé sur les services publics européens et asiatiques**

### PERSPECTIVES

Nous conservons notre préférence pour les services publics axés sur les énergies renouvelables et capables de générer une croissance régulière et peu risquée de leurs bénéfices en remplaçant les vieilles centrales à combustibles fossiles par des parcs solaires et éoliens, ainsi qu'en modernisant et en développant les réseaux nécessaires pour connecter ces nouvelles sources d'énergie à l'utilisateur final. Les progrès technologiques et la baisse des coûts du stockage sur batterie à l'échelle des services publics permettront aux énergies renouvelables de représenter une part toujours plus importante du

mix global de production d'électricité. À moyen terme, le déploiement des véhicules électriques devrait donner un coup de main supplémentaire aux services publics, d'abord par le biais des opportunités d'investissement liées au raccordement des stations de recharge des véhicules électriques au réseau, puis par la hausse de la demande globale d'électricité.

Les exploitants de routes à péage devraient enregistrer des résultats relativement bons dans un contexte d'inflation plus élevée. De nombreuses routes à péage ont des contrats de concession qui précisent comment les prix peuvent être augmentés, avec la

possibilité de suivre le taux d'inflation ou un pourcentage convenu - le plus élevé des deux. Les volumes de circulation s'avèrent nettement plus résilients que ceux des autres actifs d'infrastructure de transport, profitant ainsi aux sociétés de routes à péage en Europe, en Asie-Pacifique et en Amérique latine.

Le secteur des aéroports reste vulnérable aux perturbations liées au coronavirus. Par conséquent, nous privilégions les aéroports de loisirs à courte distance, en particulier les aéroports européens à forte exposition intra-européenne, où les restrictions frontalières sont susceptibles d'être moins contraignantes.

### ANALYSE DU MARCHÉ

La classe d'actifs mondiale des infrastructures cotées s'est redressée en mars malgré des niveaux d'inflation élevés, des restrictions plus strictes concernant le coronavirus en Chine et une liste croissante de sanctions occidentales contre la Russie. L'indice FTSE Global Core Infrastructure 50/50\* a enregistré une performance de +6,9%, tandis que l'indice MSCI World\* a clôturé le mois en hausse de +3,0%.\* Rendement total net couvert en dollars australiens.

Le secteur de l'infrastructure le plus performant a été celui des chemins de fer (+11%), car la hausse des prix des matières premières devrait soutenir les opérateurs ferroviaires nord-américains. Les tours / centres de données (+11%), qui avaient sous-performé en janvier et février en raison principalement des inquiétudes liées à la hausse des taux, ont progressé car les investisseurs se sont recentrés sur les bases solides de ces sociétés et les moteurs de croissance des bénéfices structurels. Le secteur des infrastructures le moins performant a été celui des aéroports (+3 %), en



#### Biographie

→ **Pierre Meany**, Peter a établi la stratégie Global Listed Infrastructure Securities en 2007 et a construit une équipe de spécialistes en investissement de haute qualité et un solide historique d'investissement. Peter a plus de 20 ans d'expérience en placement. Avant de rejoindre la société en janvier 2007, Peter était directeur et responsable de la recherche sur les infrastructures et les services publics chez Credit Suisse Equities (Australie). Peter a également été analyste chez Macquarie Equities lors du développement initial du marché des infrastructures privées. Peter est titulaire d'un baccalauréat en économie (finance) de l'Université Macquarie.

raison de l'augmentation du nombre de cas de coronavirus en Europe et de l'imposition de mesures de confinement supplémentaires dans le cadre de la politique chinoise zéro-Covid, suite à un pic de cas à Shanghai. La région d'infrastructure la plus performante a été les États-Unis (+10 %), grâce aux solides résultats enregistrés par les services publics, les chemins de fer et les pylônes. Les régions d'infrastructure les moins performantes ont été l'Asie hors Japon (+2 %) et le Japon (+2 %), en raison de la sous-performance de leurs services publics due aux craintes de hausse

des coûts des matières premières. Les mesures de confinement prises par la Chine ont constitué un facteur défavorable supplémentaire.

La Réserve fédérale américaine a relevé les taux d'intérêt de 25 points de base au cours du mois de mars - sa première hausse depuis 2018 - et a prévu six autres hausses au cours de l'année civile 2022. Alors que l'infrastructure mondiale cotée est une classe d'actifs relativement sensible aux taux d'intérêt, sa forte performance en mars suggère que ces mouvements avaient déjà été anticipés et intégrés dans les prix par le marché. ■



## ANTIN IP A VU SES ENCOURS SOUS GESTION progresser de près de +24% l'an passé



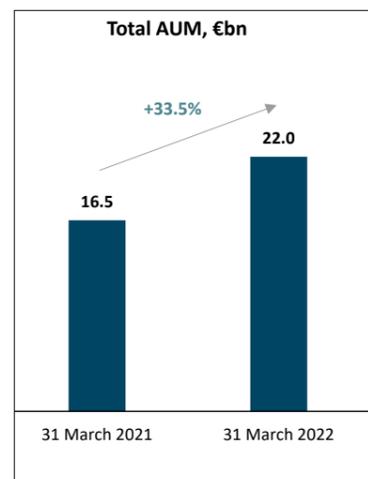
Pour la première fois depuis son introduction en Bourse, Antin Infrastructure Partners s'est frotté à l'exercice de la publication de ses résultats annuels. Le fonds désormais coté sur Euronext a annoncé des revenus en hausse de +18% (excluant effet de rattrapage) et une marge d'Ebitda de 60%, tandis que le total de ses actifs sous gestion a atteint 22 milliards d'euros, en progression de près de +24%.

Créé en 2007, Antin Infrastructure Partners a connu une croissance vertigineuse qui l'a mené à s'introduire en Bourse il y a quelques mois. A l'heure des bilans, on se rend sans doute encore mieux compte du chemin parcouru en l'espace de 15 ans. L'équipe menée par Alain Rauscher et Mark Crosbie, basée à Paris, Londres New York et Singapour, compte 21 associés et 179 professionnels. Antin IP gère six fonds investissant dans les infrastructures en Europe et en Amérique du Nord, et cible les secteurs de l'énergie, de l'environnement, des télécommunications, des transports et du social avec l'objectif de générer

des rendements attrayants ajustés au risque pour les investisseurs grâce à une combinaison d'appréciation du capital et de rendement en espèces. Désormais le total de ses actifs sous gestion a progressé de +23,8%, à 22 milliards d'euros.

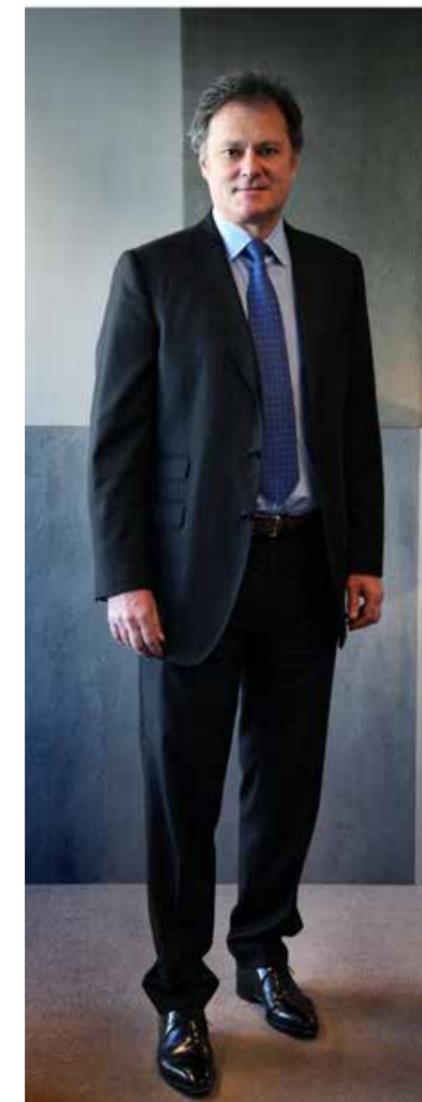
### KEY STATS BY FUND

Fund	Vintage	AUM €bn	Fee-Paying AUM €bn	Committed Capital €bn	% Invested	% Realised	Gross Multiple	Expectation
<b>Flagship</b>								
Fund II	2013	1.3	0.6	1.8	87%	92%	2.6x	Above plan
Fund III	2016	6.4	2.7	3.6	89%	24%	1.7x	Above plan
Fund IV	2019	9.7	6.5	6.5	61%	0%	1.3x	On plan
Fund III-B	2020	1.8	1.1	1.2	89%	0%	1.5x	On plan
<b>Mid Cap</b>								
Fund I	2021	2.2	2.2	2.2	36%	0%	1.0x	On plan
<b>NextGen</b>								
Fund I (2)	2021	0.6	0.6	0.6	-	-	-	-



“Le 1<sup>er</sup> trimestre 2022 a été marqué par la bonne exécution de notre stratégie de croissance avec l'accélération continue de la levée de fonds et du déploiement. Nous avons lancé la collecte de fonds pour notre Flagship Fund V et avons encore progressé dans la collecte de fonds pour notre stratégie NextGen axée sur l'investissement à valeur ajoutée dans des actifs durables, évolutifs et connectés. Avec deux investissements supplémentaires aux États-Unis dans le cadre de notre stratégie Mid Cap, nous élargissons rapidement notre portefeuille nord-américain.”

*Alain Rauscher and Mark Crosbie,  
co-founders of Antin Infrastructure Partners*



### UNE DYNAMIQUE DE LEVÉE...

La dynamique de collecte de fonds s'est en effet poursuivie avec de nouveaux progrès significatifs et le lancement des nouvelles stratégies NextGen et Mid Cap. Ce dernier a finalisé sa commercialisation au printemps dernier en décrochant avec succès 2,2 milliards d'euros, tandis que le premier, orienté vers les infrastructures connectées, vertes et durables, a déjà récolté un peu plus de 600 millions d'euros, sur un objectif d'environ 1,2 milliard. La levée est toujours en cours.

### ...ET D'INVESTISSEMENTS

Les investissements ont totalisé 1,9 Md€ sur les douze derniers mois (3,3 Md€ co-investissements inclus). Le capital a été déployé à un rythme soutenu avec un investissement clôturé dans le fonds Flagship IV, quatre dans le fonds Mid Cap I et un investissement inaugural dans le fonds NextGen I. Les sorties brutes représentaient 2 Md€ sur les douze

derniers mois (2,3 Md€ y compris co-investissements), parmi lesquelles on peut citer Roadchef (fonds Flagship II), Amedes (fonds Flagship II) et Almaviva (fonds Flagship III). A noter que le fonds Flagship II est désormais à 92% réalisé. Le fonds de cinquième génération devrait aboutir à un premier closing entre le deuxième et le troisième trimestre avec un objectif compris entre 10 et 11 Md€.

### DES PERFORMANCES AU RENDEZ-VOUS...

Le rendement des placements est demeuré solide, tous les fonds affichant des rendements en ligne ou en avance sur les prévisions. Ainsi, les fonds Flagship II et III sont en avance sur le plan avec des multiples bruts de 2,6x et 1,7x respectivement, en amélioration de +0,1x pour les deux fonds sur les trois derniers mois. Les fonds Flagship IV et III-B enregistrent quant à eux des multiples bruts de 1,3x et 1,5x respectivement, en amélioration de +0,1x pour les deux fonds sur les trois derniers mois.

### ...ET UNE CENTAINE DE RECRUES

L'embauche de talents s'est poursuivie avec l'intégration de 16 nouveaux employés au cours du trimestre. L'an passé ce sont 53 collaborateurs qui ont rejoint la structure. Un total qui pourrait encore croître, de 30 à 40 en 2022, et de 15 à 20 l'année suivante pour répondre à l'expansion de la société de gestion à l'international, et plus particulièrement en Amérique du Nord. ■ O.B.

## INFRASTRUCTURES - QUELLES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

### POUR LES AEROPORTS DE DEMAIN ?

Les effets de la pandémie ont engendré une baisse du trafic aérien mondial de l'ordre de 70% en 2020. Selon différentes prévisions, le retour à un niveau de trafic aérien similaire à celui d'avant-crise ne devrait pas intervenir avant 2024 au plus tôt, les restrictions sanitaires, les fermetures de frontières à répétition et l'apparition de nouveaux variants du COVID-19 ayant ralenti la reprise. Cette reprise contrariée accélère la réflexion sur un changement de trajectoire. Les gestionnaires d'aéroports s'interrogent aujourd'hui sur de nouveaux modèles de développement afin de s'adapter aux contraintes sanitaires et environnementales, ainsi qu'aux nouveaux modes de consommation. Tour d'horizon.

#### ETAT DES LIEUX DU SECTEUR AEROPORTUAIRE

Le trafic aérien n'a pas repris en 2021 à la cadence espérée par les acteurs du secteur. Il enregistre toujours une diminution de 45% par rapport au trafic de 2019. Eurocontrol prévoit que le trafic aérien annuel moyen en Europe pour l'année 2022 devrait atteindre 72% du trafic de 2019.

Ces chiffres ne reflètent toutefois pas parfaitement la diversité des situations affectant le secteur aérien. Le trafic de passagers internationaux est le secteur le plus touché puisqu'il enregistre en 2021 une diminution de plus de 75% du trafic par rapport à 2019. En revanche, la demande de fret aérien est revenue dès janvier 2021 au niveau d'avant-crise et connaît depuis une croissance presque sans accroc, bénéficiant notamment de la saturation des circuits maritimes.

Le COVID-19 a également affecté diversement le secteur aérien en fonction des zones géographiques concernées. Ainsi, le trafic international de passagers au départ du continent asiatique a plongé de 93% en 2021 par rapport à 2019, là

où le trafic international de passagers sur le continent africain a diminué seulement de 65% en 2021 par rapport à 2019.

Pour faire face à la crise, certains Etats ont adopté des stratégies interventionnistes afin de soutenir les compagnies aériennes et tenter de sauver les fleurons nationaux. Les aides octroyées par les Etats ont pris différentes formes : contributions financières directes, prêts garantis, prises de participation au capital ou recapitalisations. Les gestionnaires aéroportuaires n'ont en revanche que très peu bénéficié de plans de soutien, alors qu'ils ont été également impactés par la chute du trafic. D'une part, les revenus des aéroports se retrouvent très affectés puisqu'ils reposent essentiellement sur les redevances payées par les compagnies aériennes. D'autre part, les aéroports continuent de faire face à des dépenses fixes incompressibles, notamment les coûts de sûreté. Or la chute sans précédent du trafic les a empêchés de répercuter pleinement ces coûts normalement supportés in fine par les passagers, via le paiement des taxes aéroportuaires. En France, l'Etat a proposé aux

aéroports français une avance de 250 millions d'euros en 2021 pour couvrir ces coûts fixes : cette avance serait en fait bien inférieure aux coûts réels de sûreté, qui avoisineraient les 350 millions d'euros. Plusieurs aéroports français ont d'ailleurs annoncé avoir recours à l'endettement pour couvrir ces coûts, un tel endettement étant amené à se creuser en 2022.

#### LA CROISSANCE CONTRARIEE DES AEROPORTS FACE AUX NOUVEAUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIETAUX

Jusqu'à la pandémie, la croissance du trafic aérien et des aéroports ne semblait connaître aucune limite. Des voix alertaient cependant sur l'impact environnemental significatif du transport aérien, son caractère polluant et sa contribution élevée en émissions de gaz à effet de serre.

La crise du COVID-19 a été l'occasion de repenser le verdissement du secteur aérien, avec en ligne de mire les objectifs de neutralité carbone posés par la COP26 en novembre



2021. Vingt pays ont ainsi lancé la Coalition pour l'ambition climatique de l'aviation internationale lors de cette COP26, s'engageant à travailler les uns avec les autres « pour réduire les émissions de CO2 de l'aviation à un rythme compatible avec les efforts visant à limiter l'augmentation de la température ». Dès 2019, plus de 200 aéroports européens s'étaient engagés sur la voie du « zéro émission nette de CO2 » sur leur périmètre de responsabilité au plus tard en 2050. Plus récemment, le 4 octobre 2021, IATA a adopté une résolution s'engageant pour toutes les compagnies membres à atteindre le zéro émission nette de CO2 en 2050.

La réglementation à l'échelle communautaire et nationale devient par ailleurs plus coercitive, les Etats ne se contentant plus de mesures incitatives pour réguler le secteur aérien. En France, la loi portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets du 22 août 2021 (la Loi Climat et Résilience) reprend en son article 145 un règlement européen interdisant tout vol commercial domestique lorsqu'une alternative ferroviaire

de moins de 2h30 est possible. En pratique, cependant, l'impact de cette disposition doit être relativisé car celle-ci ne concernerait que quatre liaisons aériennes en France. Cette disposition risque d'ailleurs d'être annulée avant même son entrée en vigueur. Alors qu'elle était censée s'appliquer à compter du 27 mars 2022, la Commission Européenne a ouvert une enquête le 15 décembre 2021 en vue d'analyser les potentiels effets de cette loi sur la concurrence entre transporteurs. L'application de la mesure est désormais suspendue dans l'attente de la décision de la Commission.

La Loi Climat et Résilience vise également à limiter les possibilités d'extension et de création d'aéroports, en interdisant de déclarer d'utilité publique en vue d'une expropriation un projet visant à créer ou à étendre une aérogare ou une piste pour augmenter les capacités d'accueil d'un aéroport, si un tel projet a pour effet d'entraîner une augmentation nette des émissions de gaz à effet de serre. La mesure, au-delà de son impact sur les émissions de gaz à effet de serre, vise également à limiter l'artificialisation

des sols. Cette loi ne vient cependant pas remettre en cause les adaptations et aménagements réalisés dans les emprises existantes des aéroports ou qui seraient « rendus nécessaires par des raisons sanitaires, de sécurité, de défense nationale ou de mise aux normes réglementaires » (art. L122-2-1.1 du Code de l'expropriation). En France, il semble toutefois que l'heure ne soit plus aux grands projets d'extension ou de réaménagement d'aéroports, ainsi que le démontre l'abandon début 2021 du projet de nouveau terminal T4 à Roissy.

Les aéroports doivent par ailleurs désormais tenir compte des impératifs de développement des biocarburants dits « durables », ayant vocation à terme à remplacer les carburants fossiles. La France a ainsi instauré au 1er janvier 2022, une obligation d'incorporation de 1% de carburant durable dans le kérosène d'aviation et mis en place une feuille de route pour élever ce taux à 2% en 2025 puis 5% en 2030. Alors qu'une poignée d'aéroports seulement, dont l'aéroport de Gatwick à Londres ou encore l'aéroport de Clermont-Ferrand, sont capables de distribuer quotidiennement des biocarburants,

les opérateurs aéroportuaires devront adapter leurs infrastructures et circuits d'approvisionnement pour répondre à cette évolution. A la montée en puissance des revendications environnementales, viennent s'ajouter des évolutions sociétales récentes qui affectent négativement l'activité aéroportuaire. Il en est ainsi dans certains pays du phénomène de flygskam ou « honte de voler » pour des raisons de préservation de l'environnement. Surtout, la crise sanitaire, les restrictions de déplacement et la généralisation du télétravail et de la visioconférence pourraient durablement affecter les déplacements aériens et plus singulièrement les voyages d'affaires, alors même que ceux-ci contribuent fortement aux revenus et recettes du secteur aérien.

## PERSPECTIVES NOUVELLES

La pandémie mondiale a réorienté le schéma de développement du secteur aéroportuaire, qui doit désormais tenir compte des impératifs de transition énergétique et s'adapter aux habitudes nouvelles des voyageurs. L'effondrement du trafic aérien constitue une opportunité pour mieux repenser l'aéroport de demain et son redéploiement vers de nouveaux leviers de croissance.

Alors que le transport aérien subit des critiques en raison de son empreinte environnementale, le salut des aéroports passe d'abord par la voie de la décarbonation. De plus en plus d'aéroports font ainsi le pari de devenir des « hubs énergétiques » en développant leurs propres infrastructures de production, de stockage et de distribution d'électricité verte, de biocarburants et d'hydrogène au sein des emprises aéroportuaires. En France, par exemple, ADP, Air Liquide et Airbus ont récemment

**Biographies**



→ **Foucaud Jaulin** est avocat associé au sein de l'équipe Énergie & Infrastructure du bureau parisien d'Orrick. Il conseille des entreprises, des groupements, des institutions financières et des États sur le développement et le financement de projets d'infrastructures et d'énergie, principalement en Europe et en Afrique. Foucaud intervient dans le cadre de projets de partenariats public-privé et de concessions, ainsi que sur des opérations de privatisation et d'acquisition d'actifs.



→ **Carole Schertzing** est collaboratrice au sein de l'équipe Énergie & Infrastructure du bureau parisien d'Orrick. Elle accompagne différents acteurs, en France comme à l'étranger, dans le cadre du développement, de la construction et de l'acquisition de projets dans le secteur de l'énergie et des infrastructures. Elle intervient notamment dans la mise en place de montages contractuels complexes dans les domaines aérien, routier et ferroviaire.

conclu un protocole d'accord afin d'orchestrer le développement à grande échelle d'un écosystème aéroportuaire de l'hydrogène dans la perspective de la mise en service de l'avion à hydrogène aux alentours de 2035. Les opérateurs aéroportuaires s'engagent en outre à compenser leurs émissions et à mettre en place des technologies de captage des émissions de CO<sub>2</sub>. Près de deux cents aéroports européens, représentant 62,5% du trafic aérien européen (chiffres 2018), se sont ainsi engagés, dans le cadre du projet NetZeroCarbon2050, à ne plus émettre de carbone d'ici à 2050, mais aussi à atteindre, via la compensation et le captage, la neutralité carbone d'ici à 2030.

La crise sanitaire a également incité les opérateurs à repenser l'intégration des infrastructures aéroportuaires dans un schéma plus global de mobilité et alors que le train a vocation à supplanter l'avion sur les trajets courts. L'intermodalité et la complémentarité avec les réseaux ferroviaires et de transport urbain sont désormais au cœur du développement des aéroports, alors que ceux-ci étaient traditionnellement perçus comme des infrastructures décentralisées en

périphérie de ville. Le projet de gare multimodale de l'aéroport Paris-Charles de Gaulle, déjà accessible par TGV, qui doit accueillir le CDG-Express pour 2027, illustre cette nouvelle tendance.

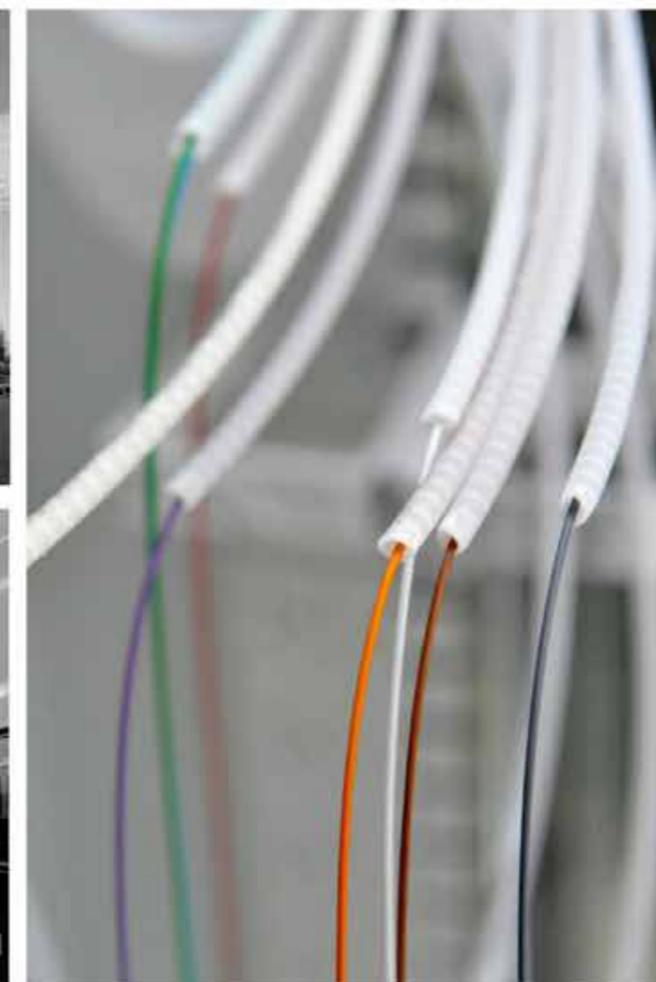
Enfin, l'objectif est désormais « d'optimiser [les] équipements », comme l'indiquait récemment Augustin de Romanet, PDG du Groupe ADP. Le développement des « smart airports » par l'usage des nouvelles technologies digitales participe de cette tendance, en optimisant la gestion des bagages, les contrôles de sûreté ou la communication des informations de vol, facilitant ainsi le parcours du passager.

En conclusion, dans de nombreux pays et particulièrement en Europe, l'heure n'est plus aux grands projets aéroportuaires dans l'objectif de maximiser le trafic de passagers. Pour autant, la crise et les changements structurels en cours laissent apparaître de nouvelles opportunités d'investissement, dont le secteur aéroportuaire devra se saisir pour répondre aux nouvelles évolutions et contraintes du transport aérien. ■



## Combining Regular Yield and Capital Appreciation

Our team of **investment professionals** from the infrastructure industry boasts a strong operational background. We deliver investors unique access to the continental **European infrastructure mid-market** through proprietary transactions, with a **“buy-grow-and-hold” strategy**.



[www.cubeinfrastructure.com](http://www.cubeinfrastructure.com)

Cube Infrastructure Managers  
41, Avenue de la liberté, L-1931 Luxembourg



## LES 7 TENDANCES QUI VONT INFLUENCER le « monde » des infrastructures

La dernière étude de KPMG réalisée dans 130 pays sur les infrastructures imagine les tendances qui vont influencer le « monde » des infrastructures à court et moyen terme. Ce secteur est en effet en pleine mutation tant il est « percuté » par le changement climatique, la montée des inégalités sociales, les guerres régionales ou encore l'évolution démographique et les mouvements de population qu'elle induit. Morceaux choisis.

L'an dernier les associés de KPMG avaient anticipé que la durabilité et la résilience marqueraient la décennie en cours. Ils ne se sont pas trompés ! Apprenant du passé, le monde essaie de se reconstruire et de reconstruire de manière plus résiliente, plus durable et plus équitable. Accélérateur de cette tendance qui voudrait remplacer le Mieux par le Plus, le récent conflit armé en Ukraine pose à nouveau la question de l'indépendance énergétique et alimentaire dans un monde globalisé. A ce titre, la principale menace à laquelle vont être confrontés les acteurs du secteur est le considérable renchérissement du coût des énergies tant elles sont importantes dans la chaîne de valeur de la construction. Les prix, notamment du ciment, de l'acier, du bitume pour les travaux routiers, vont connaître des volatilités importantes face auxquelles les mécanismes d'ajustements sont imparfaits et les clients peu préparés. Il est trop tôt pour en connaître l'impact sur la dynamique du marché mais nul doute qu'elle va accélérer la prise de conscience d'une nécessaire frugalité énergétique de l'acte de construire. Cette période qui s'ouvre, offre aux leaders du secteur des infrastructures une opportunité de changer fondamentalement la trajectoire en matière de réchauffement climatique, de société et de gouvernance. Face à cette responsabilité, les dirigeants devront faire preuve d'agilité et de courage dans un environnement qui demeurera incertain tant que l'épidémie de Covid-19 sera toujours rémanente et les risques géopolitiques croissants. Quelle accélération pour accompagner les nouvelles prises de conscience environnementales des citoyens ? Quelle innovation pourrait permettre





d'intégrer l'indispensable frugalité des futures infrastructures en matière d'impact sur la planète ? La persistance des instabilités géopolitiques peut-elle être un facteur d'inflation et de rareté des énergies ?

**TENDANCE 1 :  
AGIR MAINTENANT POUR  
LE CLIMAT**

S'inscrire dans une trajectoire zéro carbone, une nécessité vitale pour la planète et pour le secteur des infrastructures et de la construction ! Responsable d'environ 70 % des émissions de carbone dans le monde, le secteur de la construction et des infrastructures joue un rôle central dans la lutte contre le changement climatique. Prenant pleinement conscience de leur responsabilité, les acteurs du secteur commencent à s'accorder sur les actions à entreprendre pour une trajectoire zéro carbone : stratégies "net zéro", accélération des efforts de décarbonisation, développement de solutions technologiques et concurrence acharnée pour attirer les meilleurs talents en matière de climat. Majoritairement responsables mais aussi les plus exposés aux



effets du changement climatique, le secteur doit supporter les coûts liés au renforcement, à la protection, à la relocalisation et à la reconstruction des infrastructures qui risquent d'augmenter inexorablement en 2022 et au-delà. Heureusement, il est prouvé qu'accroître la durabilité des nouveaux actifs et la résilience des anciens ne coûte pas nécessairement plus cher et permettrait, même, d'améliorer la performance économique. Ainsi en 2022, le secteur privé devrait

redoubler ses investissements et ses activités dans les domaines des énergies renouvelables, de la production d'électricité décarbonée, de l'élaboration de nouvelles stratégies industrielles autour de l'hydrogène et enfin de l'accélération de la mutation des moyens de transport vers une mobilité « propre ». Les acteurs qui auront anticipé ces tendances en tireront sans conteste un avantage concurrentiel indéniable

**TENDANCE 2 :  
CONSTRUIRE LE LONG-  
TERME DANS UN MONDE  
DE « L'IMMÉDIAT »**

Comment planifier le long terme dans un environnement où les acteurs n'ont que le lendemain comme horizon ? L'analyse des données et le développement de l'IA sont une partie de la réponse mais l'autre partie reste à dessiner. La pandémie a profondément modifié le rapport au temps des citoyens. Tout peut désormais s'arrêter brutalement : une activité économique, un projet personnel ou plus grave encore la vie. Il s'en suit une accélération de leurs besoins et de leurs attentes qui précipite nos anciens modèles dans

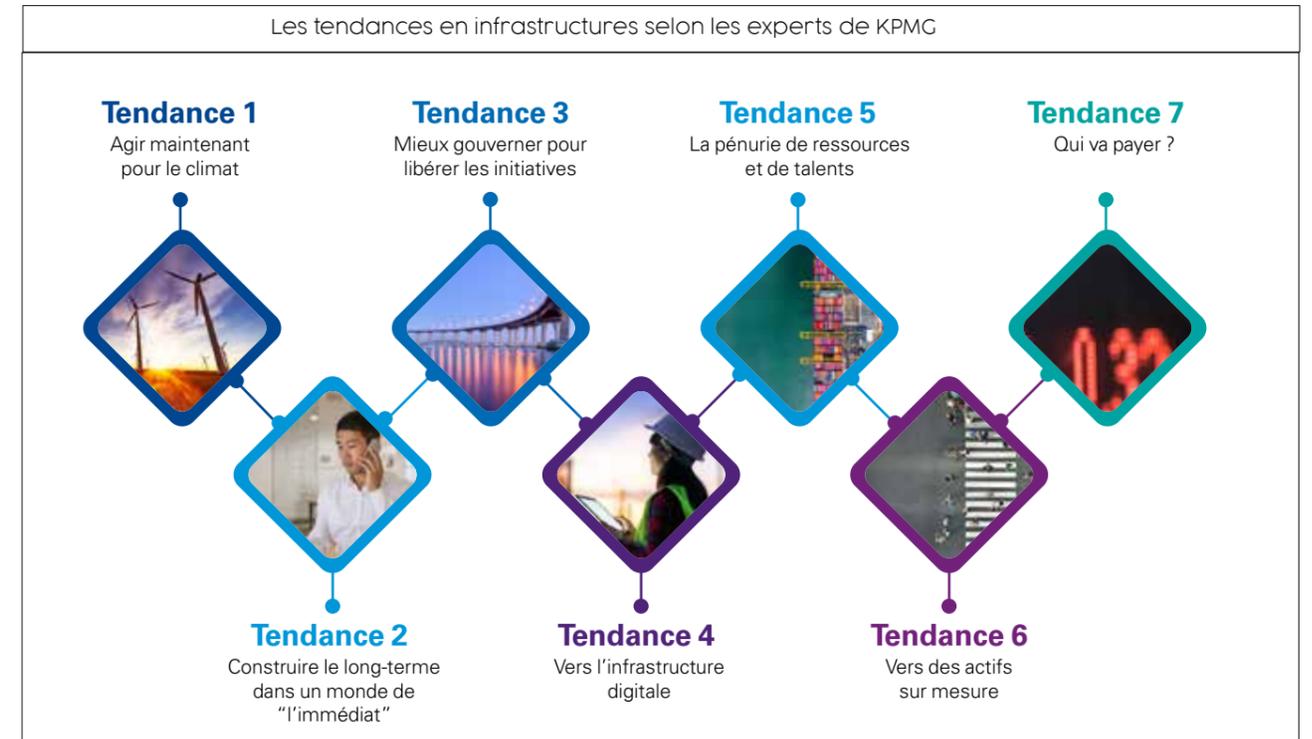
grandes tendances macroéconomiques modifient le monde qui nous entoure : accélération de l'agenda climatique, pression croissante de la migration économique et climatique, intensification des problèmes commerciaux, défis persistants de la chaîne d'approvisionnement, jeux politiques ... Toutes ces tendances ont un impact massif sur notre façon de vivre, de travailler et de nous divertir. Mais, qu'est-ce que cela signifie pour les infrastructures qui soutiennent ces activités ? Pour les plans de développement des villes et des régions ? Ou encore pour le logement ?

Tous les acteurs du secteur sont préoccupés par la temporalité des changements et leur capacité à distinguer les changements temporaires des changements durables. Cette incertitude génère une difficulté à décider à court terme et crée des problèmes importants de planification. Ainsi, savoir écouter et interpréter les signaux forts et faibles devient primordial. Il requiert un changement de mentalité : Une plus grande collaboration entre les parties

prenantes, l'adoption d'une attitude plus orientée vers les citoyens/clients/usagers, la reconsidération du rôle de la planification et enfin, la nécessité de penser l'avenir et non plus de répéter les recettes des succès passés. Pour mener à bien cette transformation, la data et l'analytics seront essentielles pour comprendre l'évolution de la société, les tendances clés et les besoins futurs. Tout cela devra bien évidemment être effectué dans le respect de la protection de la vie privée qui continue de figurer en tête des priorités de la population. Face à un avenir incertain, maintenir le statu quo n'est pas une option. De nouvelles idées, de nouveaux modèles et de nouvelles approches seront indispensables et ils arrivent rapidement.

**TENDANCE 3 :  
MIEUX GOUVERNER  
POUR LIBÉRER LES  
INITIATIVES**

Transformer la gouvernance pour passer d'un outil de contrôle des coûts et de limitation des risques à





un accélérateur des opportunités. Les infrastructures nécessitent une gouvernance, une réglementation et un contrôle. Si le consensus voudrait que plus de gouvernance et plus de contrôle conduisent à de meilleurs résultats pour les citoyens et les consommateurs, il n'en est pas toujours le cas. Beaucoup de bons projets et de bonnes idées sont noyés sous les procédures et la réglementation dus à un excès de gouvernance. Trop souvent, focalisée sur la maîtrise des coûts, elle oublie les avantages spécifiques des projets et donc les besoins de société auxquels ces projets répondent. Conçue pour faire face à des défis historiques, la réglementation est rétroactive et tend à s'assurer de l'atténuation des

anciens risques. Aujourd'hui, elle doit évoluer pour aider à gérer les risques liés aux nouvelles technologies et aux nouveaux modèles et approches. Des systèmes réglementaires bien conçus peuvent être un puissant moteur d'innovation et de développement des infrastructures. Prenez l'exemple du Royaume-Uni. La réglementation a été utilisée pour favoriser l'éclosion du marché des énergies renouvelables (en particulier l'éolien offshore), et entraîné une augmentation spectaculaire de la part de la production d'énergie à faible émission de carbone en quelques années seulement. À l'avenir, les gouvernements, les régulateurs et les acteurs des infrastructures devront faire de la gouvernance une

opportunité de garantir la correcte définition, mise en œuvre et gestion des infrastructures pour répondre aux besoins de la société. Plus ils tiendront compte de l'évolution rapide des technologies, plus leur approche de la gouvernance évoluera vers une plus grande prise en compte des bénéfices sociétaux et environnementaux des projets qu'ils promeuvent. Mais, attention, cela ne signifie pas que la réglementation va diminuer ou le contrôle se relâcher. Au contraire, il est probable que les régulateurs et les organes de gouvernance jouent un rôle beaucoup plus central pour favoriser une création de valeur globale : c'est-à-dire une valeur qui appréhende certes les flux financiers générés par l'infrastructure mais également ses externalités positives et négatives. De cette façon émergera un nouveau type d'ouvrage : l'infrastructure à impact.

#### **TENDANCE 4 : VERS L'INFRASTRUCTURE DIGITALE**

Les CEO du secteur des infrastructures doivent commencer à penser comme les leaders de la Tech et intégrer l'expertise de leurs équipes digital & Innovation dans la stratégie globale de leur entreprise. Face à une

pandémie qui ne recule pas encore, la digitalisation de la société s'est accélérée et nos habitudes numériques ont pris un caractère permanent. La COVID-19 a fait du numérique une réalité pour le secteur des infrastructures. Prévue dans l'édition de l'année dernière, la permanence des changements auxquels nous assistons est directement liée à la profondeur et à la durée des perturbations causées par la pandémie. La data, l'analytics et les nouvelles technologies sont désormais utilisées pour améliorer considérablement le cycle de planification. Profondément intégré dans le développement de nouveaux actifs et services, le numérique l'est aussi dans les opérations : depuis les systèmes intégrés de gestion des actifs aux nouveaux systèmes de paiement. Les acteurs les plus avancés du secteur explorent maintenant les possibilités de mutualiser la collecte et la gestion des données sur des actifs multiples et ce, tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement pour créer plus de valeur. C'est une bonne nouvelle, mais l'industrie peut aller encore plus loin. Prenez l'exemple des applications de navigation. Elles offrent aux utilisateurs une vue multimodale de leur trajet. Pourquoi ces données ne sont-elles pas déjà utilisées par les responsables de la planification et de l'exploitation du trafic urbain ? Prenez aussi l'exemple des équipes des stands de Formule 1. On dit qu'elles effectuent plus d'un milliard de simulations au cours d'une course pour maintenir la voiture dans un état optimal et élaborer une stratégie gagnante. Pourquoi n'applique-t-on pas ces puissances d'analyse au secteur de l'électricité, par exemple, pour fournir aux opérateurs une série d'options en temps réel pour garantir l'optimisation des réseaux et la réduction des émissions de carbone ? Alors que les acteurs du secteur des infrastructures et de la construction se numérisent à grands pas, des défis commencent déjà à apparaître en

ce qui concerne le coût, le confort ou encore les capacités. Par ailleurs, certains utilisateurs font face à la fracture numérique. Les fournisseurs d'infrastructure doivent être attentifs aux besoins de ces utilisateurs et trouver des moyens de s'assurer qu'ils ne sont pas exclus du système. Dans le même temps, à mesure que les systèmes sont numérisés et intégrés, la menace de cyberattaques, véritables armes de guerre, provoquant des défaillances en cascade, remettent en cause l'acceptabilité de l'interconnexion des systèmes. Cette année, il faut s'attendre à ce que les acteurs du secteur des infrastructures et de la construction commencent à adopter une vision holistique et à plus long terme du digital – de l'intégration des données du back-office au front-office, en passant par l'interaction avec les utilisateurs et les clients pour en favoriser l'acceptation

#### **TENDANCE 5 : LA PÉNURIE DE RESSOURCES ET DE TALENTS : UNE OPPORTUNITÉ POUR LA RELOCALISATION, L'INCLUSION ET LA DIVERSITÉ**

La pandémie a généré des failles d'approvisionnement importantes. Le redémarrage de l'économie provoque des pénuries de matériaux amplifiées par la crise géopolitique actuelle en Europe. Il en va de même pour les talents qui ont modifié leurs aspirations à la lumière de la crise sanitaire qu'ils traversent depuis 2 ans. Double défi donc pour les acteurs des infrastructures : plus de local et plus d'inclusion et de diversité. Après des années passées à réduire les capitaux employés et les délais, les entreprises doivent désormais s'attaquer à la résilience de leur supply chain qui a démontré fragilité et vulnérabilité face aux chocs externes

et internes (sanitaires, économiques, météorologiques, géopolitiques, ...). L'impact de cette fragilité sur le secteur des infrastructures est double. Aux prises avec leurs propres pénuries d'approvisionnement en termes de matériel, de talents, de capacités et d'équipements, ils ne pourront donc pas parfois atteindre leurs objectifs et des opportunités sociales, économiques et environnementales seront irrémédiablement perdues. Par ailleurs, les quantités massives d'infrastructures créées pour limiter le risque de rupture de leurs chaînes d'approvisionnement pourraient finalement être redondantes. Il en est ainsi, par exemple, du récent développement de nouveaux centres de distribution autour des grandes villes dont l'objectif est de réduire le risque de pénurie à court terme. Le manque d'infrastructures d'approvisionnement est un problème plus grave qu'on ne le croit. Il ne ralentit pas seulement le rythme de développement mais augmente aussi les coûts, réduit la concurrence et limite les possibilités de développement. Les infrastructures d'approvisionnement sont aussi profondément influencées par les tendances macroéconomiques. La montée du nationalisme, la résistance à la délocalisation, la demande croissante de produits et de services locaux, les guerres commerciales et même les nouveaux régimes et incitations fiscales sont autant de facteurs qui influent sur la construction de nouvelles





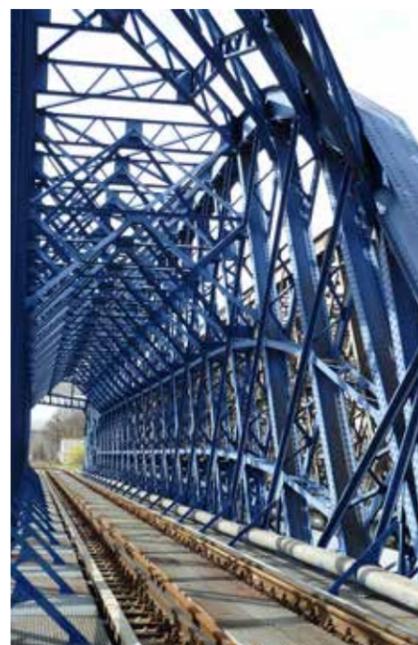
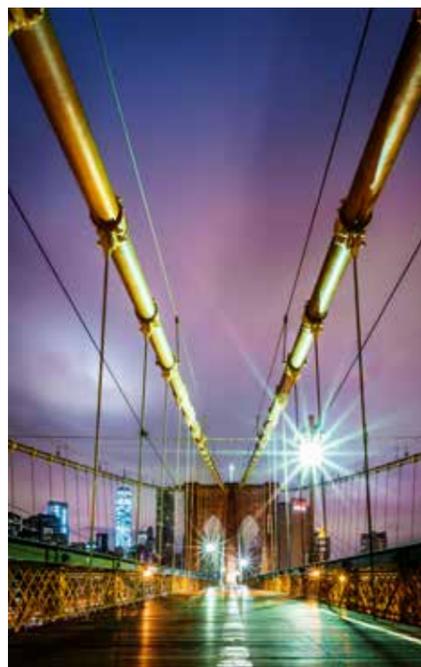
infrastructures. Autre sujet majeur après celui de la pénurie des biens, l'offre de talents aussi se contracte. A l'ère de la COVID-19, nombreux sont ceux qui reconsidèrent leurs choix en matière de travail et de mobilité. Personne ne souhaite rester bloqué sur un chantier éloigné. La crise sanitaire apporte une nouvelle pression sur une mobilité internationale déjà impactée par des choix politiques tels que le Brexit et les changements de loi sur l'immigration. Ainsi, la concurrence pour les talents et le capital humain se trouve renforcée. Bien sûr, nombre de ces défis sont de plus en plus imbriqués et influencés par des facteurs non financiers. L'accessibilité à un bon système de soins, par exemple, est désormais un des critères clés des entreprises pour choisir l'emplacement de leurs chaînes d'approvisionnement : car une main-d'œuvre en bonne santé est une main-d'œuvre plus résiliente. Au cours de l'année à venir, nous espérons voir s'atténuer certaines des contraintes d'approvisionnement qui pèsent actuellement sur l'économie

mondiale. Mais, l'un des aspects positifs de cette évolution est qu'elle pourrait inciter les acteurs du secteur des infrastructures à encourager l'inclusion et la diversité dans leurs organisations, à la fois pour réduire les contraintes liées à l'offre de talents et pour apporter de nouvelles perspectives dans le secteur

### **TENDANCE 6 : VERS DES ACTIFS SUR MESURE**

L'évolution des styles de vie et des modes de travail vont profondément impacter l'usage des actifs qui deviendront plus modulables pour s'adapter aux besoins des utilisateurs et aux évolutions démographiques. Où voudrions-nous vivre, travailler et nous divertir demain et dans 10 ans ? Avant la pandémie, on aurait parié sur une évolution progressive vers des communautés "travail/vie" dans les centres-villes ou dans des banlieues tentaculaires. Des signaux faibles suggéraient, déjà, une volonté de

réduire le temps de trajet et de bénéficier d'un meilleur équilibre entre vie privée et vie professionnelle. Désormais, deux tendances se dégagent ! D'un côté, ceux qui cherchent à tirer pleinement partie de la numérisation du travail s'installent dans des villes plus petites, loin des centres urbains et se rendent au travail quelques jours par semaine. De l'autre, les aficionados des centres-villes. Ils veulent réduire les trajets domicile-travail et apprécient l'interconnexion que l'on ne trouve que dans les grandes métropoles. Beaucoup vivent à quelques pas de leur bureau, de leur café et de leur restaurant préférés. Si la localisation est de plus en plus importante, la commodité, la connectivité et le coût restent des facteurs clés. Mais, comment concilier ces deux priorités qui requièrent des investissements différents ? Comment développer des actifs qui servent les deux camps tout en s'attaquant à de grands défis tels que l'accessibilité au logement, la durabilité environnementale et la planification du développement ? La réponse découlera, en partie, de l'actuelle transition en cours d'une production massifiée à une production individualisée. La construction d'actifs monolithiques d'hier, doit, aujourd'hui, laisser la



place à celle d'unités plus petites et personnalisées que les utilisateurs peuvent optimiser pour répondre à leurs besoins uniques. La flexibilité sera clé. En effet, les nouveaux actifs devront être planifiés et livrés avec suffisamment de souplesse pour permettre un changement d'usage au fil du temps. Le parc résidentiel devra être construit de sorte qu'un hôtel puisse être rapidement transformé en appartement, un appartement en logement étudiant et un logement étudiant en hôtel. Ainsi à l'avenir, il est vraisemblable que l'on donne une plus grande priorité aux actifs qui proposeront un éventail de styles de vie différents.

### **TENDANCE 7 : DES PROGRAMMES D'INFRASTRUCTURES AMBITIEUX : QUI VA PAYER ?**

Alors que des plans de relances post-pandémie incluant la construction ou la rénovation d'infrastructures sont annoncés partout dans le monde, la question de leur financement reste entière tant les populations sont sensibles à leur pouvoir d'achat

fragilisé par les hausses des prix des ressources naturelles et par l'inflation. Les dépenses publiques restent à des niveaux records. La pénurie de matériaux fait grimper les coûts. Et pourtant, les gouvernements veulent encore réaliser un grand nombre de projets d'infrastructure au cours des prochaines années. Par exemple, les États-Unis prévoient de dépenser plus de 1 200 milliards d'euros au cours de la prochaine décennie. Alors, d'où viendra l'argent ? Une partie proviendra d'une augmentation de la fiscalité. Toujours aux États-Unis, les dernières lois fiscales font espérer plus de 2



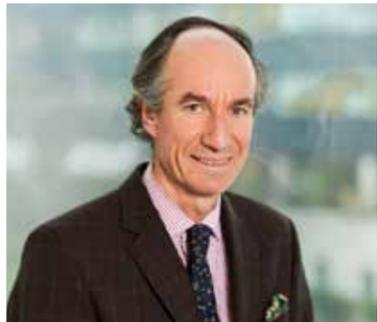
150 milliards de dollars de nouvelles recettes fiscales. De nombreux gouvernements envisagent de modifier leurs tranches d'imposition ou de mettre en place de nouveaux impôts sur les plus-values afin de faire peser davantage la charge sur les plus riches. D'autres gouvernements étudient la possibilité de faire davantage peser le coût des infrastructures essentielles (routières, eau, santé, électricité ...) sur les utilisateurs. Une solution qui pourrait être source de nouvelles inégalités en faisant porter le poids des infrastructures routières, par exemple,

sur les citoyens qui ne peuvent pas vivre en centres-villes ou bénéficier du télétravail. En effet, la pandémie nous a révélé que ce sont les populations en première ligne, les plus vulnérables, qui sont les plus exposées. Ainsi, cette politique de l'utilisateur-payeur risque de rencontrer une vive opposition de la population comme à l'instar des « gilet jaunes » en France. Il est à noter qu'au Royaume-Uni, l'autorité de régulation de l'énergie soutenue par le gouvernement, a refusé de lever le plafonnement des prix de l'énergie, même face à la faillite de dizaines d'entreprises énergétiques. Il en est de même récemment en France où l'énergéticien national a dû supporter une facture de plusieurs milliards d'euros pour éviter que celles des consommateurs ne s'envole. Pour résoudre cette équation du financement il est probable que les gouvernements arbitreront entre une baisse des ambitions, une évolution modérée de la fiscalité fléchée vers les plus aisés et une politique tarifaire d'usage des infrastructures raisonnable. Il faudra toutefois surveiller l'inflation des prix qui pourrait venir perturber cet équilibre délicat dans un environnement où la préservation de leur pouvoir d'achat est devenue une préoccupation majeure des citoyens. ■



Pour aller plus loin...

→ **Xavier Fournet**, associé, responsable du secteur Infrastructure et Construction, KPMG France



Ce challenge n'est pas simple. L'histoire nous l'a montré. Les paris qui ont été faits par l'Allemagne et la France en matière d'énergie peuvent révéler des perdants ou des gagnants. Peut-être que l'intelligence artificielle va aider à mieux anticiper les tendances et mieux les planifier.

ne peut pas encore offrir les parcs éoliens. Peut-être que la réponse c'est l'infrastructure durable, agile. Cela passera sans doute par des projets moins conséquents mais plus modulables. L'énergie délocalisée va être étudiée plus systématiquement. Cela permet d'équilibrer la demande et l'offre

**MdA :** Les résultats de l'étude montrent les besoins grandissants d'infrastructure et d'accélération de la transition énergétique dans le monde. La crise ukrainienne n'a-t-elle pas encore augmenté ce besoin ?

**Xavier Fournet :** Effectivement, notre étude a débuté avant les récents événements géopolitiques en Europe mais nous avons, depuis, réalisé une actualisation en prenant en compte les impacts du conflit ukrainien. L'étude est mondiale et le conflit est encore local. Dans les faits, on note pour le moment des répercussions moindres en Asie et en Afrique par rapport aux autres zones géographiques. Quel que soit l'impact, ce dernier n'a pas modifié les tendances de fond que met en exergue l'étude. D'ailleurs, la 2e tendance de notre étude en est une parfaite illustration : l'enjeu est de construire le long terme dans le monde de l'immédiat.

**MdA :** Les sommes allouées aux Infrastructures par les Etats-Unis ou l'Europe sont colossales et dépassent les 1200 Md\$ de chaque coté de l'Atlantique. Peut-on encore accélérer dans la transition énergétique notamment pour atteindre l'indépendance énergétique très recherchée ?

**Xavier Fournet :** La question de l'accélération est présente dans les esprits du fait des événements récents mais s'oppose aussi au principe de réalité : construire une autoroute cela peut prendre 10 ans, de même pour la construction d'un parc éolien. Le pari des allemands de se passer des énergies fossiles dans un avenir proche semble difficile à atteindre. La transition énergétique est essentielle mais certaines énergies renouvelables n'ont pas les mêmes vertus que l'énergie électrique nucléaire. Nous avons la nécessité d'avoir une ressource énergétique continue dans le temps. Ce que



et de réaliser des optimisations écologiques.

**MdA :** Pour rebondir sur une des sept tendances à venir dans les infrastructures, qui va payer cette transition énergétique incroyablement importante mais aussi très coûteuse ?

**Xavier Fournet :** L'infrastructure et le BTP sont responsables de 70% des émissions de CO2. Dans l'acte de construire, il y a la production du ciment qui brûle énormément de matériaux

et à toutes les étapes de la construction, on consomme beaucoup de carbone. On comprend que la nécessité de faire évoluer les choses, et les besoins en capitaux pour y parvenir sont très importants. La mutualisation des ressources dans les projets va se multiplier. Beaucoup d'opérateurs se réunissent dans les grands projets, par exemple sur les bornes

France ou en Italie. Il faut savoir fédérer ces projets pour attirer les investisseurs. Les investisseurs ont besoin de s'engager sur des projets présentant une certaine résilience et sur lesquels les aléas sont très faibles. L'infrastructure est une classe d'actifs très rassurante de ce point de vue. Le coût de construction des centrales est sécurisé par la consommation pendant 30 ans. Certes, on va vers une hausse des taux d'intérêt mais celle-ci est prise en compte dans les contrats. Je crois beaucoup au partenariat public-privé, et les choses vont s'accélérer. On le voit aux Etats-Unis sur les transports, les tunnels, où la concession commence à arriver. La sphère publique doit accompagner un investisseur privé dans la durée. Il y a des vraies solutions afin que le secteur puisse assurer son propre équilibre. Cela revient à se poser la question : comment assurer l'acceptabilité

normes environnementales. Si vous prenez Le grand Paris, ce projet n'a fait l'objet d'aucune opposition car on sait que cela va bénéficier à l'ensemble des usagers. Quand les choses sont explicitées et détaillées, les infrastructures se font dans le planning prévu.

Côté financement, il n'y a aucune difficulté à financer un projet via des obligations. Je suis donc très optimiste car en dépit des crises successives, l'infrastructure se développe et l'argent public peut compter sur l'argent privé pour le relayer dans les projets d'envergure. Les politiques y voient aussi un formidable outil de relance économique. Même si on fait 50% des programmes annoncés, ce sera extrêmement important.

Reste le sujet talents. Comment fait-on pour rendre attractif ce secteur. De la même façon que l'on a assisté à un changement dans l'image de l'automobile qui s'est transformé ces cinq dernières années, le BTP se dirige vers des constructions automatisées, avec des étages d'immeubles qui sont assemblés. Cela va poser les mêmes problèmes de Supply Chain. Demain, il faudra sécuriser sa Supply Chain dans le BTP. Le métier de l'infrastructure et du BTP vont évoluer comme le secteur de l'automobile, vers plus de technicité. Les robots permettent plus de sécurité sur les chantiers. Grâce à ces évolutions, le profil des collaborateurs va aussi changer. ■



électriques. Les opérateurs ont des programmes de déploiement de 500 bornes par exemple en

des projets d'infrastructure ? Le projet doit profiter aux usagers mais aussi respecter les

**29** Mars  
**2022**



Chez White & Case LLP, 19 Place Vendôme, 75001 Paris

# LES RENCONTRES D'EXPERTS

**Infrastructure**



## PLÉBISCITÉE PAR LES LPS ET DES BESOINS

grandissants, l'infrastructure se prépare à une nouvelle accélération



Les investisseurs institutionnels ont pu apprécier depuis deux ans la grande résilience de cette classe d'actifs mais aussi sa performance au-dessus des attentes. Que ce soient en termes de levées de fonds ou d'investissements, de nouveaux records ont été franchis en France, en Europe et dans le monde. Si l'incertitude géopolitique de ce début d'année 2022 retarde parfois la sortie de quelques opérations, elle ne devrait pas freiner la tendance de fond tellement les besoins en infrastructure de réseau et en énergie verte sont importants. Sept professionnels intervenant sur trois continents nous livrent leurs analyses et prédictions à court et moyen terme. Morceaux choisis.

**MdA : Je vous propose de commencer par une rétrospective de l'année écoulée. On est passé d'une crise à une autre très rapidement avec des acteurs qui se sont finalement bien adaptés alors que c'était loin d'être gagné. Quel bilan/leçon tirez-vous de cette période ?**

**Frédéric Long, Infravia :** Nous avons toujours dit que l'infrastructure était

une classe d'actifs résiliente. Ces deux dernières années nous ont permis de le démontrer à nouveau. J'ai le sentiment que notre secteur de l'infrastructure est même sorti renforcé de ces crises car certains actifs ont même accéléré leur transformation digitale notamment. Chez InfraVia nous avons investi dans le secteur du Telecom depuis longtemps et on se rend compte aujourd'hui avec encore plus d'acuité

que c'est un besoin essentiel pour nos économies et nos entreprises. En tant qu'investisseur, je ne peux qu'être heureux qu'InfraVia ait été un des premiers fonds d'infrastructure à se positionner sur ce secteur.

**Gonzague Boutry, Ardian :** Je partage ce qu'a dit Frédéric sur la robustesse de la classe d'actifs infrastructure, et les années 2020 et 2021 l'ont

### Gonzague Boutry

- **Gonzague Boutry est Managing Director au sein de l'équipe Infrastructure d'Ardian. Il y supervise les investissements dans l'infrastructure numérique.**
- **Gonzague a commencé sa carrière il y a plus de 10 ans au sein de cette équipe. Il a mené diverses opérations, notamment dans le secteur des télécommunications avec des investissements majeurs tels que : Inwit, la principale société de tours telecoms italienne ; Adamo, acteur espagnol du FTTH en milieu rural ; et le réseau de télécommunication intégré Mila. Au cours de sa carrière chez Ardian, il a également dirigé l'investissement dans l'opérateur de parking mondial Indigo. Il a été membre du conseil d'administration et secrétaire du comité de rémunération d'Indigo.**
- **Ardian Infrastructure est un leader dans le domaine des infrastructures essentielles au niveau mondial. Ardian Infrastructure dispose de 20 Md\$. L'équipe emmenée par Mathias Burghardt a investi dans 55 participations depuis 2005.**



parfaitement illustrée. Cela confirme le choix d'Ardian d'investir seulement dans des infrastructures essentielles, extrêmement résilientes. Dans ces périodes de crise, nous devons remercier les dirigeants, et nos *operatings partners* qui ont joué un rôle clé. Il a fallu trouver des solutions inédites pour interagir avec eux ou encore les aider à adapter leurs opérations à une situation exceptionnelle. Concrètement, on a mis en place une hotline, des reportings dédiés. Nous constatons aujourd'hui que nous avons réussi à traverser cette crise de manière collective. 2022 ne sera pas plus facile car cette année amène de nouvelles incertitudes avec des problèmes d'approvisionnement sur toute la chaîne de valeur, le retour d'une forte inflation et une augmentation conséquente des prix de l'énergie. Nous continuerons à être innovant et avoir les bons leviers afin de poursuivre nos plans de créations de valeur.

**Charles Abbey, KPMG :** Résilience et optimisme sont les qualificatifs qui symbolisent l'état d'esprit des

dirigeants en 021. Etant en contact quotidien avec eux, on a vu que malgré la complexité des situations, comme par exemple dans les secteurs de l'énergie

**“2021 a été une année de transition, qui confirme le choix qu'Ardian a toujours fait d'investir seulement dans des infrastructures essentielles. Durant cette crise inédite, il a fallu trouver des solutions innovantes pour interagir avec nos dirigeants ou encore les aider à adapter leur opérations.”**

*Gonzague Boutry*

et des télécoms, ils sont parvenus à continuer à délivrer j'ai l'impression que beaucoup d'actifs ont été capables d'amortir des chocs très importants qui n'étaient pas forcément dans les

business case. Lorsque nos clients regardent aujourd'hui de nouveaux actifs, ils les intègrent à des nouveaux sujets [SR1]. Il y a deux ou trois ans on nous parlait de Cybersécurité mais on n'était pas forcément missionnés. Désormais c'est le cas.

**Daria Litvinova, Vauban IP :** Il y avait beaucoup d'incertitudes au début de l'année 2021, mais le marché était resté très très dynamique, très actif. En matière de levée de fonds, on a pu collecter près de 80 Md€ collectivement. C'est un record pour tous les investisseurs. On voit de plus en plus d'appétit pour les infrastructures et en particulier le core infrastructure. Je rejoins également Charles, Gonzague et Frédéric, l'année a été très active pour tous. Les thématiques de transition énergétique et climatique ont été très porteuses. Le digital ou la mobilité sont très suivis. D'ailleurs, nous avons fait l'acquisition il y a quelques mois de Boreal, l'un des opérateurs les plus reconnus du marché Norvégien des mobilités publiques dans les segments clés que sont les car-ferries, les ferries



### Frédéric Long

- Frédéric est directeur d'investissement au sein de notre équipe infrastructure. Il siège au conseil d'administration de plusieurs sociétés du portefeuille.
- Il a un vif intérêt pour l'avenir des infrastructures et a passé pas mal de temps dans les secteurs de la transition énergétique et des infrastructures numériques. Compétiteur naturel, il aime s'engager auprès des entrepreneurs et les aider à faire passer leur entreprise au niveau supérieur.
- Frédéric a travaillé sur plusieurs projets PPP emblématiques en Europe et aux États-Unis et a rejoint notre équipe en 2010.

rapides, et les bus nationaux. Nous avons par exemple réalisé récemment une très belle transaction dans la mobilité en Allemagne dans un secteur ferroviaire, un véritable "blue chip Asset". Je pense que des opportunités existent dans le "social infra" également.

**Jean-Pierre Barral, Stoa :** Chez Stoa, nous sommes focalisés sur les marchés émergents. Avec globalement des actifs vraiment résilients également. En revanche, cette crise du covid a eu un impact sur la capacité à originer et développer des nouveaux projets notamment en Afrique où le temps de gestation est très long. Pour originer et développer des dossiers il faut aller sur le terrain, rencontrer et échanger les autorités et les contreparties locales. Donc logiquement 2022 devrait être un peu moins riche en Afrique. Un facteur aggravant est que la situation financière des pays s'est dégradée après deux années de crise COVID et maintenant la hausse brutale du cours des matières premières.

**MdA :** Pourtant on voit pas mal de choses arriver. Reden Solar a animé le marché français et KKR a même

fait une offre de 10 Md€ sur Telecom Italia...

**"Chez InfraVia on avait investi dans les infrastructures de télécommunication depuis longtemps mais on se rend compte aujourd'hui sans doute avec encore plus d'acuité que c'est un besoin vraiment essentiel pour nos économies et nos entreprises."**

*Frédéric Long*

**Jean-Pierre Barral, Stoa :** Oui effectivement mais ce sont des projets en Europe.

**MdA :** Certains secteurs sont-ils plus prisés ?

**Jean-Luc Champy, White & Case :** L'année 2021 a été très positive et 2022 s'annonce prometteuse. Il faut toutefois

distinguer le greenfield et brownfield. Certains deals sont retardés sur le greenfield et dans quelques secteurs du fait du contexte électoral, mais sur le Brownfield la dynamique est très forte. Depuis le début de l'année, l'infrastructure de transport est très regardée mais également tout ce qui est "Social infrastructure", il y a aussi plusieurs dossiers en cours qui animent le marché. Nous avons closé en début d'année Cegelog qui est la plus grande concession en matière de logement jamais signée en France. C'est assez nouveau dans l'infrastructure. Ce qui montre le gisement très intéressant dans les infrastructures sociales. Dans l'énergie et les télécoms, on ne voit pas de ralentissement. Il y a aussi un regain d'intérêt dans le secteur ferroviaire avec l'ouverture à la concurrence. Cet intérêt existait déjà en 2021 et a continué et s'est amplifié en 2022. L'énergie et les transports collectifs sont deux domaines à suivre de près je pense.

**Gonzague Boutry, Ardian :** Je confirme que les opportunités d'investissements dans des infrastructures essentielles sont très importantes et nous voyons

### Daria Litvinova

- Forte de plus de 13 ans d'expérience en finance et relations clients couvrant plusieurs marchés européens, Daria a rejoint Vauban Infrastructure Partners en 2019 en charge des relations investisseurs.
- Daria est responsable du processus de levée de fonds et de nombreuses missions dédiées aux relations investisseurs, marketing, communication et reporting.
- Avant d'intégrer Vauban Infrastructure Partners, Daria a occupé plusieurs postes chez Idivest Partners (Groupe Eurazeo), Société Générale et Honeywell International, où elle a développé un large éventail de compétences dans les domaines de banque d'investissement, gestion d'actifs et capital-investissement.



apparaître des nouveaux marchés. Concernant la production et la distribution d'hydrogène, il y a une très forte demande et c'est pour répondre à ce besoin que nous avons lancé Hy24 en 2021, en partenariat avec FiveT, TotalEnergies, Air Liquide et Vinci. Il s'agit du plus grand fonds mondial dédié aux infrastructures d'hydrogène décarboné. Hy24 a déjà réalisé trois investissements en Allemagne avec H2 Mobility, en France et en Espagne avec un partenariat avec Enagas afin de développer la conversion des énergies renouvelables en hydrogène vert; prouvant ainsi le dynamisme du secteur.

**Frédéric Long, Infravia :** Dans le cadre de la transition énergétique, il y a des opportunités sur des secteurs qui vont s'ouvrir à la concurrence et plein de demandes d'infrastructures qui arrivent.

**Gonzague Boutry, Ardian :** Oui, même si on doit soutenir les énergies renouvelables et les nouvelles infrastructures, nous avons la conviction, chez Ardian Infrastructure, qu'il est également fondamental de

décarboner l'ensemble de nos actifs. Il y a un véritable enjeu à convertir

**"Le marché était resté très très dynamique, très actif. En matière de levée de fonds, on a pu collecter près de 80 Md€ collectivement. C'est un record pour tous les investisseurs. On voit de plus en plus d'appétit pour les infrastructures et en particulier le core infrastructure à long terme."**

*Daria Litvinova*

des actifs qui étaient émetteurs de CO2e en actifs bas carbone. Cela doit faire partie de nos missions en tant qu'investisseur de long-terme. La mutation est en marche et peut se manifester de différentes manières. Au sein de Géosel, nous avons développé un circuit court pour les

besoins en énergie des sites industriels environnants. Nous allons donc installer des panneaux solaires et il est planifié à moyen terme de convertir cette énergie en hydrogène vert.

**MdA :** La décarbonisation des portefeuilles cela représente de lourds investissements...

**Gonzague Boutry, Ardian :** Oui, il s'agit d'investissements massif et il existe un marché très porteur pour accompagner la transformation de ces actifs. C'est aussi le rôle d'un actionnaire de contribuer à cette mutation et celui du management avec la mise en place d'un plan industriel de long terme et ambitieux. La relation de confiance entre actionnaires et management que j'évoquais précédemment prend alors toute son importance.

**Jean-Luc Champy, White & Case :** La décarbonisation est un des enjeux de la décennie. On commence à voir se dessiner la façon dont elle va être mise en place. Un des enjeux est de mobiliser des investissements à la fois publics et privés. Il n'y aura pas de décarbonisation sans investissements



### Charles Abbey

- Associé, Transaction Services KPMG, Infrastructure et Energie. Charles comptabilise plus de 20 années d'expérience sur les secteurs Infrastructure et Energie, et intervient sur les opérations majeures du secteur.
- L'équipe Transaction Services de KPMG en France est composée de plus de 200 professionnels en France. Elle s'appuie sur les autres équipes Deal Advisory ainsi que de relais spécialisés au sein des équipes Advisory de KPMG France pour offrir une palette complète de services aux transactions.
- KPMG France, en lien avec son réseau mondial fort de plus de 3 000 professionnels dédiés aux infrastructures, assiste ses clients sur l'ensemble du cycle de vie des infrastructures : de la planification et la structuration de nouveaux projets, à la recherche de financement, au suivi de la construction, à l'assistance lors des due diligence d'acquisition, de cession ou de refinancement et à l'amélioration des opérations.

massifs. Dans le domaine des transports, cela pourra être fait via une reconversion des matériaux existants. Ce que l'on voit aussi c'est qu'il y a des besoins de mobilité qui demeureront assurés par l'automobile et là aussi il y a des solutions à trouver. De ce point de vue là, l'augmentation du prix des carburants pourrait être un accélérateur de la transition.

Le dernier sujet important est celui de la transformation des infrastructures énergétiques. Ainsi, les réseaux de transports de gaz vont devoir évoluer : d'abord pour le biométhane. Demain, il faudra les convertir au transport d'hydrogène.

**Charles Abbey, KPMG :** Et cette prise de conscience, j'ai l'impression qu'on le sent aussi par capillarité. Un grand corporate a annoncé un plan Carbon 0 en 2030. Et le montre dans leur plan de procurement et les fournisseurs suivent également dans la chaîne de valeur. Pour les infrastructures c'est important

car selon notre dernière étude KPMG sur la transition énergétique, 70% des émissions de carbone proviennent de

**“Beaucoup d'actifs ont été capables d'amortir des chocs très importants qui n'étaient pas forcément dans les business case. Et les dirigeants ont appris et développé des nouveaux réflexes. Quand ils regardent de nouveaux actifs, ils intègrent des nouveaux sujets comme la cybersécurité.”**

*Charles Abbey*

la construction et de l'infrastructure. On comprend dès lors l'impact que peuvent avoir les fonds dans leur

démarche de décarbonisation. La décarbonation a en effet un coût mais cela génère demain des coûts de maintenance inférieurs et d'autres économies. Chez KPMG, on travaille depuis de nombreuses années sur les reportings extra financiers. J'en n'ai pas encore vu dans les fonds infra mais c'est en train de venir. On a besoin de rating ESG pour permettre à la communauté financière de mieux apprécier ce qui est fait.

**Frédéric Long, Infravia :** Pour que l'infrastructure dure dans le temps, elle doit respecter les valeurs ESG. Cette dimension dans le climat et l'ESG a toujours existé dans les actifs dans lesquels Infravia a investi, sans que l'on ait besoin de l'écrire. Aujourd'hui, l'ESG est incontournable et on le formalise par écrit et c'est parfait. Il est clair que l'on ne construit plus un Data Center de la même façon qu'il y a cinq ans. Par exemple, sur notre Data center à Zurich, on fait en sorte

### Jean Luc Champy

- Jean-Luc Champy est associé au sein du groupe Développement et Financement de Projets de White & Case. Spécialiste reconnu en droit public des affaires, droit de l'énergie, concessions d'infrastructures et projets en PPP, il accompagne les entités publiques, les sponsors et les prêteurs sur les questions de domanialité publique, de travaux publics, d'énergie et d'environnement. Il intervient également dans les domaines de la construction, des infrastructures de transport (autoroutes, ouvrages d'art et ferroviaire) et des réseaux (communications électroniques, chaleur, électricité et gaz).
- L'équipe a participé à de nombreux projets primés pour leur complexité, dans le secteur des télécoms (Projet Asterix, PPP GSM-R, THD Loire-Atlantique) et de l'énergie (éolien en mer). Elle est aussi intervenue sur la première concession de services ferroviaires ouverte à la concurrence en France attribuée par la Région Sud à Transdev et du 1er contrat de concession attribué à Eiffage et Arcade-Vyv pour la gestion externalisée de près de 15.000 logements pour le ministère des Armées pour un montant de 7 Mds €. Elle a récemment conseillé LCL dans le cadre du 1er Green CPPA multi-acheteurs en Europe et Altitude Infrastructure sur l'acquisition de 26 réseaux publics et privés de Covage.



de récupérer l'énergie produite pour la réutiliser. Toute la communauté de l'infra pousse dans le même sens, de nos clients jusqu'à nos participations.

**Daria Litvinova, Vauban IP :** Je confirme et partage l'avis de Frédéric. Nous avons aussi un Data Center en Islande (Borealis Data Center). Certes c'est un peu plus facile car le climat nous aide mais les enjeux sont les mêmes. Je trouve que l'on a de la chance d'avoir des investisseurs très sophistiqués qui soutiennent et favorisent la transition climatique et énergétique. On voit des actions concrètes pour soutenir le changement climatique. Pour revenir sur le reporting ESG. Je crois que cela dépend de la culture d'entreprise de chacun. C'était déjà dans notre DNA. En tant que l'un des membres fondateurs de GRESB Infrastructure, on fait des reporting ESG depuis des années, on fait le monitoring de la réduction des émissions carbone et de l'empreinte carbone, le calcul

de la température de nos actifs sur un scénario climat donné, la prise en considération des risques liés au

**“La décarbonisation est un des enjeux de la décennie. On commence à voir se dessiner la façon dont elle va être mise en place. Un des enjeux est de mobiliser des investissements à la fois publics et privés. Il n'y aura pas de décarbonisation sans investissements massifs.”**

*Jean Luc Champy*

changement climatiques sont des axes sur lesquels nous travaillons pour l'ensemble de notre portefeuille etc. Par

exemple, l'année dernière nous avons réalisé une étude sur le changement climatique avec nos investisseurs, partenaires industriels, les sociétés de notre portefeuille, et avons défini les actions concrètes pour notre stratégie climat. Autre tendance que je vois, c'est l'accélération de la rotation des portefeuilles. Et la question induite que l'on peut se poser c'est comment les asset manager vont réussir à créer de la valeur ?

**MdA :** L'ESG peut-il aider à créer de la valeur ?

**Gonzague Boutry, Ardian :** Il y a une convergence entre le digital et l'ESG. Sur certains deals on a un an d'avance. C'est au cas par cas. Il y a des actifs ou on a réussi à le faire en 3/4 ans et on peut le céder mais quand il s'agit de développer certains business à l'hydrogène, on comprend que cela prendra plus de temps.



### Jean-Pierre Barral

- Jean-Pierre Barral est Directeur Général Délégué de STOA. Diplômé de l'Ecole Polytechnique et de l'INSEAD Il bénéficie d'une longue expérience dans le financement d'infrastructures publiques et privées, acquise dans le groupe AFD, à la SFI et dans le secteur privé. Il a ouvert le bureau de New Delhi de Proparco puis dirigé l'équipe infrastructure au siège, spécialiste de financement en dette. Il a travaillé au développement de projets d'infrastructures, en étant directeur du développement pour l'Afrique chez ContourGlobal, puis dans l'équipe infrastructure Afrique de la SFI en particulier sur des projets InfraVenture.
- Stoa est un véhicule d'investissement doté de 600 million d'Euros et destiné à accompagner les grands groupes français, européens et africains dans le financement des infrastructures utiles aux différentes transitions (écologique, digitale, territoriale et sociétales) des pays émergents et en développement.

**Frédéric Long, Infravia :** Pour créer de la valeur dans le secteur du renouvelable, cela nous a demandé d'être présent sur toutes les chaînes de valeur et de travailler notre actif. Sur Reden Solar, On a multiplié par sept la capacité en quatre ans. Dès le début, les managers de Reden avaient une vraie conviction sur cette opportunité. En continuant de travailler, il y a encore beaucoup de potentiel de création de valeur.

**Daria Litvinova, Vauban IP :** Pour créer de la valeur, il y a aussi la façon d'originer. Par exemple, deux tiers de nos transactions dans l'ensemble de notre portefeuille sont les transactions bilatérales réalisées avec nos partenaires industriels ou avec les autorités publiques. Nous avons par exemple créé la société Vauban Infra Fibre (« VIF ») une plateforme d'investissement digitale, la plus grande plateforme digitale indépendante en France, qui permet de financer l'accès à environ 20 millions de prises d'ici 2027, dont 4 millions dans les zones moyennement denses et 16 millions dans les zones peu denses. Elle a pour objet d'acquies des droits d'accès de

long terme aux lignes FTTH auprès des opérateurs d'infrastructure. C'est qui est aussi intéressant justement que historiquement le marché est resté très vendeur. Ça veut dire qu'avec la baisse des taux, c'était relativement

**“En Afrique, on a souvent affaire à des dossiers de plus petites tailles, et la formation de plateforme en partenariat avec un corporate est une stratégie intéressante pour permettre d'obtenir une taille critique.”**

*Jean-Pierre Barral*

facile pour quiconque vendait de créer de la valeur. Dans un environnement inflationniste actuel avec la hausse des taux, ce sera sans doute plus difficile pour les asset managers qui vendent les actifs, et on verra les différences sur la qualité de valeur apportées par les assets managers.

**Jean-Pierre Barral, Stoa :** En Afrique, on a souvent affaire à des dossiers de plus petites tailles, et la formation de plateforme en partenariat avec un corporate est une stratégie intéressante pour permettre d'obtenir une taille critique. Ainsi, à l'image de l'exemple développé par Daria, STOA a investi en 2021 aux côtés de Qair dans une plateforme d'énergie solaire en Afrique qui détient déjà deux actifs totalisant 60 MW au Burkina-Faso et qui se développe activement avec de nouvelles opportunités. Pour revenir sur les enjeux climatiques, les actifs dans le secteur de l'énergie sont bien sûr au cœur de la transition énergétique. Mais dans le secteur transport ces préoccupations sont aussi présentes, et doivent être prises en compte très en amont. Ainsi, la conception d'une autoroute doit intégrer systématiquement la massification du transport (bus rapide par exemple) et prévoir des voies dédiées. En matière de climat, notre stratégie repose sur trois piliers : Toutes nos opportunités d'investissement sont étudiées au regard de l'alignement avec l'accord de Paris ; 50 % de nos investissements doivent permettre de réduire les émissions de gaz





à effet de serre, et aujourd'hui dans notre portefeuille, ce sont plus de 75 % de nos investissements qui concourent à cet objectif ; et enfin accroître la résilience des projets d'infrastructures face aux chocs climatiques.

**MdA : Qu'est-ce que cela change le fait d'avoir fait des process digitaux.**

**Frédéric Long, Infravia :** Je pense que cela a plutôt tendance à ralentir les process d'origination. C'est plus compliqué et demande plus d'efforts. Dans l'origination, se rencontrer c'est clé. On ne va pas convaincre un dirigeant de faire un chemin avec nous sans le rencontrer, sans lui expliquer qui on est, ce qu'on peut lui apporter



et comment on travaille. Mais on y arrive on vient de faire un deal en Norvège uniquement sur Zoom avec visite de site via des drones. C'est possible mais il est vrai que dans le secteur de l'infrastructure, on préfère "toucher" les actifs. Par contre pour nos sociétés en portefeuille, cela peut aussi accélérer. Je pense que le modèle hybride va s'imposer. Certains boards vont se faire via team et on gagnera en efficacité.

**Frédéric Long, Infravia :** En matière de levée de fonds, on vient de l'expérimenter en levant notre dernier fonds à 5 Md€ et attirer 40% de nouveaux clients via le digital. Donc c'est possible.

**MdA : Mais les performances étaient au rendez-vous... D'ailleurs, compte tenu des sommes levées, peut-on encore qualifier InfraVia d'acteur du Mid-Cap ?**

**Frédéric Long, Infravia :** Oui nos performances ont été bien accueillies. On travaille beaucoup la croissance de nos actifs. On a 8 personnes en Asset Manager en soutien pour développer nos participations. On apporte des outils, du réseau et même si la taille de notre fonds a sensiblement augmenté, notre façon de travailler est toujours la même, sur le terrain et très proche de nos dirigeants.

**MdA : Jean Luc, est ce que l'on structure un deal de la même façon qu'avant la crise. Il y a des points de vigilance à avoir ?**

**Jean-Luc Champy, White & Case :** Beaucoup de choses sont déjà connues. L'élément surprenant c'est l'accélération et la succession de périodes. Globalement on a enchaîné des phases de confinement, de semi-liberté, de crise géopolitique. Quand on a signé la concession Cegelog, on avait un enjeu de fixation des taux. Mais sous cette réserve-là, on n'a pas été impacté. On a appris à travailler avec le digital contraint et forcé. Et cela s'est bien passé. Mais on en est aussi un peu revenu aussi. On apprécie désormais de pouvoir réunir à nouveau des gens dans une salle. Finalement, en 2022 on a un mode de travail qui combine les deux, physique et digital car toute la communication ne passe pas par le canal de l'ordinateur mais cela permet de rationaliser un certain nombre de process.

**Charles Abbey, KPMG :** Dans la succession des chocs, on a pu réaliser que l'on avait encore plus besoin d'infrastructures agiles car les choix des consommateurs changent aussi plus rapidement. Par exemple, pour certains, l'éloignement des centres villes n'apparaît plus comme la



panacée. Il semblerait selon une toute récente étude que les personnes en activité veulent à nouveau être proche de leur lieu de travail. Tout cela pour dire que bien percevoir l'usage de l'infrastructure et l'analyse via la data me semble important (comme dans le stockage de données en Finlande). Mais derrière cet exemple, je veux dire que l'infrastructure qui n'arrive pas à s'adapter peut perdre beaucoup.

**Gonzague Boutry, Ardian :** Le rôle de l'asset manager est à cet égard essentiel. Un entrepreneur a besoin d'avoir à ses côtés un gérant lui offrant une expertise industrielle à travers nos *operating partners*, et des outils pour analyser la *data* afin de gagner en efficacité. Chez Ardian, on a développé il y a déjà quelques années un équipe de *data scientist* située à Paris et NY qui créent des outils pour nos participations. Les dirigeants ont bien compris les enjeux, mais n'ont pas forcément les équipes idoines et les moyens à leur disposition. Notre équipe Digital a notamment conçu un autre outil, appelé Opta, qui permet de suivre en temps réel les opérations et la performance de l'ensemble de nos actifs renouvelables en Europe et aux Etats-Unis, ainsi que d'analyser l'exposition aux différents types de risque à travers des projections de prix et un moteur de simulations. Cet outil est utilisé à la fois par les équipes opérationnelles de nos actifs et par l'équipe Ardian, permettant par exemple d'identifier automatiquement le désalignement d'une de nos turbines éoliennes ou la perte de puissance d'un panneau solaire.

**MdA : Quel est l'impact de l'inflation et le coût des matières premières. Et comment vivent les dirigeants dans ce contexte ?**

**Gonzague Boutry, Ardian :** Il y a évidemment une question sur le financement de nouveaux projets. De façon générale, il devrait y avoir un impact positif sur la top line. De nos premières estimations, les sociétés



résistent bien. Ce qui est une bonne nouvelle.

**Jean-Pierre Barral, Stoa :** Une fois l'actif construit, l'inflation n'est pas un problème. En revanche le contexte inflationniste actuel peut compliquer la période de construction ou le financial close...

**Daria Litvinova, Vauban IP :** Dans le core infrastructure, les contrats sont indexés à l'inflation donc ils peuvent bénéficier de protection naturelle. Dans le core infra, c'est plutôt rassurant. Concernant les financements, je n'ai à ce jour pas du tout vu de difficultés.



Sur les 3 trois actifs que nous avons réalisés récemment, les banques et debt provider étaient au rendez-vous. Dans notre dernier deal, on a même été sursouscrit

**Jean-Pierre Barral, Stoa :** Pour les pays importateurs de matières premières, cette inflation a des conséquences importantes sur leur capacité à investir dans les infrastructures aux côtés du secteur privé. En effet, le subventionnement du prix du pain ou du pétrole va peser sur leur budget. En Amérique Latine, les pays sont le plus souvent exportateurs de matières premières, et le potentiel des PPP dans





le secteur des infrastructures est plus un sujet de politique publique.

**Charles Abbey, KPMG :** Investir dans la transition énergétique en Afrique est une belle opportunité pour Stoa mais je me demande pourquoi cela ne va pas assez vite car les besoins sont énormes ?

**Jean-Pierre Barral, Stoa :** Le problème est bien souvent lié au réseau électrique très vétuste et qui n'est donc pas capable d'absorber même des quantités limitées d'énergie solaire non pilotable. Il faut investir dans la digitalisation de ces réseaux électriques.

**Frédéric Long, Infravia :** Oui le grid n'était pas capable de supporter.

**Gonzague Boutry, Ardian :** C'est pour cela qu'il sera de plus en plus primordial de produire de l'énergie proche des consommateurs. C'est une des grandes questions d'aujourd'hui et de demain: décentraliser la production d'énergie. Chez Ardian, nous nous y attelons, notamment avec le projet que j'évoquais de production d'hydrogène vert.

**Jean-Pierre Barral, Stoa :** Exactement, le mouvement de décentralisation de la production est très fort. Mais cela ne sera pas aussi radical que le secteur des télécoms ou le réseau fixe historique a disparu pour laisser la place au mobile :

sur l'électricité il y a un équilibre à trouver entre le réseau traditionnel et la production décentralisée, c'est un grand enjeu pour le secteur.

**MdA : La résilience 2020 et 2021 a renforcé l'intérêt des LPs sur cette classe d'actifs. Je vous propose de faire un peu de prospective et de vous projeter à plus long terme. Comment voyez l'infrastructure en 2027. Prequin annonce un doublement des actifs gérés...**

**Daria Litvinova, Vauban IP :** L'infrastructure a le vent en poupe. C'est à peu près 10% des fonds du Private Capital. La croissance réplique de la trajectoire du PE. Le marché a gagné en maturité. L'intérêt des investisseurs est très fort, en particulier pour une infrastructure core à long terme offrant des rendements et du yield résilients. Les investisseurs recherchent également une protection contre la hausse de l'inflation, donc l'infrastructure core est un "natural fit". Je pense aussi que le marché secondaire de l'infra a gagné en maturité. Aujourd'hui on n'a plus besoin d'expliquer au LPs les stratégies infra secondaires, il y a beaucoup d'appétits.

**Frédéric Long, Infravia :** Les besoins sont énormes. Quand on regarde les secteurs de l'infrastructure, il y a beaucoup qui sont sous-investis. Ces estimations de prequin ne sont pas surprenantes et je dirai que je ne serai pas étonné que le marché triple ou quadruple très prochainement. Ne serait-ce que dans les télécom, les besoins sont tels avec par exemple le développement de la 5G qui n'est qu'à ses débuts. Cela va demander beaucoup de capitaux pour son déploiement.

**Daria Litvinova, Vauban IP :** Je suis d'accord je pense que cela fait même plus que tripler car par nature cette classe d'actifs aura toujours besoin de capex

**Gonzague Boutry, Ardian :** La 5G va être permettre une forte croissance des infrastructures télécoms et le développement de la fibre va également se poursuivre. Certains pays d'Europe ne sont pas encore équipés d'un vaste réseau de fibres. Il y a également énormément d'opportunité dans la fibre aux Etats-Unis où tout reste à déployer. Il y a une convergence entre le modèle de la classe d'actifs infrastructure et les besoins de financement à venir qui sont colossaux, notamment dans les infrastructures digitales.

**MdA :** Et la crise ukrainienne pourrait bien être un catalyseur supplémentaire pour accélérer le déploiement d'infrastructures. Paradoxalement, cela pourrait être une opportunité.

**Jean-Luc Champy, White & Case :** La transition énergétique rime avec indépendance énergétique. Et le besoin est réel aujourd'hui plus que jamais. Mais pour développer des grands projets, c'est au moins 10 ans. Cela prend du temps. Sur les grands projets offshore actuels, les derniers lancés sont en retard de 6 mois à 1 an. Il y a parfois un décalage entre le volontarisme de l'Etat et la réalité qui est plus complexe.

**Frédéric Long, Infravia :** Cela dit, la volonté politique est là. La crise a validé et accepté le besoin d'accélérer cette transition énergétique. Après on est tous collectivement très positifs sur la classe d'actifs.

**Daria Litvinova, Vauban IP :** J'en suis également convaincue. On sort d'une période où le core infra a été perçu comme une valeur refuge. Ce tropisme pour l'infrastructure devrait encore croître car beaucoup de LPs vont utiliser la poche "sustainable" pour investir dans le core infra. La dynamique devrait être très forte d'ici 2027... ■





### L'INFRASTRUCTURE CONNAIT une dynamique sans précédent

Avec 8,9 Md€ investis dans 153 projets d'infrastructure (vs. 5,3 Md€ investis dans 121 projets en 2020), le secteur de l'infrastructure a connu une année 2021 exceptionnelle en France. Porté des équipes d'infrastructure de qualité et des besoins grandissants, cette dynamique devrait se poursuivre pour les années à suivre.

41,8 milliards d'euros ! c'est le montant investi par les fonds d'investissement en 2021 (soit respectivement 36% et 78% de plus qu'en 2019 et 2020) ; Ce montant record a pu être atteint grâce à la locomotive de l'infrastructure. Les fonds de cette classe d'actifs ont en effet levé la somme record de 17,2 milliards d'euros l'an dernier, contre 5 milliards en 2020, dépassant ainsi le précédent record de 2018 (à 12,1 milliards). «Les levées des fonds 'infra' présentent d'importantes variations d'une année sur l'autre. Celles-ci s'expliquent par une relative concentration du marché autour d'un petit nombre d'acteurs de taille importante et qui ne lèvent pas chaque année», explique les auteurs de l'étude chez France Invest. Pour mémoire, Meridiam a levé 5 milliards d'euros pour financer ses nouveaux projets, tandis que Cube Infrastructure Managers levait le voile sur le premier

closing de son fonds de troisième génération, à 1 milliard d'euros. Antin n'est pas en reste puisque le fonds a levé un nouveau véhicule «infra» mid cap de 2,2 milliards d'euros. Et c'est sans compter sur la levée d'InfraVia à 5 Md€ qui est intervenue en 2022.

#### UN TROPISME POUR LES ÉQUIPES FRANÇAISES

Les investisseurs français ont plébiscité la classe d'actifs infrastructure, très résiliente en période de crise. Mais pas seulement, le nombre de véhicules ayant levé à l'international a enregistré une forte progression en 2021, pour atteindre 138, contre 75 un an plus tôt. Les investisseurs internationaux ont pu se faire une idée précise de la qualité des équipes au cours des 10 dernières années et entendent encore augmenté

leur allocation dans l'infrastructure.

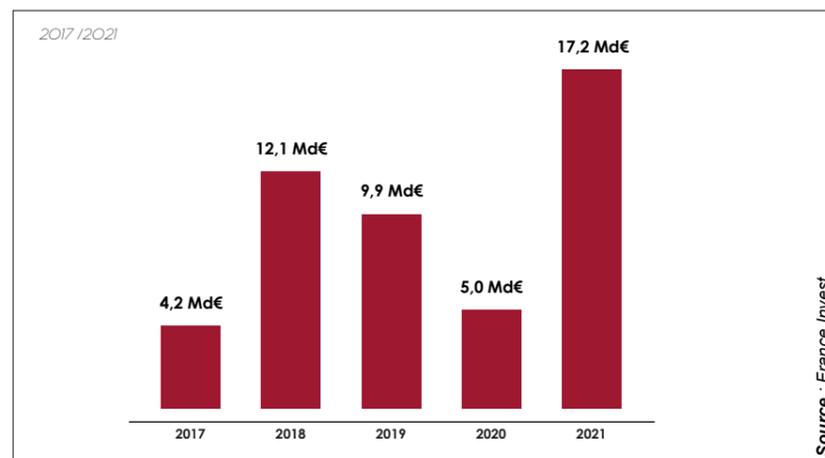
#### DES BESOINS ÉNORMES

Parmi les segments les plus recherchés, on retrouve cette année les énergies renouvelables arrive en tête avec plus de 2 Md€ investis en 2021. L'accélération de la transition énergétique est bel et bien réelle et devrait encore s'accélérer. Autre secteur bouillonnant en Europe: les télécoms. Telefonica a en effet déjà relevé sa participation dans Telxius recentrée sur les câbles sous-marins et selon plusieurs sources, MásMóvil lorgne la filiale espagnole de Vodafone. Bref, l'année 2022 promet d'être très riche.. Le niveau important de collecte va irriguer durablement les ETI et PME de notre tissu économique sur leurs enjeux clés de la transition écologique et la transformation numérique. ■

#### POUR ALLER PLUS LOIN...

→ Les levées de capitaux des fonds d'infrastructure enregistrent une très forte progression en 2021. Le marché français des fonds d'infrastructure (38 SdG membres de France Invest) est concentré autour d'un petit nombre d'acteurs de grande taille. Comme les autres fonds, ces derniers lèvent des capitaux tous les 4 ans en moyenne ce qui explique les différences qui peuvent exister d'une année à l'autre.

#### HISTORIQUE DES LEVÉES PAR LES FONDS D'INFRASTRUCTURE





Stéphane Grandguillaume

## 3I INFRASTRUCTURE

*“Notre vision, c’est de réunir chez 3i la meilleure équipe d’infra pour aider nos entreprises à croître et créer des plateformes pan-européennes.”*

### ADN

Créé en 1945, le Groupe 3i est un acteur international majeur de l’investissement en Private Equity et en infrastructure. Le Groupe 3i est coté au London Stock Exchange, et compte actuellement environ 15 Mds € d’actifs sous gestion dans ces deux activités, dont plus de 5 Mds € en infrastructure.

### Stratégie d’investissement : mixte

A travers les différents fonds qu’elle gère, l’équipe infrastructure de 3i applique son ADN Private Equity aux marchés de l’infrastructure : elle identifie les entreprises d’infrastructure à fort potentiel avec un management de qualité et les aide à devenir des plateformes européennes. Toutes nos entreprises en portefeuille ont réalisé des acquisitions depuis qu’elles sont dans le giron 3i. Cette ambition, nous nous l’appliquons aussi à nous même en ayant développé la plus large plateforme européenne de projets infra qui couvre aujourd’hui huit géographies.

**Possibilité de co-investissement ?** Oui. **Risque trafic ?** Oui.

### Fonds sous gestion et performance

L’équipe infrastructure de 3i gère actuellement cinq véhicules d’investissement en Europe, pour un total d’environ 6,0 M € d’actifs sous gestion. Deux de ces fonds sont actifs : un fonds coté au London Stock Exchange (3i Infrastructure, « 3iN »), spécialisé sur le mid-market Core + et un autre dédié aux projets opérationnels (3i EOPF) spécialisé sur le small market Core. 3iN, le fonds coté, propose des tickets d’investissement compris entre 150 M € et 500 M € avec un objectif de rentabilité de 10% à 12%. EOPF investit dans des projets entre 30 M€ et 100 M€ avec un objectif de rentabilité inférieur.

### Équipe et deals marquants

L’équipe infrastructure de 3i comprend environ 50 personnes en Europe, dont plus de 30 professionnels de l’investissement, dont 7 basés à Paris et le reste à Londres.

→ **Derniers deals marquants EOPF** : Acquisition d’un portefeuille de 6 PPP de DIF en France et en Hollande pour environ 120M€.

→ **Derniers deals marquants 3iN** : Acquisition de 60% de DNS-NET (opérateur de fibre en Allemagne pour environ 180M€), Augmentation de capital de Valorem (développeur éolien français, également présent en Finlande et en Grèce) pour 25M€, portant la participation de 3iN à 33%. Acquisition de 95% de Ionisos (Services de stérilisation à froid en France, Espagne, Italie, Allemagne et Estonie) pour l’industrie médicale et pharmaceutique pour environ 220 M€).

### Derniers développements notables

EOPF a investi pour acquérir une participation de 80 % dans La Seine Musicale auprès d’Infravia, un complexe multifonctionnel, situé sur l’île Seguin, comprenant une salle de concert de 6 000 places, et un auditorium de 1200 places. Avec cette acquisition, le fonds EOPF est entièrement investi.



Aymeric Paul

## ACCESS CP

*“La croissance continue du marché des infrastructures européennes reflète une dynamique solide d’augmentation du flux d’opportunités sur tous les segments du marché et permet la mise en place de stratégies d’investissement très ciblées en termes de géographies, de secteurs et de profils de risque. Cette classe d’actifs offre aux investisseurs des rendements stables, récurrents, et faiblement corrélés aux cycles économiques.”*

### ADN

Depuis sa création fin 1998, Access Capital Partners (« Access ») est positionné comme un acteur résolument européen, spécialisé et indépendant; c’est ce qui constitue son ADN. Son équipe de plus de 90 professionnels au profil international est répartie entre 6 bureaux à Paris, Londres, Bruxelles, Helsinki, Munich et Luxembourg. Afin de proposer des solutions s’adaptant aux attentes de ses clients, l’offre d’Access, positionnée initialement sur le capital investissement small et mid cap, s’est élargie progressivement vers des produits de rendement régulier, dont le financement des infrastructures, une classe d’actifs particulièrement résiliente en temps de crise et qui offre une protection efficace contre les effets négatifs de l’inflation.

### STRATÉGIE D’INVESTISSEMENT

Access réalise des investissements directs et des co-investissements dans des actifs européens opérationnels (“brownfield”) ou investit indirectement dans des fonds d’infrastructure via des engagements primaires et des transactions secondaires. Access cible tous types d’infrastructures capables de générer un rendement régulier, dans les secteurs de l’énergie conventionnelle et renouvelable, des communications, des infrastructures sociales et des transports. L’équipe cible les infrastructures pour lesquelles les revenus sont le plus souvent réglementés, fixés dans le cadre de contrats long-terme ou basés sur la disponibilité de l’actif.

### FONDS SOUS GESTION ET PERFORMANCE

La société gère 13 milliards € dont 3,1 milliards € sur le segment des infrastructures au travers de mandats dédiés et de quatre fonds collectifs :

- Deux fonds de fonds, ACF Infrastructure I et ACF Infrastructure II
- Deux fonds directs de co-investissement, ACIF Infrastructure I et ACIF Infrastructure II (ouvert aux souscripteurs)

### ÉQUIPE ET DEALS MARQUANTS

L’équipe d’investissement d’Access dédiée à l’infrastructure est dirigée par Aymeric Paul et Manish Pandey et comprend 12 professionnels, dont quatre Partners, combinant plus de 100 ans d’expérience. Elle est composée d’experts de l’investissement direct et opère depuis les bureaux de Londres, Paris et Helsinki.

### ESG

Signataire des UN-PRI depuis 2008, l’équipe applique un processus rigoureux d’intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans ses activités d’investissement. Les considérations ESG sont indissociables de l’investissement en infrastructures, car ces actifs fournissent des services essentiels à la population et ont un rôle clé dans la lutte contre le réchauffement climatique. En tant qu’investisseur responsable, Access investit dans des actifs contribuant aux Objectifs de Développement Durable. Son fonds direct d’infrastructure de deuxième génération est classifié Article 8 sous la réglementation Sustainable Finance Disclosure.



François-Yves Gaudeul

## ALLIANZ GLOBAL INVESTORS

### ADN

Allianz Global Investors (« AllianzGI ») est un gérant d'actif diversifié, au sein du groupe d'assurance et de services financiers Allianz. AllianzGI gère 582 milliards d'euros. Au sein du pôle dette privée d'AllianzGI, l'équipe dette d'infrastructure, créée en 2012, gère près de 18.6 milliards d'euros investis sur plus de 94 opérations différentes.

### STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT

L'équipe dette d'infrastructure d'AllianzGI investit pour le compte d'entités du groupe Allianz ainsi que pour des investisseurs institutionnels tiers (principalement des compagnies d'assurance et des fonds de pension) via des mandats dédiés et des fonds multi-investisseurs. Les projets sont aussi bien « greenfield » que matures, et sont principalement situés en Europe, aux Etats-Unis et dans certains pays d'Amérique Latine.

### ÉQUIPE ET DEALS MARQUANTS

L'équipe d'investissement comporte plus de 20 personnes, réparties entre Paris, Londres et New-York. A Paris, l'équipe est dirigée par François-Yves Gaudeul.

En France, l'équipe a investi plus de 2.8 milliards d'euros à date de février 2021. Elle a notamment réalisé les investissements suivants :

- ➔ 201 millions d'euros pour la construction et l'exploitation du pôle de Biologie, Chimie, Pharmacie de l'Université Paris-Sud sur le plateau de Saclay, dans le cadre du plan Campus ;
- ➔ 504 millions d'euros pour le financement de l'extension du Port de Calais et son exploitation ;
- ➔ 163 millions d'euros pour la construction et l'exploitation de la Rcade L2 à Marseille ;
- ➔ 170 millions d'euros pour la construction et l'exploitation du matériel roulant du CDG Express.

### DERNIERS DÉVELOPPEMENTS NOTABLES

Fin décembre 2020, AllianzGI a annoncé le closing final d'Allianz Global Diversified Infrastructure Equity Fund (AGDIEF) à plus d'un milliard d'euros. Il investit dans des fonds d'infrastructure diversifiés et spécialisés de premier plan, en primaire et secondaire ainsi qu'en co-investissements aux côtés de gérants partageant les mêmes objectifs. AGDIEF constituera un portefeuille global et diversifié d'infrastructures dans les secteurs de l'énergie, des transports, des communications, de l'environnement et du social.

AllianzGI a également annoncé le lancement de la stratégie Allianz Resilient Opportunistic Credit (AROC). Cette stratégie sera une extension de l'offre existante d'AllianzGI en matière de dette d'infrastructure et permettra aux investisseurs institutionnels d'accéder à l'ensemble de la gamme des secteurs de la dette d'infrastructure, allant de l'infrastructure Core à l'infrastructure Core++/Value-add (par exemple, la technologie énergétique de nouvelle génération). La stratégie AROC vise à compléter l'offre existante d'AllianzGI en matière de dette d'infrastructure, qui comprend Allianz Infrastructure Debt Euro Core Fund et Allianz Resilient Credit (ARC) Euro Fund. Ces deux fonds ont été clôturés au quatrième trimestre 2020, Euro Core Fund ayant levé 745 millions d'euros et ARC Euro Fund 397 millions d'euros.



Matthieu Poisson

## AMUNDI TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

*« Nous sommes très fiers de gérer une des premières sociétés de gestion « verte » en France pour accompagner durablement les collectivités dans leur transition énergétique, avec des partenaires industriels expérimentés. »*

*Matthieu Poisson, Directeur Général d'Amundi Transition Énergétique*

### ADN

Amundi Transition Énergétique (ATE) est un fonds d'investissement dédié aux infrastructures vertes. ATE investit dans des actifs diversifiés de la transition énergétique qui incluent : les infrastructures de production d'énergies renouvelables (éolien, solaire, hydraulique, biogaz...), les infrastructures de distribution et d'efficacité énergétique (réseaux de chaleur, cogénération, stockage et régulation de fréquence...), les infrastructures de consommation (mobilité électrique, rénovation énergétique, compteurs intelligents...).

ATE repose sur la confiance d'une quinzaine d'investisseurs institutionnels, notamment le Groupe Crédit Agricole et la Banque européenne d'investissement. En outre, ATE a une stratégie d'investissement et de détention des actifs sur 25 ans. Nous proposons des programmes d'investissement portant sur toute la durée d'actifs alternatifs et très techniques (réseaux de chaleur, incinérateurs, centrales biogaz...), en misant sur un profil de rendement régulier et prévisible. Grâce à ses partenariats avec des industriels français et étrangers comme Dalkia, Urbasolar, Sonnedix, TTR Energy et Luminus, ATE bénéficie d'un savoir-faire industriel solide et d'une expertise financière des risques liés aux projets énergétiques. Au 31 décembre 2021, avec 427 millions d'euros d'encours sous gestion, plus de 350 actifs sous gestion et plus de 1 800 MW sous gestion, ATE bénéficie d'une capacité d'investissement supérieure à deux milliards d'euros (dette incluse)\*.

### FONDS SOUS GESTION ET PERFORMANCE

Les trois fonds institutionnels d'ATE (fonds fermés) investissent principalement dans des projets autorisés, et avec une majorité d'actifs « greenfield ». Les actifs sont gérés avec nos partenaires industriels, qui entretiennent des relations privilégiées avec les fournisseurs et les experts dans ce domaine. Notre stratégie de long terme (« Buy and Hold ») sur 25 ans cible des actifs physiques et est axée sur le rendement et des distributions régulières.

### ÉQUIPE ET DEALS MARQUANTS

L'équipe d'ATE est composée de dix professionnels expérimentés. ATE bénéficie d'un savoir-faire industriel solide et d'une expertise financière liés aux projets énergétiques et d'une expérience importante dans l'élaboration de structures juridiques innovantes. Ces montages permettent aux parties prenantes de conserver leurs interlocuteurs naturels (sociétés d'exploitation, régies...) ainsi que leur indépendance opérationnelle.

\*Fonds gérés par ATE et financements bancaires associés

### DERNIERS DÉVELOPPEMENTS NOTABLES

En décembre 2020, ATE a conclu trois acquisitions portant sur des portefeuilles éoliens et solaires en France, en Espagne et en Italie, portant la capacité totale installée du portefeuille à 1,7 GW. En effet, ATE et l'industriel Opale Énergies Naturelles ont scellé en décembre 2020 un partenariat, une étape décisive dans la création de la plateforme éolienne « Opale Vesontio », avec l'acquisition d'un premier projet de 27 MW, dont la première mise en service est attendue en 2021. Cette plateforme complète l'acquisition d'un portefeuille de 19 projets éoliens en France d'une puissance totale de 770 MW de la part d'ATE à travers la création du producteur d'électricité indépendant « Hexagon Renewable Energy », en collaboration avec TTR Energy et quatre investisseurs. Ces deux acquisitions réalisées en quelques mois s'ajoutent à l'acquisition par les fonds d'ATE et par Amundi Énergies Vertes d'un portefeuille de centrales solaires en Italie et en Espagne d'une puissance énergétique totale de 250 MW auprès de Sonnedix. Elles démontrent la capacité d'ATE à respecter ses engagements auprès de ses investisseurs, en leur offrant la possibilité de participer à la transition énergétique au travers de projets dont le rendement reste stable sur la durée.



Stanislas Cuny

## AMUNDI PRIVATE EQUITY FUNDS

*“Notre positionnement d’investisseur minoritaire actif est très différenciant, il nous offre un univers d’investissement plus large et des prix d’entrée plus faibles que le marché du LBO majoritaire.”*

Stanislas Cuny, Directeur du Private Equity Direct chez Amundi

### ADN et Stratégie d’investissement

Amundi Private Equity Funds, filiale à 100 % d’Amundi, gère plus de 11 milliards d’euros à fin décembre 2021. Elle offre des solutions d’investissement variées pour les investisseurs professionnels et particuliers : les fonds directs sont dédiés à l’acquisition de participations dans des sociétés non cotées, les fonds de fonds, quant à eux, sont investis dans du private equity, de l’infrastructure ou encore de la dette privée via des programmes externes. Les fonds directs appliquent une stratégie d’investissement minoritaire actif (jusqu’à 49 % du capital de l’entreprise et siège au conseil d’administration) donnant accès aux plus belles PME et ETI françaises et européennes, le plus souvent familiales et entrepreneuriales, dont les dirigeants veulent garder le contrôle. Sur le segment d’entreprises avec un chiffre d’affaires compris entre 20 et 500 millions d’euros, nous accompagnons le développement en apportant une aide à l’internationalisation et en mettant à leur service la puissance financière et le réseau d’affaires du premier gérant d’actifs européen. Amundi Private Equity Funds place l’ESG au cœur de sa stratégie. En effet, s’agissant de la multi-gestion et des souscriptions dans des fonds de capital-investissement, Amundi Private Equity Funds s’engage à recueillir, analyser et encourager la prise en considération de ces critères ESG dans la politique d’investissement des fonds souscrits. Concernant les investissements directs, après le closing, l’équipe ESG d’Amundi établit un suivi individuel des participations pour toute la durée de la détention en portefeuilles. Un plan d’action ESG et un suivi annuel sont mis en place, portant sur les enjeux ESG matériels pour l’entreprise considérée.

### Équipe et deals marquants

Amundi Private Equity Funds compte une trentaine de collaborateurs. Présente sur le marché des fonds de fonds depuis 1998 et sur celui des participations directes depuis 2002, l’équipe a acquis une connaissance particulièrement approfondie du mid-market français et européen du capital-investissement.

### Derniers développements notables

Depuis mars 2021, Amundi Private Equity Funds accompagne le Groupe Cogepart et son fondateur Jérôme Dor dans le déploiement de son plan de développement aussi bien en France qu’à l’international. Créée par Jérôme Dor en 1986, Cogepart est une entreprise de transports de précision, leader français de la logistique du dernier kilomètre à destination des entreprises et des particuliers. Avec 67 agences en France et en Belgique, plus de 2 000 véhicules allant du vélo au poids lourd et 1 700 collaborateurs, l’entreprise réalise un chiffre d’affaires de 120 millions d’euros. Fondé en 2002 par son actuel président, Wifirst est le leader du marché français du Wi-Fi professionnel, avec une forte présence dans les secteurs du logement étudiant, de l’Internet de loisir, des armées et de l’hôtellerie. Détenu et accompagné par le groupe Bolloré depuis 2006, Wifirst a réalisé une croissance moyenne de plus de 30 % sur les dix dernières années, pour atteindre près de 50 M€ de chiffre d’affaires fin 2018. Depuis sa création, environ 100 M€ ont été investis pour la constitution du réseau, propriété de Wifirst. L’équipe dirigeante, présidée par Marc Taieb, a décidé d’initier, avec le soutien d’Amundi Private Equity Funds, Bpifrance et Socadif Capital Investissement, une nouvelle étape de l’histoire de Wifirst avec un projet de développement ambitieux.

Amundi Private Equity Funds et Société Générale Capital Partenaires sont entrées au capital de Vivalto Vie en avril 2020, dans le cadre d’un closing entièrement digitalisé. Vivalto Vie, opérateur d’EHPAD et propriétaire d’une grande majorité des établissements, a été créé en 2015. L’entreprise gère aujourd’hui vingt-six résidences pour un total de 2 202 lits, occupés à près de 95 %. Dix-neuf établissements sont en France, dans les régions Nouvelle Aquitaine, Pays de Loire, Ile-de-France et Normandie et sept EHPAD se trouvent en Espagne, à Valence.



Alain Rauscher

## ANTIN INFRASTRUCTURE PARTNERS

*“L’investissement dans l’infrastructure correspond avant tout à une typologie de risque. Notre objectif est d’investir dans des sociétés avec de fortes protections à la baisse, dotées d’un important potentiel de création de valeur et d’une très bonne équipe de management.”*

### ADN

Entrepreneurial et indépendant : lancé en 2007 par Alain Rauscher et Mark Crosbie, Antin a à ce jour complété cinq levées de fonds auprès d’investisseurs institutionnels de long terme et a investi dans une trentaine de sociétés, représentant plus de 22,7 Mds€ d’actifs sous gestion. L’indépendance et l’investissement significatif de l’équipe dirigeante permettent de garantir l’alignement des intérêts de l’équipe avec les investisseurs du fonds.

### Stratégie d’investissement

Le fonds a pour stratégie de prendre le contrôle majoritaire d’actifs matures répondant à la thèse d’investissement suivante: 1. Infrastructure essentielle, 2. Prévisibilité des cash flows, 3. Fluctuations économiques limitées, et 4. Indexation à l’inflation. Pour Alain Rauscher, « l’investissement dans l’infrastructure correspond avant tout à un mode de management du risque. Les actifs dans lesquels nous investissons doivent être à la fois peu leveragés, dotés d’un important potentiel de développement et d’une très bonne équipe de management. »

### Fonds sous gestion et performance

Antin Infrastructure Partners est l’un des acteurs les plus importants de l’investissement en infrastructure en Europe et en Amérique du Nord avec environ 22,7 Mds€ gérés (+24% en 2021) incluant le co-investissement et 28 investissements réalisés. La rémunération des 200 investisseurs : fonds de pension (40%), compagnies d’assurance (25%), gestionnaires d’actifs (20%) et fonds souverains (15%) - est assurée par un yield annuel et un objectif de TRI d’au moins 15%. Sa marge sur Ebitda est supérieure à 60%.

### Équipe et deals marquants

Basée à Paris, Londres, New York, Luxembourg et Singapour et rassemblant plus de 160 professionnels (dont 21 associés) de 32 nationalités différentes avec des expertises complémentaires, l’équipe suit un processus d’investissement et de gestion des risques rigoureux permettant une gestion très active des sociétés en portefeuille dans le but d’optimiser la création de valeur pour les investisseurs.

### Derniers développements notables

Antin a récemment réalisé l’acquisition de cinq actifs dans son quatrième fonds : Miya (opérateur d’installations d’eau potable et d’eaux usées au Portugal et à l’international), Babilou (réseau de crèches en France et à l’international), Eurofiber (réseau de fibres optiques aux Pays-Bas, en Belgique et en France), Hippocrates (plateforme de pharmacies en Italie) et Origo Energy. Le gérant a également réalisé le closing final de son fonds annexe dédié aux infrastructures mid cap à hauteur de 2,2 milliards d’euros.



Prune des Roches et Guy Auger

## ANDERA INFRA

### ADN

Lancé en 2020 par Andera Partners à travers l'intégration de Zaist Capital Partners, Andera Infra est la 5e activité de la société de gestion, ayant pour objectif de se positionner sur le segment des infrastructures liées à la transition énergétique. Ce lancement s'inscrit dans l'objectif d'Andera Partners de doubler ses fonds sous gestion autour de 4 à 5 milliards d'euros d'ici 2025, et est particulièrement cohérent avec l'engagement ESG de la société, « Andera Partners' Action for Climate & Sustainability », et les objectifs de neutralité carbone du portefeuille.

### Stratégie d'investissement

Les activités d'ANDERA INFRA se concentreront sur le secteur de la transition énergétique et en particulier la production et le stockage d'énergie propre, les solutions de mobilités (électriques et hydrogène) et les centres de données écologiques.

L'intention, l'action, la mesure, le reporting et l'alignement d'intérêt sont les cinq piliers de la stratégie impact de Smart Infra, pionnier dans la mise en place d'un tel engagement environnemental sur des fonds d'infrastructure. L'investissement sera en effet réalisé avec l'intention d'avoir un impact environnemental mesurable, combiné à la recherche de retours financiers. Par ailleurs, l'équipe d'investissement sera très impliquée dans les sociétés du portefeuille pour les aider à améliorer leur impact. Enfin, la rémunération des équipes sera basée non seulement sur la performance financière du fonds mais aussi sur sa performance environnementale, ce qui est très innovant.

### Fonds sous gestion et performance

Andera Infra gèrera un fonds de 200 millions d'euros en cours de levée en opérant dans un segment de marché innovant encore peu couvert par les fonds Infra en raison des tailles d'investissement souvent plus petites (5 à 30 millions d'euros). Un secteur dynamique où l'expertise se doit d'être forte, la performance dépendant directement de la qualité de l'investissement et du suivi opérationnel du projet, davantage que pour le segment des infrastructures conventionnelles.

### Équipe et deals marquants

L'équipe est co-dirigé par Prune des Roches et Guy Auger, qui travaillent ensemble depuis plus de 10 ans exclusivement sur les transactions écologiques. Andera Infra compte d'ores et déjà cinq membres et devrait en compter huit une fois le closing final atteint. La nouvelle équipe d'Andera Partners a amorcé la levée de son premier fonds, avec un premier closing à 84M€. Elle a réalisé plusieurs opérations dont les investissements dans Watt&Co, Lhyfe, Terr-A ou encore Kyotherm.



## LES TABLES RONDES DU MAGAZINE DES AFFAIRES

Un élément clef de la communication professionnelle

M&A et Capital-Investissement  
Infrastructure et transition énergétique  
Restructuration  
Santé et Agroalimentaire



Mathias Burghardt

## ARDIAN INFRASTRUCTURE

*“Nous avons la conviction qu’investir dans les infrastructures est le meilleur moyen de contribuer au développement des économies et à la compétitivité des entreprises.”*

### Stratégie d’investissement

Depuis plus de 17 ans, Ardian investit dans les infrastructures essentielles. Convaincu qu’investir dans les infrastructures est le meilleur moyen de contribuer au développement des économies et à la compétitivité des entreprises, le fonds développe une stratégie d’investissement à long-terme, fondée sur la génération de rendements courants, une protection contre l’inflation et une faible volatilité, majoritairement en brownfield mais aussi en greenfield. L’équipe Ardian Infrastructure travaille en étroite collaboration avec de grandes entreprises industrielles, des services aux collectivités et des entreprises du BTP et bénéficie d’un deal flow propriétaire grâce à son excellente visibilité.

### Fonds sous gestion et performance

Avec 20Mds\$ d’actifs sous gestion, Ardian est devenu l’un des premiers gérants de fonds au monde dans les infrastructures et le premier gérant européen, ce qui illustre la confiance des investisseurs dans les performances de l’équipe, qui rémunère ses investisseurs à travers du yield et du TRI. La base d’investisseurs marie des grandes caisses de retraites, assureurs et divers investisseurs directs des marchés nord-américain, asiatique et européen. Depuis le lancement de l’activité infrastructure, plus de c. 6 Mds\$ de co-investissements ont également été réalisés avec les investisseurs. Au cours des dernières années, Ardian a levé deux fonds qui sont en cours d’investissement : Ardian Americas Infrastructure Fund IV finalisé en mai 2018 à 800 M\$ et Ardian Infrastructure Fund V levé en à peine six mois et finalisé en mars 2019 à 6,1 Mds€. En octobre 2021, Ardian et Five T ont annoncé la création d’Hy24, la plus grande plateforme d’investissement au monde dédiée aux infrastructures d’hydrogène bas-carbone. Ce fonds de 1.5Md€ compte sur le soutien de grands industriels tels que Air Liquide, TotalEnergies, VINCI, Plug Power Chart Industries et Baker Hughes et de grands investisseurs institutionnels tels que AXA, CCR, Crédit Agricole Assurances et JBIC.

### Équipe et deals marquants

L’équipe, composée d’une soixantaine de professionnels, a réalisé plus de 55 investissements depuis 2005. Ardian a signé deux accords en octobre 2021 avec l’objectif de renforcer sa présence dans les infrastructures télécoms. Le premier concerne l’achat d’Adamo, dont le réseau de fibres (FTTH) couvre plus de 1.8M de foyers en Espagne en zone rural. Ce deal renforce l’intérêt d’Ardian pour l’Espagne en tant que marché stratégique. Ardian soutiendra l’équipe de direction d’Adamo pour développer son projet d’envergure, axé sur les zones rurales dont la couverture internet est faible. Le deuxième désigne l’accord avec Siminn en vue d’acquérir Mila, le premier acteur d’Islande dans les infrastructures de télécommunications. Ardian permettra à Mila de devenir un fournisseur de services de télécommunication totalement indépendant bénéficiant d’un réseau de premier plan, en priorisant l’accélération du déploiement de la 5G et de la fibre optique dans les zones rurales.



Isabelle Scemama

## AXA IM ALTS

### ADN et Stratégie d’investissement

AXA IM Alts, l’unité opérationnelle dédiée à la gestion d’actifs alternatifs d’AXA Investment Managers (AXA IM), gère plus de 10 milliards d’euros d’actifs d’infrastructure au 31 décembre 2020. AXA IM fait partie du groupe AXA qui compte parmi les leaders mondiaux de la protection financière et de la gestion d’actifs. Grâce à la réputation et à la taille du groupe AXA, AXA IM Alts est reconnue pour sa capacité à trouver et à exécuter des transactions de taille importante à travers différents secteurs, dont principalement le transport, les services publics/l’énergie et le numérique.

L’activité infrastructure d’AXA IM Alts comprend les investissements en fonds propres et en dettes, dans le cadre d’une approche de l’investissement à 360 degrés. Cette activité est menée par deux équipes spécialistes et complémentaires : Infrastructure Equity et Infrastructure Debt, qui forment une plateforme investissant principalement dans des actifs d’infrastructure essentiels de type « Core » et « Core Plus » en Europe, et qui ont pour but de constituer des portefeuilles d’infrastructure solides et de grande qualité.

### Fonds sous gestion et performance

Afin de répondre aux besoins des investisseurs en matière de diversification et de production de revenus, AXA IM Alts a commencé à investir dans la dette senior dans les secteurs de l’infrastructure et de l’énergie en 2013, par suite d’un engagement du groupe AXA.

➔ Au quatrième trimestre 2016, AXA IM Alts a ouvert sa stratégie de dette infrastructure aux investisseurs tiers en lançant European Infra Senior I, son premier fonds paneuropéen de dette infrastructure, axé sur les prêts à taux fixe. Lors du quatrième trimestre 2018, AXA IM Alts a lancé European Infra Senior II, un fonds axé sur les prêts à taux variable, portant l’AUM total de l’équipe Infrastructure Debt à 7,7 milliards d’euros à fin 2020 et soutenant la position d’AXA IM Alts en tant que numéro 1 mondial en levée de fonds de dette infrastructure.

➔ En 2018, en réponse aux attentes de ses clients et aux nouvelles opportunités du marché, AXA IM Alts a renforcé ses investissements dans les actifs réels, en lançant la plateforme Infrastructure Equity, dont les AUM totaux dépassent désormais 2,7 milliards d’euros.

### Équipe et deals marquants

Les équipes Infrastructure Debt et Infrastructure Equity d’AXA IM Alts gèrent respectivement des portefeuilles diversifiés.

L’équipe Infrastructure Debt possède une solide expérience dans l’exécution et le suivi de financement des infrastructures. Cette équipe est dirigée par Bertrand Loubières et gère un portefeuille de plus de 91 investissements à travers 17 pays européens et plusieurs secteurs, dont principalement les services publics, les énergies renouvelables et les télécommunications.

L’équipe Infrastructure Equity s’appuie sur l’expertise de chacun de ses membres, spécialisés en ingénierie, finance, droit et gestion. Cette équipe est dirigée par Mark Gilligan et gère un portefeuille de 9 actifs dans les secteurs des transports, du numérique et des services publics.

➔ En 2020, AXA a réalisé son premier investissement majeur dans le secteur du renouvelable avec l’acquisition de 20% des parts du groupe espagnol ACCIONA Energía Internacional auprès de KKR.



Antoine Troesch

## BANQUE DES TERRITOIRES (CDC)

*“Notre responsabilité aujourd’hui encore plus qu’hier, est d’accompagner les grandes évolutions de notre pays, au bénéfice de tous, partout et sur tous les territoires.” Olivier Sichel – Directeur de la Banque des Territoires*  
Olivier Sichel – Directeur de la Banque des Territoires

### ADN

Créée en 2018, la Banque des Territoires est un des cinq métiers de la Caisse des Dépôts. Elle rassemble dans une même structure les expertises internes à destination des territoires. Porte d’entrée client unique, elle propose des solutions sur mesure de conseil et de financement en prêts et en investissement pour répondre aux besoins des collectivités locales, des organismes de logement social, des entreprises publiques locales et des professions juridiques. Elle s’adresse à tous les territoires, depuis les zones rurales jusqu’aux métropoles, avec l’ambition de lutter contre les inégalités sociales et les fractures territoriales. Avec 35 implantations en région, la Banque des Territoires est au plus proche ses clients pour construire avec eux des territoires plus inclusifs, plus attractifs, plus durables et plus connectés.

### Stratégie d’investissement

La Banque des Territoires soutient l’émergence de projets ayant un fort effet de levier sociétal et qui permettent de concilier développement économique, qualité de vie et préservation du patrimoine naturel et culturel. Partenaire de confiance et de long terme, la Banque des Territoires fédère les savoir-faire et capacités d’intervention de l’établissement public Caisse des Dépôts, de CDC Habitat et de la SCET. Elle propose la plus large gamme d’offres et de services autour de trois métiers : conseiller, financer et opérer. Elle privilégie la création de valeur « plurielle » - financière et sociétale -, évalue son action, et en rend compte publiquement.

### Deals marquants

S’agissant des infrastructures de transport, on peut mentionner comme opérations récentes (2019-2020) :

- aux côtés de la région Auvergne-Rhône-Alpes, d’Engie, Michelin et Crédit Agricole, investissement dans le projet « Zero Emission Valley » de création d’un réseau régional de stations-service hydrogène ;
- aux côtés d’ADP et SNCF Réseau, investissement dans la concession du gestionnaire d’infrastructure CDG Express ;
- refinancement de la dette projet de la société concessionnaire de la LGV Tours-Bordeaux, plus gros refinancement de dette projet en Europe (2,1 Md€) et première émission d’un « green project bond » en Europe
- acquisition auprès de la Région Sud et de la Métropole de Nice-Côte d’Azur d’une participation de 8% au capital d’Aéroports de la Côte d’Azur
- aux côtés de Transdev pour la délégation de service public de Durance Lubéron Verdon Agglomération
- aux côtés de la CCI 56, la SEM XSea, Cipago, la SEM 56 Énergies la Sellor et 3 banques pour la délégation de service public du port de Lorient,
- aux côtés de la Compagnie du Mont-Blanc pour la délégation de service public du tramway du Mont-Blanc
- aux côtés du syndicat mixte ouvert et de CNFR Transport, la SEMOp du port de Colmar-Neuf Brisach

### Derniers développements notables

→ En 2020, la Banque des Territoires a investi 1,7 Md€ en fonds propres, dont 1,197 Md€ issu du plan de Relance: investissements dans des projets favorisant le développement des territoires et apportant une réponse aux besoins de leurs habitants, dans les domaines de l’énergie, de l’immobilier, de la mobilité, des infrastructures numériques et des données, notamment. Elle mobilise par ailleurs les fonds du Programme d’investissement d’avenir pour un encours cumulé de 8,2Md€ à fin 2020 et les fonds du programme d’investissement dans les compétences pour un encours cumulé de 212 M€ à fin 2020.



Daniel Thébert

## CNP ASSURANCES

### Equipe/ADN

Daniel Thébert est responsable des investissements en immobilier, infrastructure et forêts chez CNP Assurances. L’équipe couvre tant la dette que l’equity non coté pour un encours total de plus de 26 Md€ à fin 2020 en valeur de marché. CNP Assurances investit près de 5,1% en immobilier equity, 1,3% de son portefeuille en infrastructure equity, et 1,2% en dettes infrastructure et immobilier.

Si ce montant reste limité en montant, les investissements verts ont plus que triplé en 5 ans pour atteindre plusieurs milliards et les ambitions dans ce domaine sont encore élevées. L’objectif de doublement des encours en investissements verts (forêts durables, green bonds, immeubles à haute performance énergétique et infrastructures vertes) les portera à 20 Md€ d’ici fin 2023. A fin 2020, le stock des investissements verts est de 17,2 Md€ contre 14,4 Md€ fin 2019 pour toutes les classes d’actifs. L’immobilier, les forêts et les infrastructures en equity et en dette représentent près de 60% de ce stock,

### Stratégie d’investissement

Investisseur responsable, CNP Assurances joue un rôle important dans la lutte contre le réchauffement climatique et confirme son ambition d’entraîner les autres secteurs. En avance sur ses engagements en faveur de la transition énergétique et écologique (TEE), le Groupe a hissé la barre fin 2020 en atteignant atteint 10,1 Mds€ de nouveaux investissements verts, dépassant son objectif annoncé de 5 Mds€ avec deux ans d’avance.

CNP Assurances gère près de 5 Mds€ dans l’infrastructure en dette et en equity, ce qui en fait un des principaux investisseurs du marché français. Il intervient, soit via des investissements directs (co-investissements en particulier), soit en prenant des tickets dans des fonds d’investissements Brownfields et Greenfield.

### Opérations et derniers développements notables

CNP Assurances s’est remis à investir massivement dans l’immobilier et l’infrastructure à partir de 2010. L’exposition des investissements en equity infrastructure s’est fortement développée en 2020 avec près de 900 M€ avec trois co-investissements (transports, énergie, cliniques privées en France, PPP en Espagne) et 4 nouveaux fonds discrétionnaires dans la production d’énergie renouvelable, les transports, les Télécoms et les infrastructures sociales. En fonds de dettes non cotées en infrastructure, le montant engagé en 2020 s’élève à s’élève à 500 M€.



Renaud de Matharel

## CUBE INFRASTRUCTURE

*“Si l’infrastructure est à juste titre perçue comme un actif réel, la capacité de génération de rendement récurrente dépend de la qualité du service rendu aux usagers de la communauté locale par cette infrastructure.”*

### ADN et Stratégie d’investissement

Lancée en 2007, Cube Infrastructure Managers (Cube) est une société d’investissement indépendante, spécialisée dans les domaines infrastructures brownfield en Europe, et spécialisée sur le marché mid-cap. Grâce à une stratégie « Buy & Grow », Cube offre à ses investisseurs un profil rendement/risque attractif, une génération de yield récurrente, et une création de valeur issue de la gestion active de ses investissements. Cube se positionne sur les marchés d’infrastructures essentielles aux collectivités locales, aux particuliers et aux entreprises, dont notamment : les infrastructures de communication, les transports publics et la transition énergétique. La dimension ESG fait partie des fondements de son modèle d’investissement et de ses engagements : les secteurs sur lesquels le fonds se concentre contribuent à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone et procurent des avantages sociaux aux communautés locales qu’il accompagne.

### Fonds sous gestion et performance

Depuis la création de Cube, l’équipe a investi dans plus de 36 actifs, et réalisé 14 sorties. Avec une diversification géographique et sectorielle attractive, soutenue par la stratégie « Buy & Grow », le premier fond, qui a réalisé l’ensemble de ses actifs, affiche une très belle performance financière, avec un multiple net sur capital investi de 1,9x à fin décembre 2021. Cube a levé plus de 3,9 Md€ au travers ses différents fonds sous gestion :

- Cube Infrastructure Fund (Cube I) – ce fonds a permis de réaliser un multiple net de 1,9x.
- Cube Infrastructure Fund II (Cube II) – compte un portefeuille de 10 actifs : sa diversification géographique et sectorielle a permis au fonds de montrer une très bonne résilience à la crise covid.
- Cube Infrastructure Fund III (Cube III) – en cours de levée : 1,2 milliard d’euros levés à ce jour. Le portefeuille compte quatre « seed assets ».
- Connecting Europe Broadband Fund (CEBF) – ce fonds sectoriel pan-européen est dédié à des projets greenfield dans le domaine des télécoms et dont le closing final atteint 555 millions d’euros.
- Cube vise également le lancement en 2022 d’un deuxième fonds greenfield avec un focus sur la « transition énergétique 2.0 » – Cube Zero Carbo Fund.

### Équipe et deals marquants

L’équipe regroupe aujourd’hui plus de 55 professionnels de plus de 17 nationalités différentes et possède une forte expérience dans les domaines des infrastructures et de la finance. Les quatre Managing Partners bénéficient notamment d’une solide expérience opérationnelle dans le développement, le financement et l’exploitation d’infrastructures.

### Derniers développements notables

Cube Infrastructure Fund III a connu sa première clôture en septembre 2021, atteignant 1 milliard d’euros et a fait ses premiers investissements notamment dans le secteur d’hydro en Norvège et en EV charging infrastructure en France. Le Fonds pour l’interconnexion en Europe pour le haut débit (CEBF) a connu sa clôture finale en juin 2021, atteignant 555 millions d’euros d’engagements. Le CEBF est une première du genre, entièrement dédiée aux infrastructures à haut débit en Europe, semée par de grandes institutions publiques européennes et des actionnaires privés.

## CRÉDIT AGRICOLE ASSURANCES



### ADN / Stratégie d’investissement

Crédit Agricole Assurances est l’un des plus importants investisseurs institutionnels dans l’infrastructure en France et en Europe. Le groupe, qui cible notamment des projets dans les infrastructures essentielles telles que l’énergie, les transports, et les télécoms, s’est également engagé dans une stratégie de financement de l’économie bas-carbone, notamment au travers de partenariats avec Engie, Total-Quadran, EF Solare et Eurowatt. Le groupe finance aujourd’hui en fonds propres l’équivalent de près de 6 GW de capacité renouvelable en Europe (base 100%). En France, il est le premier investisseur institutionnel du secteur en termes de capacité installée financée. Le 26 octobre 2021, en annonçant son adhésion à la Net Zéro Asset Owner Alliance et aux principes pour une assurance durable (PSI), Crédit Agricole Assurances a confirmé son engagement en faveur de la lutte contre le dérèglement climatique et d’une économie bas carbone, en lien avec le Projet sociétal du groupe Crédit Agricole. Crédit Agricole Assurances s’engage ainsi à doubler ses investissements dans les énergies renouvelables pour permettre, en 2025, d’atteindre une capacité installée de 11 GW, soit la consommation moyenne en énergie de 4 millions de foyers français par an.

### Fonds sous gestion et performance

Les encours investis en infrastructure approchent les 10 milliards d’euros (soit un doublement des encours depuis 2018). Le portefeuille d’investissements infrastructure en direct du groupe compte environ une vingtaine de lignes, avec une diversification grandissante tant en termes de secteurs (énergies renouvelables, transport et mobilité, infrastructures de gaz, logistique pétrolière, efficacité énergétique et télécoms); que de géographies. Ainsi, la part du portefeuille en direct hors France représente aujourd’hui 50% des encours contre seulement 20% il y a trois ans.

### Équipe

Emmenée par Magali Chessé, l’équipe d’investissement dans l’infrastructure est une des plus actives sur le marché français. Elle compte cinq professionnels.

### Deals marquants

Crédit Agricole Assurances réalise plus de 2 milliards d’investissements par an déployés en France et en Europe, avec notamment des transactions dans les télécoms (towerco italienne INWIT, plate-forme fibre Vauban-Axione en France, plateforme paneuropéenne de datacenters Data4), les énergies renouvelables (portefeuille hydroélectrique au Portugal, poursuite des investissements avec Engie dans le renouvelable en France et Italie) ainsi que dans le transport ferroviaire (European Locomotive Leasing, leader européen de la location de locomotives électriques). Le 1er février 2022, Crédit Agricole Assurances a signé un accord avec Generali pour la cession de La Médicale, suite à l’annonce d’entrée en négociation exclusive en vue de l’acquisition de La Médicale, filiale d’assurance des professionnels de santé de Crédit Agricole Assurances, le 24 novembre 2021. Cette cession pour un montant de 435 M€, soumis à des ajustements de prix au moment de la cession, est prévue courant 2022. L’impact positif sur le résultat net part du Groupe de Crédit Agricole Assurances au moment de la cession sera de plus de 100 millions d’euros. La réalisation de cette transaction reste soumise à l’obtention des autorisations des autorités réglementaires et de la concurrence compétentes. En 2021, Crédit Agricole Assurances soutient le développement des énergies renouvelables en Italie en devenant le partenaire financier d’Edison avec l’acquisition de 49 % de la plate-forme Edison Renewables et contribuera à porter sa capacité installée à 4 GW pour l’éolien et le photovoltaïque d’ici 2030. De plus, Crédit Agricole Assurances annonce l’acquisition d’Eolia Renovables, en partenariat avec ENGIE, de l’un des plus grands producteurs indépendants d’énergie renouvelable en Espagne portant sur la propriété et l’exploitation de 899 MW d’actifs opérationnels (821 MW d’éolien terrestre et 78 MW de solaire photovoltaïque) et d’un portefeuille de 1,2 GW de projets renouvelables.



Thomas Vieillescazes

## DIF

### ADN et Stratégie d'investissement

Lancé en 2005 par trois entrepreneurs néerlandais Maarten Koopman, Menno Witteveen et Wim Blaasse, DIF a su se développer de manière indépendante sur les segments primaires et secondaires des Infrastructures de type PPP/PFI, et, dès 2007, a été également pionnier de l'investissement dans les actifs de type Énergies Renouvelables (essentiellement en éolien et solaire photovoltaïque). Au total, DIF a depuis sa création investi dans plus de 200 projets d'infrastructure à travers le monde, représentant une valeur totale d'actifs de plus de 30 milliards d'euros. Afin de constituer un portefeuille d'actifs à la fois riche et diversifié, DIF conjugue investissements en greenfield et brownfield et propose dès lors un profil de risque maîtrisé ainsi que des cash-flow stables sur le long terme à ses investisseurs.

### Fonds sous gestion et performance

DIF possède 8,5 Mds€ sous gestion à travers 9 générations de véhicules. DIF déploie actuellement les fonds DIF VI (doté de 3 Mds€), dont le closing a eu lieu en 2020, poursuivant la stratégie historique de DIF axée sur les projets à contrepartie public et sur les actifs régulés, et ses fonds DIF CIF I & II, deux générations de plateforme de Core Infrastructure ciblant les secteurs de l'énergie, des télécoms, des transports et infrastructures essentielles. Le second millésime, lancé en 2019, a déjà levé 450 millions d'euros pour un hard cap fixé à 1,1 milliard d'euros.

En octobre 2020, DIF a lancé son premier fonds de dette infrastructure ciblant un hard cap 1,1 milliard d'euros porteur d'une stratégie d'un double fonds composé de 750 millions d'euros de dette senior (INGRID) et 350 millions d'euros de dette junior (ERIC). Les deux fonds auront une orientation paneuropéenne, ce qui inclut une exposition au Royaume-Uni et aux pays nordiques. INGRID a une durée de vie de 30 ans et peut investir dans des actifs notés BB+, mais aura en moyenne un portefeuille de qualité "investment grade" et fournira de la dette à la fois sur 20 ans et plus et sur des tranches à plus court terme. Quant à ERIC, un fonds à 10 ans, il vise un taux de rendement interne brut de 6 à 7 % et peut investir jusqu'à 20 % sur les marchés de l'OCDE en dehors de l'Europe. Il investira dans des projets notés BB jusqu'à B- mais pourrait également inclure une partie de la dette senior.

### Équipe et deals marquants

DIF est aujourd'hui un des leaders mondiaux de l'investissement en infrastructures grâce à son équipe de plus de 160 professionnels, basés dans neuf bureaux localisés à Schiphol-Amsterdam, Paris, Francfort, Londres, Luxembourg, Madrid, Sydney, Toronto et Santiago. Pilotée par Thomas Vieillescazes, l'équipe française a investi dans des infrastructures aussi variées que le Tribunal de Grande Instance de Paris, l'Université Toulouse le Mirail, les autoroutes A150 et A63, des établissements pénitenciers ou le développement de la fibre en Drôme - Ardèche, mais aussi dans de nombreux parcs éoliens et photovoltaïques.

### Derniers développements notables

En avril 2020, DIF Core Infrastructure Fund II a réalisé son premier investissement majoritaire dans le canadien Valley Fiber, une entreprise spécialisée dans le développement, la construction et l'opération de réseaux de fibre optique. Au cours de l'année, le fonds a également fait l'acquisition de l'opérateur de fibre optique IELO en France et pris une participation de 49 % dans Touax Rail, une société de location de fret ferroviaire de premier plan en Europe.



Pierre Benoist d'Anthenay

## EDF INVEST

### ADN et Stratégie d'investissement

EDF Invest est le fonds qui gère la partie non cotée du portefeuille d'actifs dédiés du Groupe EDF. Ces actifs sont destinés à couvrir les dépenses futures de démantèlement des centrales nucléaires en France. EDF Invest gère directement et indirectement environ 8,5 Mds€ investis fin 2021 et vise un portefeuille de 10 à 12 Mds€ dans les prochaines années. La mission d'EDF Invest est d'investir, en France comme à l'étranger, dans des actifs non cotés offrant un certain niveau de sécurité et de visibilité sur le long terme.

EDF Invest cible trois classes d'actifs résilients : Les infrastructures, L'immobilier, Les fonds d'investissement

### Stratégie d'investissement

- Un horizon d'investissement à long terme,
- Des prises de participations minoritaires directes avec une gouvernance adaptée,
- Un objectif de diversification du portefeuille,
- Une logique de capitalisation sur le réseau et les ressources d'EDF,
- Une zone géographique centrée principalement sur l'OCDE,
- Une approche partenariale.

### Fonds sous gestion et performance

L'objectif d'EDF Invest est de gérer à terme environ 30% du fonds de démantèlement nucléaire, soit entre 10 et 12 Mds€.

### Équipe et deals marquants

L'équipe d'EDF Invest, dirigée par Pierre Benoist d'Anthenay, est composée de professionnels de l'investissement. Une large partie des investissements d'EDF Invest se font dans les infrastructures et incluent notamment :

- Orange Concession (service développement de la fibre sur tout le territoire Français de l'opérateur téléphonique et internet)
- Energy Asset Group (société de compteurs intelligents et services énergétiques au Royaume-Uni)
- Teréga (l'opérateur de transport et de stockage de gaz du Sud-ouest de la France),
- Porterbrook (l'une des trois principales sociétés de location de matériel ferroviaire roulant au Royaume-Uni),
- Madrileña Red de Gas (l'opérateur du principal réseau de distribution de gaz dans la région de Madrid),
- Géosel (la société de stockage stratégique d'hydrocarbures basée à Manosque en France),
- Thyssengas (le 3e réseau de transport de gaz en Allemagne),
- Des portefeuilles variés d'énergies renouvelables (éolien, solaire, hydraulique), en Europe (UK, Portugal) & à l'international (Etats-Unis, Canada, Asie)
- Q-Park (un des opérateurs les plus importants sur le marché du stationnement européen)

### Derniers développements notables

Au premier trimestre 2021, EDF Invest a signé un accord portant sur une participation dans des réseaux de fibre optique en France en partenariat avec Orange. EDF Invest acquiert fin juin une participation dans WestendCarree à Francfort aux côtés d'Ardian mais aussi le siège du Conseil Régional d'Ile-de-France à Saint-Ouen aux côtés de Primonial REIM France et Samsung SRA en mi-octobre 2021. Enfin, EDF Invest crée un partenariat avec Norlys (fibre optique au Danemark) en signant une prise de participation dans la filiale fibre du Groupe danois aux côtés de PGGM en mars 2022.



Vincent Levita

## INFRAVIA CAPITAL PARTNERS

*“Notre savoir-faire, c’est de trouver des sociétés solides, de mettre sous contrôle leur business plan et de financer leur développement pour en faire des plateformes industrielles majeures.”*

### ADN

Fondé en 2008 par Vincent Levita avec l’appui du groupe mutualiste OFI (Macif et Matmut), InfraVia est aujourd’hui indépendant et assoit son identité sur le financement de projets, la gestion du risque et le développement : “Notre savoir-faire, c’est de trouver des sociétés solides, de mettre sous contrôle leur business plan et de financer leur développement pour en faire des plateformes industrielles majeures” (Vincent Levita).

### Stratégie d'investissement

Le fonds a pour stratégie de prendre le contrôle majoritaire d’actifs réels de taille moyenne sur des secteurs en croissance disposant généralement d’une base d’actifs solide et rentable, afin de financer leur développement organique par investissement industriel et leur développement externe par acquisition. Son focus géographique est l’Europe Occidentale et ses secteurs de référence les transports, l’énergie, les télécoms et les infrastructures sociales.

### Fonds sous gestion et performance

InfraVia gère désormais 10 Md€ à travers 6 fonds. Les trois premiers véhicules lancés en 2008, 2012 et 2016 sont totalement déployés à travers 28 investissements. Le quatrième fonds InfraVia European Fund IV a atteint 2Md€ en 2018 avec un tour de table d’investisseurs privés en Europe, Asie, Amérique du Nord et Moyen Orient. Leur rémunération s’effectue à travers un yield de 6/7 % net pour un objectif de TRI net de 10-12%. Avec la clôture d’InfraVia European Fund V, InfraVia a multiplié la taille de son fonds par 2,5 par rapport au vintage 2018. L’équipe dépasse désormais la barre symbolique de 10 milliards d’euros d’engagements en capital.

**Possibilité de co-investissement ?** Oui. **Risque trafic ?** Oui.

### Équipe et deals marquants

Dirigée par son Président Vincent Levita, l’équipe rassemble 50 personnes dont 11 associés, après une forte croissance dans les derniers mois.

Exemples d’opérations emblématiques : la JV avec le groupe Iliad pour développer le Très Haut Débit en France (IFT), l’opérateur télécom de fibre BtoB en France (Céleste), le plus gros hôpital privé en Irlande (Mater), l’aéroport de Venise (Save), la plateforme paneuropéenne de stockage de produits pétroliers (Alkion), les investissements dans les datacentres au Luxembourg (Etix), au UK (NGD) et en Suisse (Green), la société de production et de développement Solaire en France (Reden Solar), ou encore les opérations PPP du Stade Vélodrome et de la Seine Musicale sur l’île Seguin.

### Derniers développements notables

Le fonds s’est illustré récemment en clôturant son premier investissement - Grandir, un opérateur leader dans le domaine de la garde d’enfants en septembre 2021 mais aussi en réalisant deux autres investissements dans les infrastructures de communication, (via une coentreprise avec Liberty Global) pour développer le FTTH dans les zones rurales allemandes en décembre. Un troisième investissement en Irlande, Fibre Networks Ireland devrait être clôturé au deuxième trimestre 2022



Guillaume d'Engremont

## INTERMEDIATE CAPITAL GROUP

*“Nous cibons le segment mid-market en nous appuyant sur 3 atouts distinctifs : notre flexibilité de structuration (minoritaire ou majoritaire, fonds propres et/ou mezzanine), notre compréhension fine du monde industriel dont nous sommes issus, et enfin le réseau pan-européen que nous offre la plateforme ICG.”*

### ADN

Intermediate Capital Group (ICG), coté à Londres et membre du FTSE 100, a lancé en 2018 une nouvelle activité dédiée à l’investissement dans le secteur des infrastructures en Europe. ICG investit au travers de son fonds ICG Infrastructure Equity 1 (ICG Infra) d’1,5 Md€, très largement sursouscrit.

### Stratégie d'investissement

ICG Infra cible les actifs d’infrastructures en Europe incluant les secteurs de l’énergie, des transports, des télécommunications, de l’environnement et des infrastructures sociales et de santé.

Le positionnement d’ICG Infra est majoritaire comme minoritaire avec la possibilité d’investir en fonds propres ou quasi-fonds propres (mezzanine, preferred equity, etc.) afin d’assurer le meilleur couple rendement/risque.

L’équipe privilégie les approches partenariales avec des industriels ou des groupes familiaux. Elle cible le segment du mid-market à travers des opérations allant de 200M€ à 1Md€+ en valeur d’entreprise.

ICG Infra poursuit une approche durable de l’investissement dans les infrastructures avec des exclusions fortes (charbon, pétrole ou nucléaire par exemple). Le fonds relève de l’article 8 du règlement européen SFDR. ICG est par ailleurs signataire des Principes pour l’Investissement Responsable des Nations Unies (UN-PRI) depuis 2013, membre du réseau Global Impact Investment Network (GIIN), et s’est engagé à atteindre la neutralité carbone à horizon 2040 dans le cadre de l’initiative Science Based Targets (SBTi).

### Équipe et deals marquants

L’équipe d’ICG Infra est dirigée par Guillaume d’Engremont et constituée d’une dizaine d’investisseurs travaillant ensemble depuis de nombreuses années et s’appuyant sur la plateforme ICG (plus de 500 professionnels). Ayant son centre à Paris, l’équipe est paneuropéenne et s’appuie sur les différents bureaux d’ICG à travers l’Europe.

Avant de rejoindre ICG, Guillaume d’Engremont dirigeait EDF Invest, qu’il a fondée en 2013 et qui assure la gestion des investissements en infrastructures et immobilier du groupe EDF. Entre 2013 et 2018, il y a construit et géré avec son équipe un portefeuille d’investissement de 5,4Md€ (fonds propres) - dont 80% investis dans des infrastructures en Europe de l’Ouest.

### Derniers développements notables

L’équipe a réalisé un 5ème investissement en 2021, portant le taux de déploiement du fonds à près de 40% : Akuo (producteur indépendant français d’énergies renouvelables ayant une présence internationale).

Cette opération illustre la stratégie d’investissement d’ICG Infra : l’accent sur les opportunités mid-market, avec une approche flexible sur la structuration du capital et la capacité à s’associer avec des entrepreneurs et des groupes industriels.



Michael Dedieu

## MARGUERITE

*“Marguerite est un acteur de choix pour le financement d’infrastructures dans les secteurs du transport, de l’énergie, des énergies renouvelables et des télécommunications en Europe.”*

### ADN / Stratégie d’investissement

Créée en 2010, Marguerite est une société de gestion luxembourgeoise indépendante. Elle est spécialisée dans les investissements en infrastructures à forte intensité en capital en Europe. Marguerite réalise des investissements dans des projets d’infrastructures principalement greenfield avec des partenaires stratégiques et financiers. Ses secteurs de prédilection sont les transports, l’énergie, les EnR et les télécommunications. Le fonds investit exclusivement dans les 27 pays de l’Union Européenne et ceux en phase de pré-adhésion.

### Fonds sous gestion et performance

Le premier fonds, Marguerite I, était doté de 710 M € (avec le soutien financier de la Commission Européenne, de la BEI et de 5 banques et institutions nationales de promotion économique y compris la CDC). Marguerite a lancé fin 2017 son deuxième fonds, Marguerite II. Le closing final de ce nouveau véhicule a eu lieu en décembre 2018 et engage 745 M € répartis notamment entre la BEI (200M € dont 100 M € du FEIS), 5 institutions de promotion économique (BGK, CDC, Cassa Depositi e Prestiti, KFW et Instituto de Crédito Oficial à hauteur de 100M € chacun) et 40 M € provenant d’investisseurs institutionnels privés.

### Équipe et deals marquants

Marguerite compte une vingtaine de professionnels dirigés par Nicolás Merigó (Managing Partner et CEO) et ancien PDG de Santander Infrastructure Capital. Les trois autres Managing Partners sont David Harrison, Michael Dedieu et William Pierson.

À ce jour, l’équipe a réalisé 33 investissements dans 13 pays différents de l’UE et un pays en pré-adhésion (Serbie).

### Derniers développements notables

Deals et avancement des projets :

Marguerite a signé un accord de coopération à long terme et un accord-cadre sur les investissements avec la société espagnole Recursos de la Biomasa S.L. (Rebi) en vue de l’accompagner dans le développement d’un portefeuille de projets de chauffage urbain alimenté par des matières premières renouvelables. Ces projets sont situés dans plusieurs communes d’Espagne. Signature d’un accord pour l’acquisition par Marguerite II de 100% de Conapto AB auprès de Segulah Fund V. Conapto est basé à Stockholm et est un opérateur indépendant de premier plan de data centers.

Cession par Marguerite de trois participations à Altitude Infrastructure THD :

- ➔ 37% dans Rosace (Alsace)
- ➔ 22% dans Losange (Grand-Est)
- ➔ 25% dans Fibre 31 (Haute-Garonne). Le portefeuille des 3 réseaux porte à environ 1,7 million le nombre de connexions en fibre optique déployées pour les ménages, institutions publiques et sociétés.

Tour de table de 40 millions d’euros emmené par Marguerite pour ZE Energy, avec le Groupe Sorégies et les actionnaires historiques Demeter, HTGF, EverWatt et Ze Way Invest. Basée en France, Ze Energy est un producteur d’énergie indépendant intégré qui développe et exploite des centrales solaires hybrides (photovoltaïque et stockage).



Thierry Déau

## MERIDIAM

*“Nous agissons au quotidien pour améliorer la qualité de vie des populations, soutenir les communautés et protéger la planète pour les générations futures. En apportant des réponses aux défis les plus urgents du monde. En prenant aujourd’hui des décisions qui sont viables et pertinentes à long terme.”*

### Stratégie d’investissement

Spécialiste du greenfield, Meridiam investit dans des projets à impact positif en matière économique, social et environnemental, à la fois en Europe, en Afrique et aux États-Unis. Tous ses investissements sont évalués à l’aide de 3 outils d’analyse d’impact : sa méthodologie propre de contribution aux Objectifs de développement Durable de l’ONU ; une méthodologie mesurant l’alignement des infrastructures à la trajectoire 2°C et les risques climatiques associés, développé avec Carbone 4, l’AFD, la Banque Postale ; un bilan carbone pour évaluer la quantité d’émissions évitées Sa stratégie en matière d’impact vise à fournir des infrastructures résilientes et développer des villes durables, accélérer la transition énergétique, éviter et réduire les émissions de gaz à effet de serre, promouvoir de bonnes conditions de travail, l’inclusion, la diversité et l’égalité des sexes et protéger la biodiversité.

### Fonds sous gestion et performance

Meridiam gère actuellement plus de 18 milliards de dollars d’actifs, et plus de 100 projets à travers le monde. La société compte parmi ses LPs à la fois des caisses de retraites comme PPF, CalSTRS ou MainePers, des compagnies d’assurance comme la CNP ou Allianz et des Banques de Développement (Banque Européenne d’Investissement, Banque Européenne de Reconstruction et Développement et Banque de Développement du Japon). Meridiam se positionne sur une gestion de portefeuille sur le long-terme et non de recherche de plus-values de cession par des sorties en secondaire. Il réalise des co-investissements ainsi que des services d’intermédiation sur certains projets Brownfield ou greenfield en fonction des opportunités.

### Équipe et deals marquants

Constitué de 350 collaborateurs répartis entre Paris, New-York, Toronto, Istanbul, Luxembourg, Dakar, Addis Ababa, Vienne, Amman, Libreville et Johannesburg, Meridiam rassemble 31 nationalités.

➔ Opérations marquantes : Tunnel du port de Miami, tribunal de Long Beach en Californie, port de Boulogne Calais, port minéralier d’Owendo au Gabon, 18 usines de biométhane en Europe, Ecoles au Pays de Galles et en Finlande pour plus de 4000 étudiants, acquisition de SUEZ.

### Derniers développements notables

➔ Meridiam a levé au cours de l’année 2021 plus de 6 milliards de dollars (plus de 5 milliards d’euros) :

➔ Deux Fonds successeurs pour un total de 2,8 milliards € (3,4 milliards \$) : Meridiam Sustainable Infrastructure Europe IV (MSIE IV) qui a atteint son hard cap à 2,3 milliards d’euros, cinq mois seulement après son lancement. Ainsi que Meridiam Infrastructure Africa Fund II (MIAF II) à 500 millions d’euros (objectif à terme à 750 millions d’euros).

➔ Deux nouveaux produits pour un total de 440 millions d’euros (GIGF et TURF dédiés respectivement à l’accompagnement des PME à croissance rapide œuvrant à la transition écologique et aux infrastructures urbaines résilientes)

➔ Meridiam Sustainable Waste & Water Fund pour l’acquisition de Suez.

Les nouveaux Fonds seront entièrement alignés sur les objectifs de développement durable de la société et viseront une trajectoire de température conforme à l’Accord de Paris. Ils s’inscrivent dans le cadre de l’article 9 du nouveau règlement européen sur la divulgation des informations relatives à la finance durable (SFDR), le standard le plus élevé en matière de développement durable.



Raphaël Lance

## MIROVA

### ADN / Stratégie d'investissement

Mirova est une société de gestion affiliée de Natixis Investment Managers. Dans les activités cotées et non-cotées, Mirova décline des stratégies d'investissement responsable fondé sur la conviction de la nécessaire création de valeur sur le long terme. Dans le domaine du financement des actifs réels de la transition énergétique, et notamment des projets de production d'énergies d'origine renouvelable, Mirova compte une quinzaine de gérant experts du secteur, associé à une équipe d'analystes extra financiers. Les énergies renouvelables constituent l'un des segments du marché des infrastructures qui affiche la plus forte croissance, la production d'énergie propre présentant à la fois une opportunité d'investissement attrayante et un choix évident en matière d'allocation d'actifs pour accompagner la transition vers une économie bas carbone. Pionnier de l'investissement greenfield en France depuis 2002, Mirova a progressivement étendu sa palette d'intervention au marché secondaire et aux projets en développement (étape de pré-construction), ainsi qu'au financement de secteurs connexes contribuant à la transition énergétique (infrastructures de stockage d'énergie et de mobilité électrique) et en se diversifiant progressivement en Europe pour continuer à générer des rendements attractifs. Mirova investit sur des projets de taille moyenne, plutôt de façon majoritaire, en détention ou et par le biais de financements mezzanines, aux côtés des industriels parties prenantes afin de les accompagner dans la construction et l'exploitation de ces projets. Une fois les projets construits et après plusieurs années d'exploitation, les actifs sont revendus sur le marché secondaire à des industriels souhaitant consolider des actifs ou à des financiers. **Possibilité de co-investissement ?** Oui.

### Fonds sous gestion et performance

L'équipe Infrastructures de Transition Énergétique de Mirova gère actuellement 3 fonds représentant 1.5 Mds€ d'encours sous gestion :

- ➔ **Eurofideme 2** créé en 2008 (94M€), la période d'investissement s'est achevée en 2014 avec 12 investissements réalisés et des distributions dès 2013. EF2 est actuellement en période de désinvestissement ;
- ➔ **Mirova Eurofideme 3** – lancé en 2014 (353M€), il est désormais totalement investi dans un portefeuille diversifié de 17 actifs qui ont généré des distributions dès 2016 ;
- ➔ **Mirova Eurofideme 4** – lancé en 2018 (859M€), le fonds est dédié à la transition énergétique en Europe.

### Équipe et deals marquants

Avec plus de 18 ans d'expérience dans le financement d'infrastructures de transition énergétique, l'équipe de Mirova, dirigée par **Raphaël Lance**, possède un des track records les plus importants sur le marché. Elle a en effet contribué au financement de plus de 300 projets en Europe pour une puissance totale installée d'environ 5,7 GW. Parmi les opérations marquantes récentes, on peut citer l'acquisition en consortium d'un portefeuille hydroélectrique de 1,7 GW au Portugal et l'acquisition de projets à construire en cluster en Espagne (542MW) et en Pologne (132MW). En Février 2021, Mirova a annoncé le démarrage de la levée de fonds de son 5ème fonds dédié au financement des infrastructures de transition énergétique, Mirova Energy Transition 5 (MET5), avec un objectif cible au-delà du milliard d'euros. Il succèdera au fonds Mirova Eurofideme 4 en continuant de s'appuyer sur la dynamique européenne des secteurs de l'énergie renouvelable et de la mobilité bas carbone, bien que les équipes auront la possibilité d'investir hors d'Europe. Cette diversification géographique pourra aller jusque 10 % des encours du fonds. Afin d'accompagner cette croissance, l'équipe d'Infrastructures de Transition Énergétique de Mirova s'est agrandie et comptera pour déployer ce fonds 22 professionnels de l'investissement.



Sébastien Bourget

## QUAERO CAPITAL

### ADN

QUAERO CAPITAL gère 875 millions d'euros à travers ses véhicules d'investissement finançant en fonds propres des infrastructures en Europe. La stratégie déployée cible les financements de projets de petite à moyenne dimension, avec l'objectif de générer un rendement récurrent à long terme, à l'appui de structures robustes et pérennes.

### Stratégie d'investissement

Nous finançons en fonds propres des projets d'infrastructures sociales, de transport, de télécoms, d'énergie, de l'eau, de l'environnement et des équipements publics ou privés. Le fonds investit en Europe, avec un ancrage fort en France, où il cible le cœur du marché du financement de projet d'infrastructures, investissant dans des opérations nouvelles à construire (greenfield) ou déjà en exploitation (brownfield). **Possibilité de co-investissement ?** Oui. **Risque recette ?** Oui.

### Fonds sous gestion et performance

QUAERO CAPITAL gère près de 3 Md€ d'euros dont 2 fonds d'infrastructure :

- ➔ **Quaero European Infrastructure Fund (QEIF)** qui a achevé sa levée de fonds en avril 2017 en atteignant son hard cap de 250 millions d'euros et qui est totalement investi.
  - ➔ **Quaero European Infrastructure Fund II (QEIF II)** qui a achevé sa levée de fonds en janvier 2021 en atteignant son hard cap de 600 millions d'euros.
- Par ailleurs, Quaero Capital gère également depuis le 3ème trimestre 2017 un fonds de co-investissement d'un montant de EUR 25 M pour la Banque Européenne d'Investissement. Les souscripteurs des fonds rassemblent des investisseurs européens de premier plan, dont des compagnies d'assurance, des mutuelles d'assurance, des caisses de retraite, des fonds de pension, fonds de fonds, le Fonds de Réserve pour les Retraites et la Banque Européenne d'Investissement. Les fonds Quaero European Infrastructure Fund visent un TRI de 11% à 13% et un rendement annuel moyen de 4-6%.

### Équipe et deals marquants

L'équipe d'investissement de 10 personnes bénéficie d'une grande expérience dans la structuration financière de projets d'infrastructure en Europe. Le portefeuille de QEIF est réparti de manière équilibrée entre 16 actifs dans les domaines des télécoms, de l'eau, du renouvelable et des infrastructures sociales. QEIF II a déjà engagé plus de 65% de sa taille cible dans les projets d'énergies renouvelables, d'infrastructures sociales, de utilities et de télécoms.

### Derniers développements notables

QEIF II a récemment bouclé des transactions dans le secteur des infrastructures sociales, des télécoms et du renouvelable. Le fonds est investi à plus de 65% de son encours. QEIF II vient de conclure un investissement dans la société concessionnaire de l'autoroute A69, projet dont il a été déclaré attributaire par le premier ministre en fin d'année 2021.



Nicolas Rochon

## RGREEN INVEST

*“RGREEN INVEST propose aux professionnels du secteur une palette complète de solutions de financement sur-mesure et permet à ses investisseurs de participer activement à la transition énergétique et à l'adaptation climatique.”*

### ADN

Entreprise à mission depuis 2021, RGREEN INVEST est une société de gestion française, indépendante, dédiée depuis plus de dix ans à l'investissement et au financement de la transition énergétique et de l'adaptation au changement climatique. Parmi les premiers acteurs à proposer aux professionnels du secteur une gamme complète de solutions financières sur-mesure, RGREEN INVEST conduit la transition énergétique en Europe avec une fibre entrepreneuriale. Particulièrement attentive aux enjeux climatiques, l'entreprise inscrit des principes environnementaux et sociaux E&S rigoureux dans ses critères d'investissement, permettant aux investisseurs institutionnels de participer à la transition énergétique tout en partageant les gains financiers.

### Stratégie d'investissement et performance

Les fonds INFRAGREEN accompagnent depuis 2013 les professionnels du secteur sur le long terme, en fonds propres et quasi-fonds propres. INFRAGREEN IV est actuellement en cours d'investissement et vise à investir dans des entreprises dont l'objectif principal est d'acquérir, de financer, de construire et d'exploiter des projets d'infrastructure principalement dans les secteurs des énergies renouvelables ou de l'environnement et des technologies connexes, avec un haut niveau de conformité avec la Taxonomie verte (notamment le stockage d'électricité, l'hydrogène, la stabilisation des réseaux, les réseaux intelligents, les économies d'énergie, la valorisation énergétique des déchets, le traitement et le recyclage des déchets, les eaux usées, etc.), ainsi que les plateformes logistiques et les infrastructures liées aux changements écologiques et climatiques (réduction des émissions de CO2 et utilisation optimale des ressources naturelles). La sortie du prochain millésimé INFRAGREEN V est prévue en octobre 2022. En 2018, RGREEN INVEST s'est diversifiée avec les stratégies INFRABRIDGE (anciennement connues sous le nom de NOUVELLES ENERGIES) destinées à accompagner les acteurs de la transition énergétique en dette senior court-terme (Bridge Financing). Depuis, trois millésimes ont été lancés, INFRABRIDGE I, II et III qui sont dédiés au financement en dette senior court-terme de projets d'infrastructure de la transition énergétique et notamment de la construction d'infrastructure ENR. A date, RGREEN INVEST a levé plus de 1,4 Md€ au total et financé plus de 1500 projets en France et en Europe, équivalent à une puissance installée de plus de 3.3 GW évitant ainsi près 550k tonnes d'émission de CO2 en 2021.

### Équipe et deals marquants

Avec une trentaine de professionnels expérimentés issus de la gestion de fonds, de l'industrie des énergies renouvelables et de la banque d'investissement, RGREEN INVEST dispose d'une des plus importantes équipes de spécialistes du financement de projets d'infrastructures et de production d'énergies renouvelables en France. Fort de ses compétences et de ses années d'expérience, RGREEN INVEST a développé un réseau unique de partenaires en France et en Europe.

### Derniers développements notables

➔ RGREEN INVEST est devenue Entreprise à Mission au mois de mai 2021. Au mois de septembre 2021, RGREEN INVEST a lancé son tout premier fonds AFRIGREEN, fonds à impact voué à aider les PME et ETI africaines à diminuer leur dépendance au diesel et à accélérer la pénétration du photovoltaïque dans la région Ouest-africaine du continent. RGREEN INVEST s'est associée à Alexandre Gilles et Olivier Leruste, spécialistes des projets d'énergies renouvelables dans les pays émergents, pour créer ECHOSYS INVEST, une entité dédiée qui conseillera le fonds. Le fonds INFRAGREEN IV, qui a clôturé à 670 M€ au mois de juin 2021, est en cours d'investissement et devrait être complètement investi au deuxième semestre 2022.



Paola Basentini

## SCOR INVESTMENT PARTNERS

### ADN

Depuis 2013, SCOR Investment Partners propose une stratégie de dette infrastructure qui offre une forte valeur ajoutée, privilégie la récurrence des rendements, présente une faible corrélation avec les autres classes d'actifs et se montre résiliente face aux crises économiques. La société de gestion privilégie la diversification des portefeuilles, la robustesse des structures de financement et se distingue par l'esprit précurseur de l'équipe de gestion qui intervient sur des secteurs nouveaux mais technologiquement éprouvés et privilégie le financement de la transition énergétique.

### Stratégie d'investissement

La stratégie d'investissement consiste à proposer aux investisseurs des fonds de taille moyenne – entre 300 M€ et 500 M€ – avec une granularité de 10 à 15 créances. Cette approche permet de renouveler l'offre régulièrement en adaptant les fonds aux conditions du marché et aux nouvelles exigences des clients, parmi lesquelles figurent la participation à la transition énergétique. L'objectif est de construire des portefeuilles présentant un profil risque/rentabilité optimisé.

### Fonds sous gestion et performance

SCOR Investment Partners est actif sur le marché de la dette infrastructure senior et de la dette infrastructure junior. Depuis le lancement de l'activité, la société de gestion a levé 1,6 milliards d'euros (données à fin mars 2021). L'équipe gère trois fonds de dette senior secured multi-investisseurs représentant environ 1,2 Md€. Suite au succès des deux premiers fonds, le troisième vintage, dont la levée de 466 M€ s'est achevée fin 2019, est totalement investi à fin mars 2021. Ce dernier fonds, labellisé Greenfin, témoigne la démarche volontariste de SCOR Investment Partners en faveur du financement de la transition énergétique vers une économie bas carbone. A cela s'ajoute trois mandats dédiés focalisés sur des stratégies de dette senior et junior secured, représentant un total de 250 M€.

### Équipe et deals marquants

Dirigée par Paola Basentini, l'équipe localisée à Paris est intégrée au sein d'une plateforme de dette privée comprenant 17 gérants, analystes et experts dédiés. A mars 2021, les fonds de dette infrastructure senior et junior ont investi plus de 1,4 milliard d'euros dans le financement de près de 50 actifs sous format bancaire et obligataire. Ces actifs sont répartis sur une dizaine de secteurs (dont les infrastructures sociales, les transports, les énergies renouvelables et les télécoms). Exemples récents : le financement d'acquisition d'un parc éolien offshore en Allemagne, les financements de data centers aux Pays-Bas, en Irlande et en Italie, les financements de plusieurs réseaux de fibre optique en France et en Allemagne dans les zones faiblement denses, les refinancements de deux portefeuilles de parcs solaires photovoltaïques en Espagne.

### Derniers développements notables

SCOR Investment Partners lance un nouveau fonds de dette infrastructure junior secured multi-investisseurs avec un premier closing prévu au deuxième trimestre 2021. Le fonds investira dans des actifs infrastructures (télécoms, énergies renouvelables, transports, infrastructures sociales, etc.) régulés ou partiellement régulés au sein des pays Investment Grade de l'Union Européenne. SCOR Investment Partners lancera également au cours du deuxième semestre 2021 un quatrième fonds de dette senior secured multi-investisseurs dans la lignée des vintages précédents.



Jérôme Delmas

## SWEN CAPITAL PARTNERS

“Croire au changement, c'est notre meilleure façon de l'accompagner.”

### ADN

Fondée en 2008 au sein du Groupe OFI Asset Management, filiale depuis 2015 avec l'entrée d'ARKEA puis des membres de l'équipe, SWEN Capital Partners est un acteur de référence de l'investissement responsable en non coté en Europe en Private Equity, en Dette Mezzanine et en Infrastructure. La société de gestion a toujours placé la démarche ESG et climat au cœur de son approche et offre à ses clients des solutions de placement innovantes et durables. SWEN Capital Partners accompagne les entrepreneurs et ses partenaires dans une démarche d'amélioration d'impact et de création de valeur durable.

### Stratégie d'investissement

Les fonds Infrastructure ont pour stratégie de combiner des investissements en direct dans des actifs infrastructures et en fonds (opérations primaires et secondaires). Les actifs sont principalement localisés en Europe, dans les secteurs des transports, de l'énergie, du gaz renouvelable et des infrastructures sociales. Les investisseurs de SWEN CP bénéficient ainsi d'un portefeuille diversifié pouvant générer des rendements réguliers avec un niveau de risque maîtrisé.

### Fonds sous gestion et performance

SWEN Capital Partners gère plus de 6,8 Mds€ dont 2,4 Mds € en Infrastructure au travers de fonds et mandats. Les 3 premiers véhicules commercialisés sur la thématique Infrastructure sont totalement déployés, tandis que le dernier véhicule, d'une taille cible de 600 M€, a déjà levé 304 millions d'euros et a réalisé 12 investissements. Sur les trois millésimes précédents, l'équipe a investi près de 900 M€ et offert aux investisseurs un TRI net moyen de plus de 10%. SWEN CP gère également une gamme de fonds d'impact : SWEN Impact Fund for Transition (SWIFT), premier fonds d'infrastructures européen dédié aux gaz renouvelables, à 175 millions d'euros, excédant son montant cible de 120 M€ et commercialise actuellement son 2ème millésime avec un 1er closing déjà réalisé en janvier 2022 à hauteur de 150 M€. Il investit en direct dans la méthanisation, l'hydrogène renouvelable, ainsi que les infrastructures d'avitaillement en gaz et GNL pour le secteur des transports maritimes et terrestres.

### Équipe et deals marquants

Emmenée par Jérôme DELMAS, SWEN Capital Partners ne cesse de se développer depuis sa création. L'équipe, très stable et soudée, rassemble, à date, près de 70 talents, dont 42% de femmes. 11 nationalités sont représentées et 28% des salariés ont débuté comme stagiaires au sein de l'entreprise, démontrant la capacité de la société à faire confiance à des jeunes profils, à les former et les responsabiliser.

### Derniers développements notables

SWEN Capital Partners fait évoluer sa stratégie d'investissement et renforce la thématique de croissance durable via le financement d'infrastructures essentielles au monde de demain au bénéfice d'une économie soutenable et performante en transition vers un modèle bas carbone limitant la trajectoire du réchauffement climatique. L'expertise construite par les équipes de SWEN CP depuis plus de 10 ans permet de proposer les dernières innovations extra-financières via l'intégration de ses 4 « Marqueurs ESG », cohérents avec la raison d'être de SWEN CP et socle de valeurs partagées par son équipe. Depuis janvier 2022, SWEN Capital Partners est co-actionnaire de la NEC Initiative, société à mission indépendante et développeur de méthodologie permettant aux acteurs socio-économiques de mesurer leur contribution à la transition écologique vers un but commun : la construction d'une économie responsable et durable.



Serge Savasta

## OMNES

### ADN / Stratégie d'investissement

Omnes est un acteur majeur du private equity et de l'infrastructure. Dans le domaine de la transition énergétique, Omnes intervient dans le secteur des énergies renouvelables depuis 2006 et des bâtiments durables depuis 2016. Elle a réalisé plus de 57 investissements en France et en Europe dans les infrastructures de la transition énergétique et investi près de 1,7 milliards d'euros. La stratégie des fonds Capenergie consiste à apporter des capitaux aux producteurs indépendants d'énergie verte européens pour accroître leur capacité de production en croissance organique ou externe de manière à consolider leur part de marché sur le marché européen. Omnes a répliqué cette stratégie aux actifs réels de la ville durable avec le fonds Construction Energie Plus, premier fonds français dédié à la construction de bâtiments et d'infrastructures sociales à hautes performances environnementales et énergétiques.

### Fonds sous gestion et performance

L'équipe Infrastructure d'Omnes gère une dizaine de véhicules et plusieurs mandats pour un montant d'engagements supérieur à 3,3 Md€. Son objectif est d'offrir un couple rendement risque attractif s'appuyant sur des actifs réels de production d'énergie renouvelable greenfield et brownfield et sur des bâtiments à haute performance environnementale et des infrastructures de la ville durable.

### Équipe et deals marquants

L'équipe d'investissement, dirigée par Serge Savasta, est composée de 15 professionnels aux profils internationaux. En 2021, le fonds Capenergie 4 a réalisé 2 investissements avec Ilmatar Energy, développeur éolien finlandais, et Ortus Power Resources, développeur solaire et éolien italien. L'équipe vient d'annoncer le 9e investissement du fonds dans la société TagEnergy, développeur solaire et éolien présent au Royaume-Uni, en Australie, en Espagne, au Portugal et en France. Le fonds Construction Energie Plus (120 M€) a également réalisé deux nouvelles opérations : le financement de la construction de résidences de coliving / coworking à travers la transformation de bâtiments existants ou la construction de bâtiments neufs et un partenariat avec Bouygues Immobilier pour créer Geophoros, un véhicule d'investissement dédié à la conversion de fonciers visant à revaloriser des fonciers inutilisés ou dégradés (friches, locaux industriels, terrains pollués) jusqu'à l'obtention d'un permis de construire purgé pour réaliser des opérations résidentielles, en amont de la phase de promotion.

### Derniers développements notables

Capenergie 4 a clos sa collecte en dépassant son hard cap initial de 600 M€ au cours du second trimestre 2021. Capenergie 4 conserve la stratégie qui a fait le succès des millésimes précédents, Capenergie 1 (109 millions d'euros levés en 2006), Capenergie 2 (145 millions d'euros levés en 2010) qui affiche un TRI net investisseur de 15 % et un multiple net investisseur de x2, et Capenergie 3 (245 millions d'euros levés en 2017).



Philippe Garrel

## SIENNA PRIVATE CREDIT

### ADN

Sienna Private Credit (ex Acofi Gestion) est une société de gestion entrepreneuriale spécialisée dans les solutions d'investissement non cotées, en diversification des « poches Taux » des investisseurs institutionnels. Les fonds de prêts de Sienna Private Credit couvrent quatre grandes thématiques : le financement immobilier des entreprises, le secteur public, le financement spécialisé des entreprises et le financement de la Transition Énergétique. Sienna PC est notamment présent sur le marché des énergies renouvelables depuis 2010 et plus récemment sur le marché de l'efficacité énergétique.

### STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT

Au sein de la classe d'actifs infrastructures, Sienna PC couvre le secteur des énergies renouvelables dans le cadre de fonds de prêts conçus. Ces initiatives proposent aussi une réponse naturelle à une stratégie d'allocation d'actifs vers une économie bas carbone. Classées article 9 selon la réglementation SFDR, elles bénéficient du label Greenfin et produisent un indicateur environnemental quantifié (équivalence en tonnes de CO2 évité).

### FONDS SOUS GESTION ET PERFORMANCE

Sienna PC totalise aujourd'hui plus de 2,5 Md€ d'actifs sous gestion avec une vingtaine de fonds proposant des couples risque/rendement et des durations variés. Fonds Infrastructures EnR :

- Le Fonds de prêts Predirec EnR 2030 (165 M€)
- Le Fonds de prêts Predirec EnR 2 (en cours de levée – taille cible : 300 M€)

### ÉQUIPE ET DEALS MARQUANTS

L'équipe Transition Énergétique, composée de 7 professionnels expérimentés aux profils variés, est dirigée par Philippe Garrel.

### DERNIERS DÉVELOPPEMENTS NOTABLES

- **Le Fonds Predirec EnR 2** qui a été lancé fin 2019 et qui reprend la stratégie de Predirec EnR 2030 avec une diversification dans le domaine de la transition énergétique de déploiement largement en Europe.



Gwenola Chambon

## VAUBAN INFRASTRUCTURE PARTNERS

### ADN / Stratégie d'investissement

Né de la scission des équipes de Mirova fin 2019, Vauban Infrastructure Partners est un affilié de Natixis Investment Managers, qui vient compléter l'offre d'actifs réels de Natixis IM, déjà présent sur les marchés de l'immobilier et du private equity. La société cible des investissements dans des actifs infrastructures régulés de taille intermédiaire en Europe et fournissant des services essentiels aux communautés. Investissant en greenfield et brownfield, Vauban conçoit ses fonds dans l'optique d'une stratégie à long terme, sur 25 ans, afin qu'ils correspondent à la nature des actifs sous-jacents. Vauban mise également sur la structuration de transactions propriétaires et la création de valeur par une gestion active des participations, ainsi que sur la constitution de partenariats stratégiques avec des industriels. **Possibilité de co-investissement ?** Oui.

### Fonds sous gestion et performance

Vauban Infrastructure Partners P gère plus de 5 milliards d'euros et a investi dans plus de 50 actifs dans les secteurs de la mobilité, des services énergétiques et dans les infrastructures sociales et numériques dans 8 pays différents. L'équipe de gestion à la responsabilité de plusieurs véhicules d'investissement : les fonds greenfield FIDEPPP (200M€), FIDEPPP2(120M€) qui investissent principalement en France ; le fonds majoritairement greenfield BTP Impact Local (131M€) dédié aux petits projets d'infrastructures, en France, qui accompagne en priorité les industriels PME/ETI ; les fonds brownfield Core Infrastructure Fund (900M€ mandat compris) et Core Infrastructure Fund II (1.8Md€) qui se concentrent sur l'Europe Continentale.

### Équipe et deals marquants

Dirigée par Gwenola Chambon et Mounir Corm, l'équipe de Vauban Infrastructure Partners est composée de 47 professionnels de l'investissement avec un historique de gestion commune de plus de 15 ans. Cette équipe affiche une solide track-record d'asset management en infrastructures puisqu'elle a déjà réalisé l'ensemble du cycle d'investissement des fonds (structuration et levée de fonds successives, déploiement, construction, livraison d'actifs, gestion des gros renouvellements, créations de valeurs, cession d'actifs).

### Derniers développements notables

Fin 2020, Vauban Infrastructure Partners a créé Vauban Infra Fibre en partenariat avec l'opérateur et filiale de Bouygues Axione. Cette société conçue pour consolider les infrastructures existantes ou en cours de déploiement, pour la commercialisation de réseaux numériques aux opérateurs télécoms. Les investissements liés à cette plateforme représentent un effort de plus de 6 milliards d'euros. Début 2021, Vauban a annoncé l'acquisition d'un portefeuille d'actifs brownfield composé de 6 contrats PPP/concession d'actifs situés en Espagne auprès de son partenaire industriel FCC. L'équipe s'est également illustrée en 2022 en prenant une participation dans Paprec.

# CLASSEMENTS INFRASTRUCTURE

1<sup>ère</sup> partie

GREENFIELD | BROWNFIELD | CONSEIL FINANCIER | CONSEIL JURIDIQUE

2020/2022

## MÉTHODOLOGIE DES CLASSEMENTS

### Classements Greenfield

Ont été pris en compte :

- Les contrats de partenariat au sens de l'ordonnance du 17 juillet 2004 ainsi que les contrats assimilés (BEA, BEH, AOT-LOA) ;
- Les contrats de partenariats, concessions et DSP attribués et closés ou attribués entre le 1er janvier 2020 et le 30 avril 2022 sur le territoire français.

Pour les conseils juridiques ont été intégrés à la fois les conseils de la personne publique, des consortiums lauréats et/ou de leurs membres et des prêteurs.

N'ont pas été pris en compte :

- Une intervention sur la seule question de l'évaluation préalable ou de la faisabilité d'un projet ;
- Les contentieux relatifs à l'exécution d'un contrat ;
- Le conseil d'un consortium non retenu à l'issue de la procédure de sélection ;
- Les projets en cours d'attribution ou abandonnés.

Le montant retenu est celui de l'investissement initial.

### Classements Energie

Ont fait l'objet d'un classement à part l'ensemble des projets de type énergétique greenfield en France, que ceux-ci soient d'initiative purement privée ou encadrés par un appel d'offres étatique.

### Classements Brownfield

Ont été prises en compte :

- Les transactions secondaires portant sur des actifs réels (ex : champ photovoltaïque ou éolien)
- La prise de contrôle des sociétés propriétaires d'actifs Infrastructure signés entre le 1er janvier 2020 et le 30 avril 2022.
- Les transactions portant sur des actifs français ou réalisés à l'étranger par des acteurs français : attribués et closés ou attribués et en cours de closing.

A l'instar de notre méthodologie applicable aux opérations de M&A, seuls les conseils juridiques intervenant pour le compte de l'acheteur ou du vendeur ont été crédités et non les conseils des banques de financement ou dans le cadre d'émissions obligataires.

■ **Lauréat** : Rothschild & Co

Les années 2020 et 2021 ont été marquées par la pandémie et de façon surprenante par la montée en puissance du marché de l'infrastructure "Brownfield". Depuis trois ans, le marché français aura été le théâtre d'une centaine de deals représentant plusieurs dizaines de milliards d'euros de transactions. Parmi les conseils financiers les plus en vue, on retrouve comme les années précédentes Rothschild & Co qui s'est distinguée en conseillant les principales opérations des grands opérateurs (Veolia/Suez, Alstom Bombardier) mais aussi BNP Paribas et CAB CIB. Sans surprise les 5 premières banques de notre classement se sont illustrées sur l'opération Veolia/Suez.



➔ Classement des **conseils financiers** en M&A Brownfield en valeur

Rang	Nom	Nombre	Valeur M€	Deals marquants
1	Rothschild & Co	12	30 431	Idex, Veolia Suez, Bombardier Transport, Ermewa, Cellnex
2	BNP Paribas	10	23 512	Veolia Suez, Cellnex
3	HSBC	4	20 300	Veolia Suez, Bombardier Transport
4	Société Générale CIB	6	20 127	GRT Gaz, equens, Suez, Infrastrutture Distribuzione Gas
5	BA/ML	3	18 800	Glow Energy, Suez Veolia
6	Crédit Agricole CIB	4	18 140	Veolia Suez, Ermewa...
7	Morgan Stanley	6	17 700	Covage, Veolia Suez, Cellnex
8	Goldman Sachs	4	17 223	Altic, Veolia Suez, Cellnex
9	Lazard	6	16 601	Tours Telecoms, Veolia Suez
10	CITI	2	13 700	Veolia Suez, Bombardier Alstom

Source : Magazine des Affaires

➔ Classement des **conseils financiers** en M&A Brownfield en volume

Rang	Nom	Nombre	Valeur M€	Deals marquants
1	Rothschild & Co	12	30 431	Idex, Veolia Suez, Bombardier Transport, Ermewa, Cellnex
2	BNP Paribas	10	23 512	Veolia Suez, Cellnex
3	Société Générale CIB	6	20 127	GRT Gaz, equens, Suez, Infrastrutture Distribuzione Gas
4	Morgan Stanley	6	17 700	Covage, Veolia Suez, Cellnex
5	Lazard	6	16 601	Tours Telecoms, Veolia Suez
6	HSBC	4	20 300	Veolia Suez, Bombardier Transport
7	Crédit Agricole CIB	4	18 140	Veolia Suez, Ermewa...
8	Goldman Sachs	4	17 223	Altic, Veolia Suez, Cellnex
9	BA/ML	3	18 800	Glow Energy, Suez Veolia
10	CITI	2	13 700	Veolia Suez, Bombardier Alstom

Source : Magazine des Affaires

## ■ Les Lauréats :

- Weil, Gotshal & Manges
- LPA-CGR

Confirmant l'élan pris par le cabinet ces dernières années dans l'infrastructure, Weil, Gotshal & Manges confirme sa position de leader des conseils juridiques dans la catégorie Brownfield (en valeur) pour la troisième année consécutive, notamment grâce à sa participation sur des opérations phares de ces dernières années, de ces dernières années, dont l'acquisition d'ACS Energy par Vinci, la cession d'Elsan à KKR et l'incourtournable rachat de Suez par Veolia - un dernier point partagé par ses concurrents BDGS, Mayer Brown, ou encore Orrick et Gide. En volume, on retrouve sans surprise les équipes du cabinet LPA-CGR, habitué du trio de tête, qui ravissent la palme d'une courte tête face à ses concurrents habituels Watson Farley & Williams et Weil, Gotshal & Manges.



### ➔ Classement des Juridiques en Infrastructure Brownfield en valeur

Rang	Nom	Nombre	Valeur M€
1	Weil, Gotshal & Manges	25	38 614
2	BDGS	18	37 488
3	Freshfields	16	14 730
4	Mayer Brown	15	12 170
5	De Pardieu Brocas Maffei	20	10 787
6	Orrick RM	20	5 999
7	White & Case	13	5 350
8	Herbert Smith	1	5200
9	Gide	24	3 688
10	LPA-CGR	29	1 083

Source : Magazine des Affaires

### ➔ Classement des Juridiques en Infrastructure Brownfield en volume

Rang	Nom	Nombre	Valeur M€
1	LPA-CGR	29	1 083
2	Weil, Gotshal & Manges	28	38 614
3	Watson Farley & Williams	25	498
4	Gide	24	3 688
5	De Pardieu Brocas Maffei	20	10 787
6	Orrick RM	20	5 999
7	BDGS	18	37 488
8	Freshfields	16	14 730
9	White & Case	13	5 350
10	Hogan Lovells	11	1 000

Source : Magazine des Affaires

## OPÉRATIONS DES FONDS D'INFRASTRUCTURE FRANÇAIS sur la période 2020-2022

Le Magazine des Affaires a dressé une liste non exhaustive des opérations d'infrastructures menées par des fonds privés de la place parisienne. Celle-ci vient confirmer les chiffres présentés par France Invest et la dominance du secteur des énergies et des télécommunications. Le secteur des transports enregistre également une forte activité liée à la mobilité électrique et la préparation du secteur aux évolutions anticipées des modes de mobilité dans les pays développés.

Opérations menées dans le secteur **de l'énergie** par des fonds en 2020-2022

Fonds	Cible	Activité	Valorisation (millions d'euros)	Géographie
Macquarie	Reden Solar	ENR	2500	France
CA Assurances, Mirova	Portefeuille hydroélectrique	ENR	2200 (770 pour 35% et 550 pour 25%)	Portugal
Ardian Infrastructure	EWE	Service public	> 1000	Allemagne
AXA IM - Alts	ACCIONA Energía Internacional	ENR	445 (20% de 33,3%)	Espagne
Intermediate Capital Group	CVE	ENR	100	France
Swen Capital Partners	Projets de biométhanisation en partenariat avec TerraX	ENR	100	Italie
Quaero Capital	EDM	Réseaux électriques	50-100	France
Quaero Capital	Forces HydroliQ	ENR	50-100	France
Antin IP	Origis Energy	ENR	-	USA
Infravia Capital Partners	Molgas	GNL	-	France
Banque des Territoires (CDC)	Stations-service hydrogène	Transition énergétique	-	France
EDF Invest	Parcs solaires et éoliens	ENR	-	USA, Canada, Portugal
Marguerite	Projets solaires photovoltaïques pour une capacité totale de 150 MW	ENR	-	Espagne
Meridiam	18 usines de biométhane en Europe	ENR	-	Europe
Mirova	4 parcs éoliens dans l'Aveyron	ENR	-	France
OMNES	ILOS New Energy	ENR	-	Allemagne
OMNES	Prosolia	ENR	-	France
OMNES	Better Energy	ENR	-	Danemark
Credit Mutuel Capital Privé	Parcs de centrales photovoltaïques d'une capacité totale de 95 MW	ENR	-	France
Swen Capital Partners	Usine de biométhane en partenariat avec SFP Group	ENR	20	Pays-Bas
Credit Mutuel Capital Privé	19 projets éoliens d'une puissance de plus de 700 MW	ENR	-	France
Credit Mutuel Capital Privé	4 Projets éoliens développés par Voltalia	ENR	-	France

Opérations menées par des fonds dans le secteur **des Transports en 2020 et 2022**

Fonds	Cible	Activité	Valorisation (millions d'euros)	Géographie
CDPQ	Alstom - Bombardier Transport	Transport ferroviaire	2700	France - Canada
3i Infrastructure	Joulz	Mobilité électrique	220	Pays-Bas
RGreen Invest	NW Joules	Développement ENR et stockage énergétique	136 (34 M€ pour 25%)	France
Marguerite	Jifmar Offshore Services	Transports - Mobilité	50-100	France
DIF	Touax Rail	Transport ferroviaire	81,9	France
Cube Infrastructure	Stations-e	Transports - Mobilité	30	France
Mirova	DRIVECO	Mobilité électrique	<10	France
Banque des Territoires (CDC), Mirova	Clem'	Mobilité électrique	3,6	France
Ardian Infrastructure	Wintics	Mobilité électrique	1	France
CA Assurances	European Locomotive Leasing	Mobilité électrique	-	Autriche
Banque des Territoires (CDC)	Concession du gestionnaire d'infrastructure CDG Express	Transport public	-	France
Banque des Territoires (CDC)	Participation de 8% au capital d'Aéroports de la Côte d'Azur	Aéroportuaire	-	France
Amundi PE Funds	Cogepart	Transport routier	-	France
Ardian Infrastructure	Maple Leaf	Stackage énergétique	-	Canada
Marguerite	Cession d'une participation de 50% dans le projet de tronçon d'autoroute M17/M18	Autoroutes	-	Irlande
Vauban IP	Boreal	Transports - Mobilité	-	Norvège

Source : Magazine des Affaires

Opérations menées par des fonds dans le secteur de **la santé en 2020 et 2022**

Fonds	Cible	Activité	Valorisation (millions d'euros)	Géographie
EQT Infrastructure / CDPQ	Colisée	EHPAD	2200	France
Antin IP	Hippocrates	Pharmacies	420	Italie
Antin IP	Cession d'Inicea	Cliniques psychiatriques	360	France
Amundi PE Funds	Vivalto Vie	EHPAD	230	France
3i Infrastructure	Ionisos	Equipements médicaux	220	France
DIF	PPP de l'hôpital de Toledo	Hopitaux	-	Espagne

Source : Magazine des Affaires

Opérations menées par des fonds dans le secteur **des loisirs en 2020 et 2021**

Fonds	Cible	Activité	Valorisation (millions d'euros)	Géographie
Infravia CP	Sandaya	Campings	400	France
OMNES	Centre Aquatique de Saint-Denis		-	France

Source : Magazine des Affaires

Opérations menées par des fonds dans le secteur **des télécoms en 2020 et 2022**

Fonds	Cible	Activité	Valorisation (millions d'euros)	Géographie
Vauban IP, CA Assurances	Plateforme du déploiement de la fibre en partenariat avec Axione	Fibre	6000	France
Ardian Infrastructure, CA Assurances	INWIT	Tours télécoms	3000 (1350 pour 30,2%)	Italie
Cube Infrastructure	Covage	Fibre	1000	France
Infravia Capital Partners	IFT (partenariat avec Iliad)	Fibre	600 (49% pour 300)	France
Amundi PE Funds	WiiFirst	Fibre	200	France
Antin IP	Eurofiber	Fibre	-	Pays-Bas, Belgique et France
Cube Infrastructure	Sigfox	Infrastructure IoT	-	Allemagne
DIF	Ielo	Fibre	>100	France
Quaero Capital	DEAC	Datacenters	50-100	Lettonie
Quaero Capital	DLC	Datacenters	50-100	Lituanie
DIF	4th Utility)	Fibre	25	UK
CA Assurances	Data4	Datacenters	Minoritaire	Europe
Intermediate Capital Group	TNG Group	Fibre	-	Allemagne

Source : Magazine des Affaires

Opérations menées par des fonds dans le secteur **social en 2020 et 2022**

Fonds	Cible	Activité	Valorisation (millions d'euros)	Géographie
Antin IP	Babilou	Crèches	1500	France
Meridiam	Portefeuille d'écoles	Education	-	Pays de Galles, Finlande
Meridiam	PPP sur le campus de Fresno (Californie)	Education	-	USA

Source : Magazine des Affaires

Opérations menées par des fonds des services environnementaux **en 2020 et 2021**

Fonds	Cible	Activité	Valorisation (millions d'euros)	Géographie
Antin IP	Miya	Gestion des eaux	-	Portugal
Ardian Infrastructure	Nevel	Chauffage Urbain	-	Finlande
Meridiam, GIP et Groupe Caisse des Dépôts	Suez		7000	France, Italie, République Tchèque, Pologne, Afrique, Asie centrale, Inde, Bangladesh, Sri Lanka, Australie, Nouvelle Zélande, Asie
Vauban	Paprec	Recyclage	150 (20%)	France

Source : Magazine des Affaires

# L'INFRASTRUCTURE en chiffres

**8,9 MDS €**

Investis dans 153 projets d'infrastructure en 2021 (vs. 5,3 Md€ investis dans 121 projets en 2020)

**138**

C'est le nombre de fonds français ayant levé des fonds à l'international

**2 MD €**

C'est le montant total investis en France dans les énergies renouvelables. Ce qui en fait le segment le plus actif dans l'Hexagone.

**17,2 MDS €**

C'est le montant total levé par les fonds d'infrastructure en 2021 (contre 5 Md€ en 2020), dépassant ainsi le précédent record de 2018 (à 12,1 milliards).

**41,8 MDS €**

Le montant investi par les fonds d'investissement en 2021 (soit respectivement 36% et 78% de plus qu'en 2019 et 2020)

# GB2A

LA SYNERGIE D'EXPERTISES  
AU SERVICE DU SECTEUR PUBLIC  
ET DES ENTREPRISES PRIVÉES



LA PLURIDISCIPLINARITÉ,  
NOTRE MOT D'ORDRE

AVOCATS

FINANCE

INGÉNIERIE

PROJETS

Droit bancaire et financement de projets  
Droit public des affaires - Immobilier  
Droit des affaires et Droit social  
Droit international des Affaires  
Aménagement et Urbanisme  
Modélisation financière et analyse des risques  
Ingénierie de la performance énergétique  
Projets publics de proximité

**6 BUREAUX EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER**

**4 SOCIÉTÉS PLUS DE 50 PROFESSIONNELS**



En 2018, le Magazine des Affaires a décerné à GB2A AVOCATS le **Prix du Conseil juridique de l'année dans la catégorie Infrastructure Greenfield** pour la quatrième année consécutive. GB2A FINANCE s'est vu décerner le **Prix du Conseil financier de l'année dans la catégorie Infrastructure Greenfield** pour la troisième année consécutive.

[www.gb2a.fr](http://www.gb2a.fr)



CAEN | PARIS | LYON | NANCY | LILLE



## Seeing potential | delivering value

Antin Infrastructure Partners is a leading private equity firm focused on infrastructure investments.



This advert is issued by Antin Infrastructure Partners and is produced for information purpose only. This document does not constitute an offer to sell, purchase subscribe for or otherwise invest in units or shares of any fund managed or advised by Antin Infrastructure Partners, nor shall it form the basis of or be relied upon in connection with any contract or commitment whatsoever or be taken as investment advice.